



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

lio dal Giornale Tribune de Genève du vendredi 1er septembre 1972 del:

la XXXIIIe Mostra de Venise

la renommée de Schwarzenbach

enise. — On sait que l'initiative de Schwarzenbach n'est pas passée inapprise en Italie. Quoique refusée, il trouva 46 % des électeurs (principalement allemands) pour voter en faveur. Le cinéaste Carlo Tuzii s'en souvint. Il est allé à Zurich pour filmer un film sur la situation des travailleurs italiens en Suisse. Cela s'appelle «Tutte le domeniche mal-»

en effet, chaque dimanche matin, un million d'Italiens se lève à l'aube pour aller retrouver leur enfant placé dans un «Kinderheim». C'est la seule

où ses parents peuvent le voir, où qu'il soit né dans une maternité suisse. Le reste de la semaine, ils travaillent dans le lieu où ils logent, une chambre avec une cuisine commune pour les locataires de l'étage). L'accepte pas les enfants : ça déplaît aux propriétaires.

ils auraient bien voulu déménager. Mais d'une part, les rares appartements disponibles sont encore plus rares pour un travailleur étranger, disposition imposée par l'exécrable formule : «On ne loue pas aux Italiens», et, d'autre part, le loyer d'un logement mieux approprié serait trop élevé pour ce qu'ils gagnent.

ils se sont donc résignés à cette

solution après bien des recherches harassantes et des vexations. Ce film, ajouté à d'autres, a provoqué l'imaginaire, une crise dans le pays. Comment le jeune couple vit-il convenablement dans une ville agitée, hostile même, dont ils comprennent très mal la langue et où ils sont méprisés ?

partant de ce cas particulier, bien réel et répandu, Carlo Tuzii traite des problèmes encore plus dramatiques. Il montre la meurtre déguisé et demeuré impuni d'un Italien assassiné par une brute zuricoise. Le

cadavre de la victime reste toute une nuit sur le trottoir, où l'autre l'a jeté en le vidant d'un café. Les gens passent à côté avec indifférence. Quand le jour se lève, un employé de la Voirie va pour le ramasser, mais il renonce en disant : «Ce n'est qu'un Italien.»

Malheureusement, les faits sont exacts

Malheureusement, les faits rapportés par le film sont exacts. La presse les a mentionnés. Comment les expliquer ? Dans un commentaire, le réalisateur déclare : «Les actes de violence contre les travailleurs italiens à l'étranger

sont fréquents. Certains les attribuent à des incidents occasionnels, d'autres à un phénomène de xénophobie et de racisme...» En ce qui concerne Zurich, et pas seulement cette ville, le second thème de l'alternative serait plus juste.

Si elle n'est plus à faire, la renommée de Schwarzenbach et, par contre-coup, de la Suisse, va s'étendre dans toute la péninsule, jusque dans les villages les plus isolés et les moins informés. En effet, «Tutte le domeniche mattina» est un film réalisé en couleur pour la TV italienne.

En soi, l'étude de Carlo Tuzii est objective. Elle semble même au-dessous de la réalité. On pourrait tout au plus lui reprocher son parti-pris romanes-

De notre envoyé spécial
Georges Bratachi

que. L'histoire d'amour du couple prend peut-être beaucoup d'importance par rapport aux traces quotidiennes de déracinement, à leur aliénation. Les lieux et les coloris retenus par Tuzii donnent une idée presque trop luxueuse de leur existence. Le réalisateur a eu la prudence de ne pas mettre les choses au pire. Celles-ci sont souvent vues de l'extérieur, mais cernées avec précision.

Néanmoins, on pense qu'un documentaire sur les conditions des saisonniers italiens serait plus percutant, plus sinistre, que ce film sur le sort de travailleurs régulièrement recrutés, et qui n'ont pas l'obligation de rentrer dans leur pays à la fin de leurs contrats. Privé de son enfant, le couple en question a au moins la latitude d'être uni. Tandis qu'une multitude de travailleurs doivent vivre durant neuf mois séparés de leurs familles et, le plus souvent, dans la précarité de

baraquements provisoires, mais qui ont tout de même leur rapport. Ce décalage matériel et moral est provoqué par les structures et les lois d'une nation dont les banques font la réputation.

Partiel, mais peu flateur

Mais qui oserait entreprendre un tel documentaire dénonçant ce système inhumain ? Une équipe de jeunes cinéastes suisses qui voulait filmer l'arrivée des saisonniers en gare, et les formalités souvent humiliantes que ceux-ci subissent, s'est vue saisir son matériel. Cela ne se passait pas à Zurich, ni à Brigue, mais à Genève.

Pour sa part, Carlo Tuzii a pris les précautions d'usage afin de ne pas provoquer d'incident diplomatique. A la fin du film, il généralise en indiquant qu'il existe six millions d'émigrés italiens dans le monde, ce qui renvoie également sur la situation politique, économique et sociale de son pays. C'est toute l'histoire de la structure d'un sous-prolétariat que les gouvernements exploitent et échangent en signant des accords.

On pourrait épiloguer sans fin sur le sujet de ce film. Bien que partiel, l'enquête romanesque de Tuzii n'est pas flatteresse pour la Suisse. C'est le contraire. Précisément pour cette raison, il serait utile que «Tutte le domeniche mattina» soit repris par les médias romands et allemands. Car enfin, si nuisible soit-il, Schwarzenbach n'est pas le seul coupable. Il profite indifféremment des circonstances créées par un certain climat.

Or, ce film italien, très mesuré, pourrait ouvrir les yeux de tous les électeurs qui suivent Schwarzenbach par manque d'information, à moins qu'ils ne soient définitivement brisés par les médias. Ce qui serait grave, le dimanche matin quand il faut aller voter.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

lio dal Giornale Tribune de Genève du vendredi 1er septembre 1972 del:

la XXXIIIe Mostra de Venise

renommée de Schwarzenbach

On sait que l'initiative de Schwarzenbach n'est pas passée inaperçue en Italie. Quoique refusée, elle a obtenu 46 % des électeurs (principalement allemands) pour voter en faveur. Le cinéaste Carlo Tuzi s'en souvient. Il est allé à Zurich pour filmer un film sur la situation des travailleurs italiens en Suisse. Cela s'appelle «Tutto le domeniche mattina».

En effet, chaque dimanche matin, un grand nombre d'Italiens se lève à l'aube pour aller retrouver leur enfant placé dans un «Kinderheim». C'est le seul

endroit où ses parents peuvent le voir, même s'il n'est né dans une maternité suisse. Le reste de la semaine, ils travaillent dans le lieu où ils logent, dans une chambre avec une cuisinière commune pour les locataires de l'étage. Ils n'acceptent pas les enfants : ça dérange les propriétaires.

Ils auraient bien voulu déménager. Mais d'une part, les rares appartements disponibles sont encore plus rares pour un travailleur étranger, disposition imposée par l'exécrable formule : «On ne loue pas aux Italiens», et, d'autre part, le loyer d'un logement mieux équipé serait trop élevé pour ce qu'ils gagnent.

Ils se sont donc résignés à cette

solution après bien des recherches harassantes et des vexations. Ce problème, ajouté à d'autres, a provoqué, on l'imagine, une crise dans le couple. Comment le jeune couple vit-il convenablement dans une ville étrangère, hostile même, dont ils comprennent très mal la langue et où ils sont méprisés ?

Malgré tout, de ce cas particulier, bien réel et répandu, Carlo Tuzi a tiré des problèmes encore plus dramatiques. Il montre le meurtre d'un Italien et demeure impuissant d'un Italien ensif par une brute zuricoise. Le

cadavre de la victime reste toute une nuit sur le trottoir, où l'autre l'a jeté en le vidant d'un café. Les gens passent à côté avec indifférence. Quand le jour se lève, un employé de la Voirie va pour le ramasser, mais il renonce en disant : «Ce n'est qu'un Italien.»

Malheureusement, les faits sont exacts

Malheureusement, les faits rapportés, par le film sont exacts. La presse les a mentionnés. Comment les expliquer ? Dans un commentaire, le réalisateur déclare : «Les actes de violence contre les travailleurs italiens à l'étranger

sont fréquents. Certains les attribuent à des incidents occasionnels, d'autres à un phénomène de xénophobie et de racisme...» En ce qui concerne Zurich, et pas seulement cette ville, le second terme de l'alternative serait plus juste.

Si elle n'est plus à faire, la renommée de Schwarzenbach et, par contre-coup, de la Suisse, va s'étendre dans toute la péninsule, jusque dans les villages les plus isolés et les moins informés. En effet, «Tutto le domeniche mattina» est un film réalisé en couleur pour la TV italienne.

En soi, l'étude de Carlo Tuzi est objective. Elle semble même au-dessous de la réalité. On pourrait tout au plus lui reprocher son parti-pris romanes-

Néanmoins on pense qu'un documentaire sur les conditions des saisonniers italiens serait plus percutant, plus sinistre, que ce film sur le sort de travailleurs régulièrement employés, et qui n'ont pas l'obligation de rentrer dans leur pays à la fin de leurs contrats. Privé de son enfant, le couple en question a au moins la latitude d'être uni. Tandis qu'une multitude de travailleurs doivent vivre durant neuf mois séparés de leurs familles et, le plus souvent, dans la promiscuité de

baraquements provisoires, mais qui donnent l'impression qu'ils rapportent. Ce décalage entre la réalité et l'image est imposé par les structures et les lois d'une nation dont les banques font la réputation.

Partiel, mais peu flateur

Mais qui oserait entreprendre un tel documentaire dénonçant ce système inhumain ? Une équipe de jeunes cinéastes suisses qui voulait filmer l'arrivée des saisonniers en gare, et les formalités souvent humiliantes que ceux-ci subissent, s'est vue saisir son matériel. Cela ne se passait pas à Zurich, ni à Brigue, mais à Genève.

Pour sa part, Carlo Tuzi a pris les précautions d'usage afin de ne pas provoquer d'incident diplomatique. À la fin du film, il généralise en indiquant qu'il existe six millions d'émigrés italiens dans le monde, ce qui renvoie également sur la situation politique, économique et sociale de son pays. C'est toute l'histoire de la structure d'un sous-prolétariat que les gouvernements exploitent et échaugent en signant des accords.

On pourrait épiloguer sans fin sur le sujet de ce film. Mais que perdrait-on en le montrant romanesque ? Car il n'est pas romanesque pour la Suisse. C'est le film. Précisément pour cette raison, il serait utile que «Tutto le domeniche mattina» soit repris par les télévisions romande et allemande. Car enfin, si nuisible soit-il, Schwarzenbach n'est pas le seul coupable. Il profite indûment des circonstances créées par un certain climat.

Or, ce film italien, très mesuré, pourrait ouvrir les yeux de tous les électeurs qui suivent Schwarzenbach par manque d'imagination, à moins qu'ils ne soient définitivement brésiliers. Ce qui serait grave, le dimanche matin quand il faut aller voter.

De notre envoyé spécial
Georges Bratschi

que. L'histoire d'amour du couple prend peut-être beaucoup d'importance par rapport aux tracasseries quotidiennes des déracinés, à leur aliénation. Les lieux et les coloris retenus par Tuzi donnent une idée presque trop luxueuse de leur existence. Le réalisateur a eu la prudence de ne pas mettre les choses au pire. Celles-ci sont souvent vues de l'extérieur, mais cornées avec précision.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale

Il Corriere

di: *Australiana* del: *1-IX-72*

Messaggio di congedo del Console Generale alla Comunita'

Dopo piu' di quattro anni di servizio in questa Sede e' giunto per me il momento di prendere commiato dai concittadini di Melbourne e dalle Comunita' italiane sparse nelle altre citta' e nelle contrade dello Stato del Victoria. Sono stato infatti trasferito dal Ministero degli Affari Esteri ad altra Sede e cesserò prossimamente dalle mie funzioni qui.

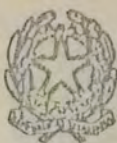
Vi lascio con il cuore commosso, con la piu' grande ammirazione per i frutti del vostro lavoro e delle vostre capacita', con profonda gratitudine per le soddisfazioni che mi avete dato nel lungo periodo trascorso in mezzo a voi. Non ho mai rimpianto di avere io stesso sollecitato dai miei superiori l'alto onore di dirigere un posto consolare cosi' importante. E parto con un patrimonio di amicizia e di ricordi che serberò gelosamente per tutta la mia vita.

Riandando indietro nel tempo, fino all'ormai lontano mese del maggio 1968 in cui giunsi dall'Italia, mi sembra di poter rilevare che la vita della nostra Comunita' ha assunto un ritmo sempre piu' vivace, un indirizzo sempre piu' organico ed unitario. Sono stati fatti degli sforzi apprezzabili per favorire l'integrazione degli italiani nella massima possibile salvaguardia delle tradizioni e dei valori affettivi e culturali della Patria di origine. L'organizzazione libera e democratica della Comunita' attraverso le sue numerose Associazioni ha preso un vigoroso impulso. Il C.I.C. si e' preposto il necessario coordinamento delle iniziative e ha organizzato manifestazioni che rimarranno memorabili. Il Co.As.It. assicura un tipo di assistenza sempre piu' articolato e penetrante. Gli altri

australiani non vi guardano piu' come ospiti, sia pure accettati con simpatia e con rispetto, ma come concittadini, pari nei diritti come nei doveri, capaci di contribuire con originalita' allo sviluppo di questo Paese. Tutti questi risultati si debbono a voi: soprattutto alla vostra pazienza, alla vostra onesta' e alle qualita' che avete nel vostro sangue italiano.

Nel perseguimento degli obiettivi comuni voi potrete certamente contare sulla collaborazione del mio successore. Io sono felice di avervi dato la mia, come meglio ho potuto, e di congedarmi da voi con un fraterno saluto e con l'augurio di ogni bene.

Mario Ferrari
Console Generale d'Italia
a Melbourne



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

o dal Giornale L'Espresso d'Italia di Vancouver del: 1-9-72

CONSIDERAZIONI DI UN ITALIANO IN CANADA

di G. Visentin

VANCOUVER. Vi siete mai domandato come sia diventato difficile oggi comunicare con la gente? Provatevi a fare un discorso serio, impegnativo, nessuno vi ascolterà.

Mi chiedo come si possa recuperare l'uomo d'oggi e riportarlo alla sua dimensione, così da poter ancora discorrere con lui di cultura, civilizzazione e senso sociale.

Pensare di fare delle considerazioni su questi argomenti ad una Comunità di assenti, quale la nostra Comunità Italiana, è perfino triste. Eppure sono discorsi semplici, accessibili all'intelletto comune; per di più, io credo che chiunque voglia sentirsi partecipe della vita della società in cui è inserito, ha la responsabilità di condividere la propria opinione.

Il Canada è oggi impegnato nell'arduo tentativo di fusione delle diverse culture che gli emigranti hanno portato con sé, allo scopo di costruire una società che, proprio attraverso il legame di una comune cultura, possa trovare una sua unità. Qualcuno si chiederà quale apporto possa dare una Comunità come quella italiana a questo processo di ricerca di una propria identità comenazione che il Canada sta perseguendo; ebbene è semplice: le basterebbe non rinnegare la propria origine, conservare e condividere quanto c'è di prezioso nelle proprie tradizioni.

La civilizzazione è impossibile se si disconosce la validità della tradizione, che, in fondo, non è altro che quel complesso di valori religiosi, culturali e sociali trasmesso di generazione in generazione.

ne, l'espressione e la lezione del passato tramandate e sofferte dall'uomo attraverso i secoli, la somma della conoscenza, dell'arte, della morale, delle leggi, dei costumi che costituiscono la nostra civiltà oggi.

Ora ciò che distingue l'uomo civilizzato è il grado di apertura mentale e di rispetto con cui si avvicina e comunica con gli altri, dando a se stesso e agli altri la possibilità della mutua comprensione. La società ideale dovrebbe fondarsi essenzialmente sulla civilizzazione del dialogo tra gli uomini, non certo sulla mutua, compiacente ammirazione o sulla tacita tolleranza dell'altrui opinione; ma sul dialogo, ripeto, alla ricerca della soluzione dei problemi comuni.

Oggi in Canada c'è questa disponibilità al dialogo; in altre parole, si riconosce che dalla miseria culturale in cui affonda il Paese si potrà uscire solo tentando l'integrazione dei gruppi etnici nella vita della società canadese, rivitalizzando le loro tradizioni ed assorbendo come patrimonio comune quanto esse hanno di valido e universale. Ma alla disponibilità al dialogo di una parte deve corrispondere altrettanta disponibilità dell'altra parte, cioè della Comunità, finora chiusa nel loro guscio, gelose ed orgogliose della loro tradizione culturale, avulse dalla realtà del Paese, sospettose delle infiltrazioni dall'esterno, imponendo così anche ogni logica evoluzione all'interno di loro medesime, finendo per cristallizzare gli spettri dell'antica tradizione.

La nuova generazione deve dar aria a questa stanza chiusa, entrarvi senza distruggere sacrilegamente gli antichi oggetti della tradizione dei padri, senza toglier loro quella patina d'antico che li rende così preziosi.

Oggi sentirsi "canadese" credo che voglia significare ben poco per chiunque, perché è un legame ad una terra senza storia, senza un carattere, una fisionomia propria, senza la sofferenza di una civiltà conquistata; davvero credo che significhi ben poco sentirsi "canadese", ma potrebbe avere un senso ed un significato domani se si saprà amalgamare, nel grande crogiolo della nuova realtà canadese, il patrimonio ereditario di tutte le componenti etniche.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

o dal Giornale Ag. Europe di Bruxelles del: 1-IX-72

ENQUETE DE LA COMMISSION SUR LES FORCES DE TRAVAIL: AU PRINTEMPS 1971, LA C.E.E. COMPTAIT 71,7 MILLIONS DE PERSONNES ACTIVES

ELLES (EU), jeudi 31 août 1972 - Au printemps 1971, dans l'Europe des Six, 71,7 millions de personnes ont fait partie de l'effectif des forces de travail, soit un chiffre qui se rapproche de plus en plus du potentiel de main-d'oeuvre des Etats-Unis (avant de le dépasser de très loin par suite de l'élargissement à dix de la Communauté). Telle est une des conclusions que l'on peut tirer de l'enquête par sondage effectuée par la Commission Européenne sur les forces de travail de la CEE et qui vient d'être publiée par l'Office statistique des Communautés européennes (Statistiques sociales 3 - 72). Dans cette Communauté des Six, sur 100 personnes actives, 33 travaillaient en Allemagne, 29 en France, 27 en Italie et 11 dans les pays du Benelux. Le taux de chômage - 1,5% environ de la main-d'oeuvre - y était nettement inférieur à celui des Etats-Unis (5%).

A l'intérieur de la Communauté, bien que la libre circulation des travailleurs soit devenue une réalité, la diversité des situations économiques conduit encore à des différences dans les possibilités de travail. Sur les 1.100.000 chômeurs que comptait la Communauté, 49% étaient localisés en Italie, 36% en France, 9% dans les pays du Benelux et 6% en Allemagne.

Il est remarquable qu'environ un cinquième des chômeurs ont moins de 20 ans et qu'en outre, un quart est âgé de 20 à 24 ans, ce qui fait qu'au total, 45% des chômeurs sont donc des jeunes.

Cet état de fait est d'autant plus important que, dans tous les pays de la Communauté, pour la quantité de main-d'oeuvre dont la principale est sans doute la prolongation de la formation scolaire et professionnelle, le nombre de jeunes disponibles pour le marché du travail tend à diminuer. Ainsi, en 1971, pour l'ensemble de la Communauté, dans la population âgée de 14 à 24 ans, la proportion des personnes au travail (en activité ou en formation) n'était plus que de 43% alors qu'elle était encore de 48% en 1968.

Dans la Communauté, sur 100 personnes occupées, 80 sont des salariés et 20 seulement des travailleurs indépendants ou, en très petit nombre, des aides familiaux. C'est l'industrie qui, avec 45% des emplois, offre la plus grande offre de travail; elle est suivie de très près par le secteur des services avec 43%, tandis que l'agriculture n'en représente plus que 12%.

L'âge moyen du travailleur communautaire est de 38 ans pour les hommes et de 35 ans pour les femmes. En Allemagne et en France, l'âge moyen est un peu plus élevé, tandis qu'il est un peu plus bas dans les autres pays, en Italie en particulier (36 ans pour les hommes, 33 ans pour les femmes).

Sur l'ensemble des travailleurs - mais plus encore pour les femmes - l'âge moyen est révélateur d'une durée professionnelle dans l'ensemble plus longue dans le secteur des services que dans l'industrie. Ainsi, dans l'industrie, l'âge moyen de la femme est de 34 ans tandis qu'il est de 36 ans dans le secteur des services. Cette différence est particulièrement marquée en Italie: 29 ans dans l'industrie et 36 ans dans les services.

On peut considérer que ces chiffres traduisent une qualification professionnelle en général plus poussée et un grand attachement au métier dans le secteur des services, alors que, par contre, pour beaucoup de femmes, le travail en usine n'est souvent considéré que comme une solution transitoire.

L'âge moyen de l'exploitant agricole indépendant est de 48 ans; dans le secteur des services, l'âge des travailleurs indépendants est légèrement inférieur; il est à remarquer, toutefois, que, dans ce secteur, les personnes exerçant une profession indépendante, ont une activité professionnelle relativement longue, notamment en France.

Ces analyses, comme bien d'autres - détaillées par Etats membres et par régions - sont maintenant disponibles grâce à l'enquête communautaire par sondage sur les forces de travail, effectuée chaque année, selon des méthodes et des définitions harmonisées, depuis 1968 (à partir de 1969, sans les Pays-Bas). Les derniers résultats qui concernent l'année 1971 viennent d'être publiés par l'Office statistique des Communautés européennes dans le numéro 3/1972 de la série "Statistiques sociales" (200 pages).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

glio dal Giornale Ag. Europe di: Bruxelles del: 1-IX-72

VERS UNE AMELIORATION DU REGIME COMMUNAUTAIRE
CONCERNANT LES IMPORTATIONS EN FRANCHISE DES
MARCHANDISES PAR DES VOYAGEURS CIRCULANT ENTRE
DIFFERENTS PAYS DE LA COMMUNAUTE

COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES:
CECA
EURATOM
MARCHÉ COMMUN

ELLES (EU), jeudi 31 août 1972 - Les services de la Commission des communautés européennes viennent d'élaborer deux avant-projets concernant la libération de la circulation de marchandises transportées dans les bagages de voyageurs pour les relations intracommunautaires. La première de ces propositions, qui devraient être approuvées par la Commission vers la mi-septembre afin d'être prêtes pour être transmises au Conseil des ministres (conformément à la décision de ce dernier en date du 12 juin) visent: la première à régler notamment certains cas particuliers de détaxation au stade du commerce de détail des marchandises achetées par les voyageurs et emportées dans leurs bagages; la seconde à réglementer l'importation en franchise fiscale des petits envois de marchandises adressés à des particuliers.

La première de ces deux propositions concerne des problèmes qui se posent pour les ventes dans des magasins de vente sous douane des aéroports, les ventes à bord des divers moyens de transport, tels que les navires, les navires et aéronefs, les livraisons aux bateaux de plaisance et avions de tourisme, ainsi que l'existence des parties de territoire dans certains Etats membres où les taxes sur le chiffre d'affaires ou les accises ne sont pas d'application, et en cas de traversée d'un pays tiers lors d'un voyage d'un Etat membre à un autre. Il s'agit d'un troisième projet de directive faisant suite aux directives du Conseil du 8 mai 1969 et du 12 juin 1972, et qui se place dans la perspective d'une libération complète au point de vue fiscal du trafic des marchandises transportées dans les bagages de voyageurs pour les relations intracommunautaires. Cet avant-projet de proposition de directive est rédigé sous la forme de modifications à apporter aux deux directives précédentes de 1969 et de 1972. Il prévoit notamment que, dans tous les cas, le voyageur devra prouver qu'il a acquis les marchandises transportées dans ses bagages aux conditions du marché intérieur d'un Etat membre sans bénéficier d'un remboursement, s'il désire profiter des franchises intracommunautaires. A défaut, le voyageur n'aurait droit qu'aux franchises applicables dans le cadre du commerce avec les pays tiers. La nouvelle proposition prévoit également une faculté pour les Etats membres de limiter les franchises quantitatives pour les produits de tabac et les boissons alcooliques à l'égard des voyageurs débarquant des navires et aéronefs n'effectuant pas uniquement des liaisons maritimes directes entre les ports communautaires, que le voyage soit effectué dans le cadre communautaire ou non. Selon les conclusions de la Commission, cette faculté se justifie, étant donné que les voyageurs auront généralement la possibilité d'acheter des marchandises hors taxes et droits d'accises sur les navires et aéronefs. En ce qui concerne les achats effectués dans les magasins de vente sous douane des aéroports, il est proposé qu'en principe, pour des raisons pratiques, le critère de la résidence du voyageur ne sera plus retenu mais celui de sa destination, en maintenant la faculté pour les Etats membres d'exclure leurs ressortissants du bénéfice de cette disposition. Pour les voyageurs en partance pour les pays tiers, il serait laissé à la discrétion des Etats membres de fixer les limites et conditions des détaxations des taxes sur le chiffre d'affaires et des accises.

Par contre, pour les voyageurs en partance pour un autre Etat membre, les Etats membres ne peuvent accorder des détaxations des seules taxes sur le chiffre d'affaires que pour les livraisons de marchandises dont la valeur par objet, hors taxes, dépasse le montant de 125 U.C. Evidemment de telles détaxations ne sont pas prévues pour les vols effectués à l'intérieur d'un Etat membre. Aucune détaxation n'est prévue pour les accises.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale _____ di: _____ del: _____

ce qui concerne l'avant-projet de directive du Conseil relative aux franchises fiscales applicables à la circulation des petits envois de marchandises destinés à des particuliers il s'agit surtout du problème posé par la circulation entre les Etats membres des envois de faible valeur effectués notamment par voie postale. soulignent les experts de la Commission, si en principe la taxation à l'importation de ces envois tant que ne sera pas réalisé l'objectif de la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation, cette taxation est difficilement comprise par les populations. Elle donne lieu à des contrôles et des autorités fiscales et à des démarches de la part des destinataires qui sont hors de proportion avec l'importance de l'envoi. Il sera donc nécessaire de prendre pour ces envois des mesures similaires à celles prises par les directives de 1969 et 1972 concernant les marchandises transportées par les voyageurs dans leurs bagages, car une libéralisation et une harmonisation en cette matière sont le corollaire indispensable de la libre circulation et au libre établissement des personnes dans la Communauté et sont susceptibles de favoriser les rapports personnels et familiaux. Dans cette optique, il est proposé que les envois de faible

adressés par un particulier à destination d'un particulier se trouvant dans un autre Etat membre bénéficient d'une franchise à l'importation si les marchandises en question réalisent un certain nombre de conditions. D'autre part, dans le but de favoriser la diffusion de la culture, en ce qui concerne les journaux, les revues et autres périodiques, les brochures et les livres, les assujettis devraient également pouvoir effectuer des envois bénéficiant de la franchise dans le pays du destinataire moyennant la réalisation de certaines con-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

Corriere della Sera

di:

Roma

del:

1-18-42

Gli italiani in Germania

Onorevole direttore,
una delle mete preferite dai nostri emigrati è la Germania, Paese economicamente evoluto, ricco di industrie e, perciò stesso, di possibilità lavorative.

Su questi connazionali, spesso si è parlato a sproposito, anzi, si è sparato. La figura del « terrone » meridionale è presa ad emblema di tutta una classe di lavoratori, « bollata » da ataviche e negative eredità, divenute oggi drammaticamente assurde. È la solita storia - anzi leggenda - dell'uomo del sud, indolente e per nulla solerte nel lavoro e nella vita comune.

Pare, comunque, che le cose non vadano esattamente così. In Germania, dicevo, ove lavorano oltre 400 mila italiani (per lo più meridionali), è stato di recente reso noto un sondaggio, compiuto dalla MARPLAN di Offenbach, nota società che si occupa della penetrazione straniera nelle strutture sociali tedesche, in cui viene preso in esame il comportamento e la operosità di turchi, jugoslavi, italiani, greci e spagnoli, di quei gruppi, cioè, che più di altri, hanno invaso la patria di Goethe.

Bisogna considerare, infatti, che nella Ruhr e in Baviera, un operaio su dieci non è tedesco. Gli italiani, per esempio, sono quelli che sfoggiano le automobili migliori: so bene che ciò non è indice di una completa agiatezza, ma è una esteriorità significativa per definire ambiziosi, uomini che fino a ieri non erano ritenuti tali.

Essi inoltre superano brillantemente il problema della lingua: imparano il tedesco facilmente, meglio dei loro colleghi di lavoro non germanici e ciò permette un migliore inserimento nell'attività pratica ed un graduale miglioramento delle loro condizioni di vita.

VINCENZO LIZA

Il dolore degli emigrati e uno scandalo mancato

La denuncia di «Tutte le domeniche mattina» prodotto a basso costo dalla Rai trae efficacia proprio dalla semplicità dei mezzi espressivi - Ken Russell, con «Messia selvaggio», ha abbandonato la presuntuosa via dei «Diavoli» e propone un singolare ritratto d'artista

DALL'INVIATO

Venezia, 31 agosto. Dopo la proiezione, un po' agitata, del film di Carmelo Bene (le serate mosse sono nella tradizione e i loro protagonisti furono, nell'ordine, lo stesso autore della *Salomé*, che era già stato a Venezia per due volte, Pasolini con *Il Vangelo secondo Matteo* e con *Teorema*, e Rino Bracc con *Chi ancora è paralizzato* e con *La ragazza*, oggi giornata tranquilla e di tutta soddisfazione per la critica e per il pubblico. Che ha visto il secondo film italiano, prodotto dalla Rai, *Tutte le domeniche mattina*, di Carlo Tuzi e poi il film inglese di Ken Russell, *Il messia selvaggio*.

Tutte le domeniche mattina Pino e Anna, lavoratori in Svizzera, muratore lui, donna delle pulizie lei, cercano casa. Una, piccolissima e con i muri erosi, già ce l'hanno. ma deve nascere un bimbo e occorre una stanza in più. Una casa costa troppo, un'altra è troppo piccola, e non obbedisce dunque alle severe leggi sanitarie del Cantone; in una terza non vogliono italiani, una quarta ci potrebbe

essere ma solo fra cinque mesi, una quinta si trova in un edificio per cui è in corso l'ordine di demolizione. Così, quando il bimbo nasce, la casa non c'è. Intanto è arrivato anche Pasqualino, fratello di Anna, con un contratto stagionale. Nell'attesa girella, cerca le ragazze e frequenta i bar. Una sera che è atteso da un teppista svizzero lo provoca e lo picchia crudelmente. Pasqualino, pieno di sangue, si trascina sul marciapiede. Gli svizzeri, con quella loro aria finta bonaria, passano, gli lanciano uno sguardo di disprezzo e lo lasciano morire.

Umile, amaro, commosso ma senza sentimentalismi, attento, anche troppo, a non colorire in alcun modo i personaggi con le trovate del cinema o del romanzo per non toglier loro neanche una briciola di verità, *Tutte le domeniche mattina* è un'opera di semplicità e pur notevole efficacia. Dice di Pino e di Anna, certo, e di Pasqualino, ma dice dei milioni di lavoratori italiani all'estero, delle condizioni spesso umilianti di lavoro cui sono sottoposti; dice, di quel lavoratore che in

ucciso, proprio come nel film, da uno svizzero, poi incredibilmente assolto in istruttoria. Dice, il film, di due giovani sposi che si amano, ma che sono segnati in tal misura dalla fatica e dall'angoscia per un domani che non si apre alla speranza, che non arrivano quasi a comunicare, a parlare, a comprendersi. Due sposi cui né l'amore né l'arrivo di un bimbo valgono ad offrire un sorriso e un momento di serenità e distensione.

Girato a 16 millimetri con pochissimi soldi, e destinato al piccolo schermo televisivo, il film è presentato qui su pellicola a 35, con il risultato che, anche se non obbedisce alle leggi della bella fotografia, riesce, attraverso la sgraziatura e lo sbiadimento prodotti dal processo tecnico, ad aggiungere altri elementi di verità a quel dramma che intendeva essere una cronaca e non una storia. Carlo Tuzi persuade questi risultati con puntiglio, evita accuratamente le trappole del facile, anche se non sempre quelle dell'ovvio; allinea immagini tutte omogenee fra di loro, tutte riprese in ambienti veri. Da una parte

due uomini e una donna alla ricerca faticosa e disperata dei loro diritti e un piccolo posto al sole; dall'altra gli svizzeri, tristi e gelosi del loro piccolo benessere borghese e terrorizzati che qualcuno glielo inculchi. Descrive un mondo ingiusto, un paese dove i poveri esportano braccia e i ricchi milioni e lo denuncia con fermezza, senza parole grosse, senza isterismi, limitandosi a proporlo dal vero, proprio così com'è all'attenzione e alla meditazione dello spettatore.

Foto: A. G. - Contrasto, A. G.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

48. Popolo

di: Roma

del: 1-9-72



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Gazzetta del Popolo del: 1-IX-42

Un passo diplomatico per l'italiana arrestata

Roma, 31 agosto
Si apprende alla Farnesina che sin dal momento dell'arresto della signora Lorna Briffa Caviglia sono state impartite istruzioni all'ambasciatore d'Italia in Atene, D'Oriandi, di seguire con la massima attenzione gli sviluppi del caso, svolgendo in proposito con tempestività ogni opportuna azione ed interessamento.

Inoltre, dopo i passi dei giorni scorsi, è stato predisposto un nuovo intervento dell'ambasciatore presso le competenti autorità elleniche per sollecitare l'autorizzazione al rappresentante consolare italiano a porsi in contatto con la signora Caviglia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale L'Unità

di Roma

del: 1-9-72

Abuso delle autorità svizzere nei confronti dei nostri emigrati

Chiesto lo statuto di «annuale» a decine di migliaia di lavoratori

Una circolare emessa dalla polizia del Canton Ticino smentisce gli impegni del governo di Berna. Il passaggio da stagionale ad annuale concesso ai lavoratori che abbiano lavorato in Svizzera per almeno 63 mesi sette anni consecutivi. Denuncia della Federazione delle Colonie Libere

grave abuso da autorità svizzere nei confronti dei nostri emigrati. Venuto alla luce negli ultimi giorni, è stato comunicato dalla polizia del Canton Ticino, che il rilascio di annuali agli stagionali da almeno due anni (tra cui l'Italia è di gran lunga la più elevata) è in Svizzera un vecchio problema.

Si ricorderà l'accordo bilaterale del 1964 per il quale si prevedeva che i lavoratori stagionali che lavorano in Svizzera per un periodo di 45 mesi (cinque anni) di lavoro stagionale a quel tempo significava acquisire diritti molto importanti: poter farsi carico dei familiari, essere posto di lavoro o professione nel computo del tempo, raggiunto il tempo di soggiorno, fisso.

Un famoso articolo del 1964 del giornale "L'Unità" denunciava che lo Stato svizzero aveva violato per anni, respingendo le domande stagionali interessate.

In seguito alle pressioni della Roma del governo, il governo svizzero ha promesso a tutti gli stagionali che lavorano in Svizzera il permesso di lavoro a tempo pieno, ma la fine del contratto è ancora da stabilire.

1972. Non solo, ma il protocollo di Roma prevede addirittura che a partire dal 1975 basterà un periodo lavorativo di 36 mesi (quattro anni) come stagionale per avere diritto allo statuto di annuale.

La circolare emessa dalla polizia del Canton Ticino smentisce ora clamorosamente gli impegni assunti dal governo di Berna nei confronti di quello di Roma due mesi or sono. Essa infatti dice che possono entrare nel computo per il passaggio da stagionali ad annuali quei lavoratori che hanno lavorato in Svizzera per almeno 63 mesi durante sette anni consecutivi. Per avere il permesso annuale bisogna quindi aver fatto lo stagionale per sette anni a 9 mesi all'anno e non per cinque anni a 9 mesi all'anno come previsto dall'accordo bilaterale ed ancora recentemente accettato nelle trattative di Roma.

Ma c'è di più: la circolare precisa che possono essere prese in considerazione soltanto le domande degli stagionali ammogliati (la cui moglie sia «in possesso di un permesso di domicilio o di un permesso di dimora valevole per una durata di 12 mesi») e che, tenuto conto della loro qualifica professionale, «svolgono mansioni di preminente importanza e di carattere annuale nell'impresa». Si tratta, da tutti i punti di vista, giuridico, politico e morale, di un grosso imbroglio ai danni dei nostri emigrati. Alcune decine di migliaia di lavoratori si vedono ulteriormente ritardare il riconoscimento di alcuni elementari diritti perché ancora una volta da parte svizzera si viene meno alla parola data, si calpestano gli accordi solennemente sottoscritti.

Il fatto è stato immediatamente denunciato dalla Federazione delle Colonie Libere che in un proprio comunicato ha elevato una pubblica protesta ed ha chiesto direttamente l'intervento dell'Ambasciata di Berna. Essa ha inoltre chie-

sto spiegazioni al governo cantonale ticinese ed ha informato di quanto sta accadendo i gruppi parlamentari presenti nel Gran Consiglio del Canton Ticino.

Sarà interessante vedere se il governo italiano, come ha già fatto nel passa-

to, subirà senza protestare questo nuovo abuso, oppure se avrà finalmente la forza di intervenire per difendere i giusti diritti dei nostri stagionali in Svizzera.

Ettore Spina



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale L'Unità

di Roma

del: 1-9-72

grave abuso delle autorità svizzere nei confronti dei nostri emigrati

Violato lo statuto di «annuale» a decine di migliaia di lavoratori

Una circolare emessa dalla polizia del Canton Ticino smentisce gli impegni del governo di Berna. Il passaggio da stagionale ad annuale concesso ai lavoratori che abbiano lavorato in Svizzera per almeno 63 mesi durante sette anni consecutivi. Denuncia della Federazione delle Colonie Libere

grave abuso da parte delle autorità svizzere nei confronti dei nostri emigrati. Venuto alla luce negli ultimi giorni in un comunicato emesso dalla polizia del Canton Ticino, che il rilascio di annuali agli stagionali da almeno 63 mesi (tra cui l'Italia è di gran lunga la più elevata) e non in Svizzera negli ultimi sette anni. Ricorda l'accordo bilaterale tra Svizzera e Italia del 1964 per il quale i lavoratori stagionali possono passare a quelli stagionali lavorati in Svizzera per un periodo di 45 mesi (cinque anni di lavoro) e non per cinque anni di lavoro. La circolare emessa dalla polizia del Canton Ticino smentisce ora clamorosamente gli impegni assunti dal governo di Berna nei confronti di quello di Roma due mesi or sono. Essa infatti dice che possono entrare nel computo per il passaggio da stagionali ad annuali quei lavoratori che hanno lavorato in Svizzera per almeno 63 mesi durante sette anni consecutivi. Per avere il permesso annuale bisogna quindi aver fatto lo stagionale per sette anni a 9 mesi all'anno e non per cinque anni a 9 mesi all'anno come previsto dall'accordo bilaterale ed ancora recentemente accettato nelle trattative di Roma.

1972. Non solo, ma il protocollo di Roma prevede addirittura che a partire dal 1975 basterà un periodo lavorativo di 36 mesi entro quattro anni come stagionale per avere diritto allo statuto di annuale.

La circolare emessa dalla polizia del Canton Ticino smentisce ora clamorosamente gli impegni assunti dal governo di Berna nei confronti di quello di Roma due mesi or sono. Essa infatti dice che possono entrare nel computo per il passaggio da stagionali ad annuali quei lavoratori che hanno lavorato in Svizzera per almeno 63 mesi durante sette anni consecutivi. Per avere il permesso annuale bisogna quindi aver fatto lo stagionale per sette anni a 9 mesi all'anno e non per cinque anni a 9 mesi all'anno come previsto dall'accordo bilaterale ed ancora recentemente accettato nelle trattative di Roma.

Ma c'è di più: la circolare precisa che possono essere prese in considerazione soltanto le domande degli stagionali ammogliati (la cui moglie sia «in possesso di un permesso di domicilio o di un permesso di dimora valevole per una durata di 12 mesi») e che, tenuto conto della loro qualifica professionale, «svolgono mansioni di preminente importanza e di carattere annuale nell'impresa». Si tratta, da tutti i punti di vista, giuridico, politico e morale, di un grosso imbroglio ai danni dei nostri emigrati. Alcune decine di migliaia di lavoratori si vedono ulteriormente ritardare il riconoscimento di alcuni elementari diritti perché ancora una volta da parte svizzera si viene meno alla parola data, si calpesta gli accordi solennemente sottoscritti.

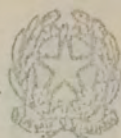
Il fatto è stato immediatamente denunciato dalla Federazione delle Colonie Libere che in un proprio comunicato ha elevato una pubblica protesta ed ha chiesto direttamente l'intervento dell'Ambasciata di Berna. Essa ha inoltre chie-

sto spiegazioni al governo cantonale ticinese ed ha informato di quanto sta accadendo i gruppi parlamentari presenti nel Gran Consiglio del Canton Ticino.

Sarà interessante vedere se il governo italiano, come ha già fatto nel passa-

to, subirà senza protestare questo nuovo abuso, oppure se avrà finalmente la forza di intervenire per difendere i giusti diritti dei nostri stagionali in Svizzera.

Ettore Spina



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale *L'Unità*

di *Roma*

del: *1-9-72*

è stato reso ancora noto il numero degli

anni costretti a lasciare la fabbrica

Tra i licenziati della Volkswagen un migliaio di lavoratori sardi

dichiarazione del compagno Raggio, capogruppo del PCI alla Regione, sui mezzi con i quali va tentata la crisi dell'occupazione in Sardegna. Una lotta molto complessa

è stato finora reso il numero dei lavoratori costretti a lasciarsi dalla fabbrica Volkswagen di Wolfsburg. Il numero del programma di licenziamento della manodopera, programma che prevede la riduzione del personale di 5.000 unità nel periodo giugno a settembre 1972. Negli ambienti tedeschi si stima che oltre 300 lavoratori siano stati licenziati, mentre altre centinaia prestano a farlo nelle prossime settimane. La cosa appare sin d'ora certa: gli emigrati italiani costituiscono di gran lunga la contingente maggiore dei licenziati, e che molto non sono riusciti a trovare altra occupazione adeguata nell'industria tedesca, per cui hanno dovuto fare ritorno ai paesi d'origine, con le relative difficoltà per quei che concernono la possibilità di occupazione in patria. A mille lavoratori italiani sono di origine sarda, vengono cioè da una

regione nella quale, anche per esplicita ammissione dei responsabili del governo dell'isola, la situazione è catastrofica. Il presidente della Giunta regionale, il democristiano Spano, ha chiaramente ammesso che «non esistono reali condizioni per fare eventualmente fronte ad una così notevole ed inaspettata domanda occupativa». Questo proprio mentre si diffonde sempre più tra gli emigrati sardi la convinzione che una effettiva rinascita economica della regione può aver luogo solo promuovendo una politica che abbia come fondamento, non solo un blocco dell'esodo, ma anche il rientro degli emigrati all'estero.

Per contro, sono proprio i dirigenti comunisti che ancora una volta indicano, pur non accettando il modo come i lavoratori sono stati allontanati dal posto di lavoro in Germania, quali possono essere le vie da seguire per far fronte alla situazione.

«La Regione sarda, ha detto il compagno Andrea Raggio, capogruppo del PCI al Consiglio regionale, ha l'immediata possibilità di intervenire per fronteggiare l'attuale crisi occupazionale. Gli strumenti sono l'utilizzazione dei 700 miliardi costituiti dai fondi ancora rimasti del piano di rinascita, da quelli disponibili del piano per la pastorizia, da quelli per l'attuazione della legge sulla casa, ecc. Però per investire occorre che il potere politico abbia la possibilità di controllare realmente l'indirizzo dei

pubblici investimenti». La lotta per la difesa dei lavoratori emigrati, come dimostra il caso della Volkswagen è molto complessa. Essa comporta l'azione per la difesa del posto di lavoro contro i licenziamenti (e qui c'è ancora molto da fare nella costruzione di una concreta collaborazione tra i sindacati dei diversi Paesi per giungere ad un'azione unitaria più vasta), comporta interventi a carattere assicurativo-assistenziale per i disoccupati in seguito a licenziamenti nei Paesi di immigrazione e comporta, però, soprattutto, una diversa politica occupazionale in Italia, con un sostanziale cambiamento di rotta degli indirizzi governativi. I licenziati della Volkswagen che sono stati costretti ad espatriare per sfuggire a condizioni disperate, rientrano ora in patria e ritrovano una situazione non certamente migliore di quella che hanno lasciato. Sono essi purtroppo quelli che pagano di più per la politica antioperaia seguita in questi ultimi anni dai governi che hanno diretto il nostro Paese.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale L'Unità di Roma del: 1-9-72

CESENA

La scomparsa del compagno Luciano Agostoni

Il 14 agosto scorso è morto a Cesena il compagno Luciano Agostoni, per molti anni tra i più noti e stimati dirigenti del partito nella regione di Basilica. Nato a Milano 58 anni or sono, Luciano Agostoni aderì al partito durante la clandestinità e partecipò attivamente alla Resistenza. Nel 1954, licenziato per rappresaglia dalla fabbrica dove lavorava emigrò in Svizzera. A Pratteln, vicino a Basilea dove rimase sino al luglio scorso, fu tra i compagni più attivi: membro della Commissione interna della fabbrica Schindler, presidente del Comitato per la difesa dei valori della Resistenza, dirigente della Colonia liberale italiana.

Colpito in questi ultimi anni da disturbi cardiaci, aveva deciso il rientro definitivo in Italia e da poche settimane si era stabilito a Cesena. Un nuovo improvviso male ne ha provocato la scomparsa prematura. I compagni emigrati in Svizzera, in modo particolare quelli di Pratteln e dintorni di Basilea lo ricorderanno sempre come un alto esempio di attaccamento al partito ed al duro lavoro per la difesa delle condizioni di vita di tutti i lavoratori svizzeri ed immigrati.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale L'Unità di Roma del: 1-9-72

A sette anni dalla tragedia di Mattmark

Cadeva in questi giorni (e precisamente il 30 agosto) il settimo anniversario della tragedia di Mattmark. Ottantotto lavoratori, di cui 56 italiani, persero la vita travolti in pochi secondi da un blocco di ghiaccio staccatosi dall'Aialin. Centinaia di migliaia di tonnellate colmarono in un attimo la conca sotto la diga. Ogni elementare misura di prudenza era stata trascurata nella costruzione della diga e da parte della Electrowatt e delle società appaltatrici.

Fu chiaro a tutti subito che la sciagura non solo poteva, ma doveva essere evitata, che non vi era stata fatalità, ma che si era di fronte alle conseguenze di una decisione scellerata frutto di un calcolo economico preciso. Eppure la giustizia svizzera, che allo inizio del 1972, dopo ben sette anni di silenzio, aveva affrontato la tragedia, non ha voluto condannare i diciassette impresari, funzionari e tecnici chiamati a rispondere della tragedia. Anzi li ha assolti. Ma gli 88 morti di Mattmark sono diventati l'emblema della lotta per una società libera dallo sfruttamento.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
dal Giornale L'Unità di Roma del: 1-9-72

Ci scrivono da

SVIZZERA

**Perchè i padroni
vogliono
più lavoratori
stranieri**

Cara Unità,

è in corso in Svizzera la raccolta di firme attorno ad una petizione promossa dalla Associazione degli osti ed albergatori, con la quale si chiede al governo di Berna il rilascio di permessi supplementari per personale straniero da occupare nei ristoranti ed alberghi.

La richiesta è dal punto di vista del mercato del lavoro del tutto ingiustificata, considerato che in questo campo le condizioni sono veramente disastrose e non pochi ristoranti, addirittura, hanno già dovuto chiudere per mancanza di personale. Martedì scorso 29 agosto, parecchi risto-

ranti di Basilea, specialmente attorno al quartiere della stazione ferroviaria hanno proclamato uno sciopero chiudendo i locali per tutta la giornata, dimostrando così il loro sostegno alle richieste contenute nella petizione.

Il telegiornale, trasmesso dalla televisione della Svizzera tedesca lo stesso giorno alle ore 20, ha dato tra le altre notizie una intervista ad un dirigente della Associazione degli albergatori di Basilea, tale Bruno Müller, il quale, dopo aver ribadito la richiesta di avere «più stranieri con il permesso di lavoro stagionale», ha detto testualmente: «Quello che ci manca è appunto il personale per i lavori più sporchi». A questo punto qualsiasi commento diventa superfluo. Abbiamo solo la conferma brutale e diretta del perchè i padroni svizzeri vogliono più lavoratori stranieri.

LETTERA FIRMATA
(Zurigo)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

l'Unità

di:

Roma

del:

1-9-72

Umbria

Il governo dice no al « fondo di solidarietà per gli emigranti »

PERUGIA, 31

Con una gravissima decisione il Consiglio dei ministri ha bocciato e rinviato indietro la legge per gli emigrati, recentemente approvata dal Consiglio regionale dell'Umbria. Il rinvio della legge, al momento, non è stato accompagnato da motivazioni di sorta, il che aggrava ulteriormente il provvedimento governativo.

Come è noto la legge della Regione Umbra — una delle prime ad essere promulgata in Italia dalle Regioni a statuto ordinario — riguarda la istituzione della « consulta degli emigrati » e del « fondo di solidarietà » agli stessi lavoratori emigrati e alle loro famiglie.

La legge, che raccoglieva le proposte avanzate dalla FILEF, era stata presentata, in una serie di affollate assemblee in Umbria e nei paesi europei di residenza, agli emigrati umbri, che l'avevano accolta con grande favore. Il provvedimento era stato approvato in Consiglio regionale con il voto unanime di tutte le forze democratiche dal PCI alla DC. La decisione governativa è stata duramente commentata negli ambienti regionalisti umbri. Le forze politiche democratiche mettono in risalto soprattutto il carattere di aperto attacco all'autonomia e alla potestà delle regioni del provvedimento del governo, che suona inoltre come grave sfida ai 150 mila emigrati umbri che in venti anni hanno dovuto abbandonare la propria terra e che avrebbero ora potuto usufruire dei benefici della legge regionale.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Il Tempo di Roma del: 1-9-72

PER I LAVORATORI STRANIERI

Smentito l'accordo segreto fra la Svizzera e la CEE

GINEVRA, 31 — « Completamente inventate », sono state definite oggi dal Governo elvetico le informazioni secondo cui la Svizzera si sarebbe impegnata con la CEE a sopprimere in un periodo di dieci anni tutte le restrizioni esistenti per quanto concerne i lavoratori stranieri e la riduzione del numero di essi.

Secondo il promotore delle due iniziative anti-stranieri, il deputato zurighese James Schwarzenbach del Partito repubblicano, la Svizzera, per poter ottenere l'accordo sulla soppressione dei diritti doganali per i prodotti industriali con i Paesi della CEE, avrebbe dovuto anche accettare il principio della libera circolazione della mano d'opera.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI
UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI
1 settembre 1972
DEL.....

IN VISIONE...Cons..Valle.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Agenzia "Agit" di Roma del: 2-9-72

UN FILM ALLA MOSTRA DEL CINEMA DI VENEZIA SULLA VITA DEI LAVORATORI ITALIANI IN SVIZZERA

VENEZIA - (Agit). - Il dramma dell'emigrazione, dopo la serie di trasmissioni televisive realizzate da Alessandro Blasetti per la TV, si ripresenta di nuovo alla ribalta - e questa volta alla XXXIII Mostra del Cinema di Venezia - in un film di Carlo Tuzii prodotto anch'esso per conto della Radiotelevisione Italiana. "Tutte le domeniche mattina" racconta la storia di una giovane coppia di italiani emigrati in Svizzera, Anna e Pino (interpretati dal regista Sergio Endrigo e da Ludovica Modugno), alla ricerca di una casa perché attendono il loro primo figlio. La legge svizzera obbliga i due coniugi a trovare un alloggio "igienicamente adatto a ospitare una famiglia". La ricerca procura ai due giovani alternarsi di speranze, di delusioni e di amarezze: una lotta faticosa che, in conclusione, li costringerà ad affidare il bambino in un "kinderheim" dove resterà fino a quando avrà compiuto i tre anni, con la possibilità per i genitori di vederlo, appunto, "tutte le domeniche mattina". Un film - nota l'Agit - destinato allo schermo televisivo, che è stato giudicato di grande efficacia educativa e che potrà contribuire ad una maggiore presa di coscienza in Italia, dei problemi dell'emigrazione. (Agit)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale *Sole d'Italia* di Bruxelles del: 2-9-72

PROPOSTE DELLA COMMISSIONE CEE PER IL FONDO SOCIALE EUROPEO

La Commissione ha recentemente presentato al Consiglio una serie di proposte in merito all'intervento del Fondo Sociale europeo a favore delle persone che abbandonano l'agricoltura per esercitare un'attività extra-agricola, nonché, dei lavoratori occupati nel settore tessile e dell'abbigliamento.

Per quanto riguarda l'agricoltura, si tratta di completare l'opera della politica agricola comune, aiutando i lavoratori che abbandoneranno il settore a occupare posti di lavoro a condizioni favorevoli, possibilmente dopo aver beneficiato di una riqualificazione professionale.

Si prevede che, nei paesi della CEE, nei prossimi dieci anni,

1.800.000 persone lasceranno l'agricoltura.

Nel settore tessile e dell'abbigliamento, lo scopo perseguito è duplice. Da un lato, consentire ai lavoratori che abbandoneranno quest'industria di beneficiare delle provvidenze del Fondo per trovare una nuova occupazione ove la loro capacità professionali possano essere valorizzate appieno, se necessario dopo una riqualificazione.

Dall'altro, incoraggiare gli sforzi compiuti per la qualificazione del personale di questa industria — là dove essi sono indispensabili — per favorire l'adattamento del settore alle esigenze della « nuova era » del tessile, caratterizzata dal pas-

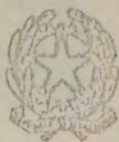
saggio da un'industria di manodopera a un'industria di capitale.

Per conseguire questi obiettivi, la Commissione propone al Consiglio di integrare l'elenco delle provvidenze per le quali è previsto il contributo del Fondo.

Per quanto concerne l'agricoltura, è necessario mantenere, per un periodo massimo di sei mesi, il reddito delle persone che, avendo abbandonato il settore per esercitare una attività extra-agricola, sono in attesa di un'occupazione immediatamente dopo la loro riqualificazione. Troppo frequentemente, infatti, il beneficio della riqualificazione va perduto perché la persona interessata non possono attendere la creazione di posti di lavoro, che è stata ritardata da avvenimenti imprevedibili.

Nel settore tessile e dell'abbigliamento, parecchie aziende artigianali hanno sede in regioni sfavorite dal punto di vista dell'informazione, ed è pertanto opportuno promuovere l'attività dei servizi d'informazione socio-economica che operano in zone rurali o semi-rurali consigliando le persone occupate in queste aziende in merito all'orientamento della loro attività professionale, le possibilità di perfezionamento e di riconversione.

Si osservi infine che i lavoratori agricoli e taluni lavoratori del settore tessile, la cui attività rischia di essere pregiudicata dall'evoluzione economica, hanno una lunga tradizione di lavoro svolto in modo indipendente: la Commissione propone pertanto al Consiglio di concedere a questi lavoratori il beneficio del contributo del Fondo per consentire loro di riqualificarsi in modo tale da poter svolgere una professione non subordinata.



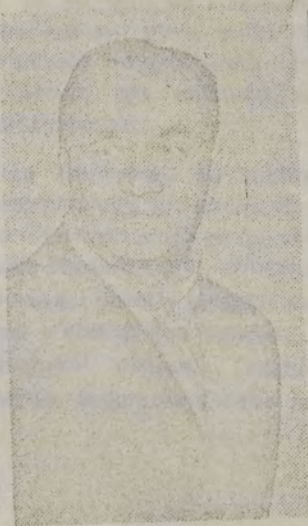
Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

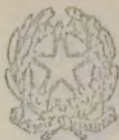
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale L'Espresso dir: Bruxelles del: 2-9-72

L'ON. LE STORCHI
CONFERMATO
PRESIDENTE
DEL COMITATO
PERMANENTE PER
L'EMIGRAZIONE



La Commissione Esteri della Camera, riunitasi sotto la presidenza dell'on. Aldo Moro, ha deciso la ricostituzione del Comitato permanente per l'emigrazione, che già nella scorsa legislatura aveva condotto l'indagine conoscitiva sull'emigrazione. Nella sua prima riunione, il Comitato ha confermato suo Presidente l'on. Ferdinando Storchi. Vice Presidente è stato eletto l'on. Vincenzo Corghi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 2-9-12

Alla conferenza dei Ministri Europei degli Affari sociali

Auspicato uno studio sui problemi dei migranti da parte delle Nazioni Unite

L'Aja -- Nel corso della conferenza che ha visto riuniti all'Aja, la settimana scorsa, i ministri europei incaricati degli Affari Sociali presente per l'Italia il Ministro Coppo, il rappresentante dei Paesi Bassi ha annunciato la prossima creazione di un centro olandese per gli stranieri.

Questo organismo sarà incaricato di aiutare i lavorato-

ri, gli studenti ed i rifugiati stranieri sul piano culturale e sociale, e raggrupperà tutti i servizi già esistenti in questo campo.

La conferenza ha inoltre auspicato che uno studio venga effettuato sotto gli auspici delle Nazioni Unite, all'intenzione dei governi europei, sui vari problemi che pongono i lavoratori migranti (adattamento, separazione delle fa-

miglie, assistenza sociale, alloggi).

Inoltre i Ministri si sono pronunciati per uno scambio regolare di esperienze in questo settore dichiarandosi favorevoli ad una maggiore cooperazione per la formazione di personale specializzato. E' stata infine suggerita la creazione a Vienna da parte delle Nazioni Unite di un istituto specializzato nella questione dei migranti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 2-9-72

«QUI ITALIA» UN NUOVO PROGRAMMA RADIOFONICO PER GLI EMIGRATI

Appuntamento con l'Italia, ogni sera, alle 19.30, per gli italiani in Europa. Dal 1. settembre prenderà il via da Roma una trasmissione radiofonica dal titolo «Qui Italia» in grado di raggiungere attraverso le antenne a onda media di Radio Lussemburgo, centinaia di migliaia di radioline a transistor che da anni gli italiani residenti all'estero cercano di sintonizzare con scarsi risultati sui programmi della RAI. Si tratta di una iniziativa particolarmente importante perché supera gli ostacoli geografici ritenuti finora insormontabili che hanno impedito la ricezione in gran parte dell'Europa dei programmi a onda media della RAI prima della tarda serata.

La trasmissione, curata dalla Direzione Notiziari per l'estero

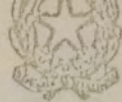
della RAI, durerà un quarto d'ora nel corso del quale verrà offerto il quadro di una giornata italiana ai connazionali residenti all'estero.

Andranno in onda notizie di cronaca, di politica, di problemi di economia e del lavoro, di sport, di cultura, di spettacolo, di vicende regionali. Una voce-guida passerà la parola, a seconda degli argomenti, a giornalisti specializzati, interpellerà esperti, effettuerà collegamenti con le sedi della RAI su fatti di attualità, con speciale riguardo alle regioni che maggiormente alimentano il flusso dell'emigrazione. In particolari occasioni si cercherà anche di realizzare un contatto diretto tra gli italiani residenti in Europa ed i suoi parenti, oppure fra l'emigrato che

porrà quesiti di interesse generale e le autorità (governative, regionali, locali) in grado di rispondergli.

«Qui Italia» è il frutto di un accordo preso dalla RAI con Radio Lussemburgo su richiesta del Ministero degli Esteri che se ne è accollato anche l'onere finanziario. Il programma costituisce una vera e propria novità. Infatti attualmente vanno in onda in Europa, per gli italiani, trasmissioni diffuse dalla BBC, dalla ORTF e dalle stazioni radio di Monaco e di Colonia; ma la brevità e la collocazione oraria (generalmente le prime ore del mattino, quando tutti lavorano) rendono poco agevole l'ascolto da parte dei lavoratori residenti all'estero. La scelta di Radio Lussemburgo è stata fatta soprattutto perché offriva il vantaggio tecnico di diffondere la trasmissione in tutta l'Europa.

In occasione dell'importante avvenimento il Servizio Stampa della RAI ha organizzato per il 29 agosto una conferenza stampa che si è svolta a Lussemburgo, nel corso della quale è stata distribuita una pubblicazione che illustra tutti gli aspetti dell'iniziativa e un manifesto stampato appositamente per l'inaugurazione della trasmissione.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 2-9-72

CHIARAZIONE DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA LA CONFEDERAZIONE MONDIALE DEL LAVORO

occasione dei prossimi
contri del Vertice
peo per costruire
opa veramente uni-
Organizzazione euro-
ella Confederazione
ale del lavoro comu-
a seguente dichiara-
che pubblichiamo a
e.

riunione all'Aia in
bre 1969 dei Capi di
e di Governo aveva
il rafforzamento,
fondimento e l'allar-
to della Comunità
ea.

ganizzazione europea
Confederazione mon-
del lavoro aveva a
occasione insistito
necessità di demo-
zare la Comunità.

L'OE-CML constata che se l'allargamento della Comunità è stato deciso, i recenti avvenimenti monetari dimostrano ancora una volta le gravi incertezze che pesano sul rafforzamento e l'approfondimento della Comunità e che sono insufficienti le iniziative intraprese per la realizzazione di questi due obiettivi del Vertice dell'Aia. D'altronde, nessuna iniziativa, da potersi tradurre in concrete disposizioni, non

ha incontrato le preoccupazioni sindacali di democratizzazione delle Comunità.

L'OE-CML considera che la Conferenza al Vertice, da tenersi come previsto a Parigi nell'autunno 1972, è più che mai indispensabile a condizione che i Capi di Stato e di Governo gli assegnino obiettivi che tengano conto delle realtà comunitarie, in particolare la necessità, al tempo stesso dell'allarga-

mento della Comunità, anche del suo approfondimento, del suo rafforzamento e della sua democratizzazione.

E' in questa prospettiva che l'OE-CML vuole attirare l'attenzione dei Capi di Stato e di Governo su quei problemi fondamentali che sono a suo parere tutte condizioni indispensabili allo sviluppo democratico della Comunità allargata ».

(1 — continua)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

Tempo

di

Roma

del:

9-18-42

IL POTERE D'ACQUISTO NELL'AREA DEL MEC

Dodici anni positivi del lavoratore europeo

Il miglioramento delle condizioni di vita è nettamente superiore a quello conseguito dagli inglesi durante lo stesso periodo - Il problema dei prezzi

Bruxelles, 1 settembre. Il lavoratore dell'area del Mercato Comune oggi deve lavorare 76 ore per comprarsi un frigorifero mentre nel 1960 doveva spenderne 361. Sono dati conformati, desunti dal rapporto statistico della commissione di studio del MEC, in grado di focalizzare, con gli elementi più essenziali, quelli che sono i vantaggi dell'Unione economica.

Il potere d'acquisto che si trova ad avere a disposizione il lavoratore europeo è aumentato in misura maggiore rispetto a quello che il lavoratore britannico, estraneo finora al MEC, ha conseguito in dodici anni.

Nel sei Paesi che fanno parte della Comunità economica europea l'aumento va dal 54 per cento registrato in Francia al 92 per cento della Germania Federale. In Gran Bretagna l'aumento è stato, invece, negli ultimi dodici anni, del 30 per cento.

Il miglioramento delle condizioni di vita è senz'altro dovuto alla soppressione delle frontiere doganali all'interno della Comunità, perché questo fatto ha portato una competitività senza precedenti a del beneficio della qualità del prodotto e alla grande scelta di fronte alla quale si viene a trovare il consumatore. Quindi: prodotti migliori ad un costo minore. In questa formula, che non è una premessa programmatica bensì il risultato di dodici anni di lavoro comune, sta il significato economico dell'Europa unita.

Malgrado le numerose lamentele per l'aumento dei prezzi, il consumo ha subito balzi grandiosi, in ragione del 72 per cento, e questo dopo alcuni «assestamenti» in materia di prezzi, inflazione e demografia. Le differenze esistenti tra Paese e Paese, del Mercato comune europeo, sono marginali. Da segnalare, tra i vantaggi della politica comunitaria, e l'aumento del numero delle catene di supermercati, un sistema di vendita che è stato istituito proprio per andare incontro alle domande del consumatore. Ciò ha tuttavia causato la scomparsa dei piccoli negozi.

In questo settore le differenze sono notevoli: in Germania i negozi self-service sono l'ottanta per cento, mentre in Italia soltanto il quattro e mezzo per cento.

Uno dei problemi messi a fuoco dalla commissione di studio è rappresentato dall'esigenza di coordinare e armonizzare la normativa delle tasse in ciascun Paese della Comunità. Il primo passo è stato quello della tassa del valore aggiunto (IVA), anche se attualmente il consumatore non ha immediati benefici.

All'attivo va la scomparsa graduale, seppure ancora lenta, delle differenze di prezzo nei sei Paesi della CEE, soprattutto per quanto riguarda i prodotti alimentari.

La commissione, a conclusione del suo lavoro statistico, afferma che tra gli obiettivi principali della politica economica comunitaria è l'armonizzazione del sistema fiscale monetario.

CONSOLATI INEFFICACI per gli italiani in Germania

Il personale degli uffici consolari è inadeguato alle esigenze delle nostre comunità - Gli emigrati abbandonati a se stessi nei meandri di una burocrazia enorme e assurda - La proposta del C.T.I.M.

IN GERMANIA, la situazione dei Consolati italiani, già da tempo precaria, sta diventando drammatica. La scarsità di personale ha raggiunto un tale livello durante questa estate, da indurre la collettività italiana a richiedere al ministero degli esteri immediati provvedimenti in materia.

Intendiamo bene: gli impiegati consolari fanno tutto quello che possono per far fronte al sempre maggior numero di richieste da parte dei nostri sempre più numerosi connazionali, ma non possono certo fare miracoli. I Consoli non hanno mandato di segnalare, già da più anni, le necessità dei vari uffici, ma il Direttore Generale del Personale, l'Ambasciatore Farace, non è mai stato capace di provvedere.

Anzi l'esimio Ambasciatore, in data 19.3.1971 ha diramato una circolare spassosissima, che riportiamo qui di seguito, per il divertimento dei lavoratori che ci leggono:

no globale di ristrutturazione atto a sopprimere alle esigenze complessive della rete stessa.

Il Direttore Generale del Personale FARACE

Avete capito come stanno le cose? Secondo l'Ambasciatore Farace, al Ministero ci sarebbe carenza di personale e, conseguentemente, non si potrebbero inviare impiegati all'estero, perché le trincee del Ministero sarebbero già abbondantemente sgarnite.

Questo divertente Ambasciatore, fa il paio con il Console Generale di Francoforte.

Tutti e due ignorano quanto succede loro attorno. Ma l'eccezionale Farace, ha mai fatto un giro, verso le 16 del mattino, per i corridoi del suo Ministero? Non ha mai visto forme di impiegati (e di funzionari) che si affollano nei bar, che chiacchierano tranquillamente, indicando sulla porta degli uffici dove,

sentite alle macchine da scrivere silenziose, graziose signorine sfogliano attentamente «Grand Hotel» e «Confidenze» di Liala?

Noi abbiamo visto con i nostri occhi gli uffici completamente vuoti perché gli occupanti o non si erano presentati o se n'erano già andati. E non erano ancora scoccate le 13. Abbiamo constatato personalmente (e invitiamo i nostri lavoratori, se transitano per Roma a farlo anche essi) il modo di lavorare di questa gente. Ci sono le eccezioni, naturalmente, ma esse confermano una regola di malcostume di cui sono responsabili in parti uguali i politici (Ministro e Sottosegretario) e la Direzione Generale del Personale.

E' vergognoso rispondere che manca il personale al Ministero, quando ogni mattina ci si imbatte nei corridoi della Farnesina in gente che considera il proprio lavoro una sicurezza, che arriva alle nove (quando arriva) e se ne va quando vuole.

Né gli impiegati né tanto meno i funzionari debbono timbrare un cartellino o apporre una firma di presenza giornaliera. Quando uno non ha voglia di andare a lavorare non ci va. E tutto finisce lì.

Ora però, all'estero, le cose stanno diversamente.

In Germania, per esempio, gli impiegati dei Consolati lavorano veramente.

Le lamenti sul disservizio dei Consolati sono generali in tutta la Germania. I passaporti non vengono rinnovati in tempo utile, i loro proprietari ne attendono per tre, quattro, a volte per cinque settimane inutilmente la restituzione.

Chi scrive al Consolato di Stoccarda o a quello di Monaco per ottenere un'informazione, non si aspetti di avere risposta prima di un mese.

Siamo in possesso di una discreta documentazione al riguardo; una lettera che doveva essere trasmessa per competenza territoriale dal Consolato di Francoforte ad un altro, ci ha messo 29 giorni solo per arrivare al nuovo ufficio.

Non parliamo poi del cosiddetto servizio esterno. Esso è praticamente inesistente nella quasi totalità degli uffici italiani in Germania.

Ci sarebbe piaciuto, lo confessiamo, gettare la croce sui consoli e dichiararli responsabili di questo stato di cose, ma non possiamo. Sarebbe disonesto. Essi si sono sempre adoperati per far presente al Ministero degli Esteri la situazione drammatica in cui si trovano i loro uffici e le loro richieste di aumento di personale sono state annunciate, innumerevoli ed insoddisfatte.

Il nostro Ambasciatore non vuole neppure essere accusato delle richieste dei Consoli. Vuole essere lasciato in pace, almeno fino alla metà del 1972. E i Consoli si arrangino come possono, facciano lavorare i loro dipendenti al sabato pomeriggio o alla domenica, come obbliga a fare il Ministro Cavalletti a Monaco di Baviera o provvedano, come piace a Farace, ad «una migliore distribuzione degli impiegati secondo le diverse esigenze degli uffici».

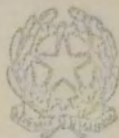
Ci sarebbe da ridere, se non vedessimo le lacrime agli occhi per la rabbia. Perché a peggio per questo

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale *Sein* di *Koln* del: *2-18-72*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale _____ di: _____ del: _____

stato di cose, sono alla fine i lavoratori in Germania.

A Stoccarda ci sono 27 impiegati e due funzionari in organico. Gli Italiani che vivono nella circoscrizione sono circa 165.000. Dividete 165.000 per 27 e otterrete 6100. Per ogni impiegato consolare a Stoccarda ci sono 6100 italiani da assistere. In che modo lo si può constatare ogni giorno, ma specialmente al sabato, facendo una visita in Lenzhalde 89. Ci sono poi altri 6 impiegati, pagati Dio solo sa come, che dovrebbero integrare le sparse schiere dell'organico messo a disposizione dal Ministero. I risultati si possono vedere ogni giorno.

E a Friburgo? 12 « disgraziati » si battono ogni giorno contro circa 45.000 connazionali famelici. Uno dei difensori, l'assistente sociale Broseghini, ha recentemente dato le dimissioni perché rischiava di morire d'infarto sommerso dalle richieste d'assistenza dei suoi compatrioti.

Se ne è andato a lavorare per la città di Friburgo e, naturalmente, non è stato sostituito. Ma i lavoratori come fanno?

E' una vergogna.

I Comitati Tricolori della Germania sono pronti ad appoggiare qualsiasi azione legale e democratica, al fine di migliorare questo essenziale servizio che è il servizio consolare. Qui in Germania bisogna, come minimo, raddoppiare gli effettivi, se non triplicarli.

BRUNO ZORATTO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Unità di Roma del 2-IX-77

PROGRAMMA RADIOFONICO DIFFUSO DAL LUSSEMBURGO

Da oggi una nuova voce per gli italiani all'estero

La trasmissione, dal titolo «Qui Italia», verrà irradiata in tutta l'Europa - Tentativo di mantenere vivo il contatto con la vita e la lingua italiana - Ogni giorno, alla sera, un quarto d'ora - Argomenti: cronaca, politica, sport, cultura, spettacolo, problemi economici e del lavoro - Notiziari regionali e collegamenti con altre sedi della RAI

Lussemburgo, 1 settembre. «Qui Italia» è il titolo della nuova trasmissione di radio Rai diffusa da oggi in tutta l'Europa. La trasmissione, da ieri primo settembre, sarà essere captata da tutti gli italiani in Europa. Finora avevano trovato difficoltà a sintonizzarsi sulle trasmissioni dell'Italia, non riuscivano a sintonizzarsi in modo soddisfacente sui canali naturali e le distanze.

Il lancio è stato dato da una conferenza stampa a Lussemburgo alla quale hanno partecipato il direttore generale della radio-televisione s.m.b.u.r.g.h.e.s.e. Graas, alcuni dirigenti dell'Ente televisivo e Luciano Guaraldo, direttore dei notiziari e trasmissioni per l'estero della

RAI. Il tentativo di mantenere vivo il contatto con la vita e la lingua italiana, di cercare di tenere vivo il bilinguismo, a cui tutti sono costretti, la nuova trasmissione italiana, non sarà considerata una iniziativa nazionalistica, ma un atto di unità e di cultura. È stato affermato in conferenza stampa, in cui è stato precisato che la trasmissione, curata dalla

direzione notiziari per l'estero della Rai, durerà un quarto d'ora e riguarderà notizie di cronaca, di politica, di problemi economici e del lavoro, di sport, di cultura, di spettacolo, di vicende regionali. Alla trasmissione parteciperanno giornalisti specializzati ed esperti, verranno compiuti collegamenti con le sedi della Rai su fatti di attualità, con speciale riguardo alle regioni che maggiormente alimentano il flusso dell'emigrazione. In particolari occasioni si cercherà anche di realizzare un contatto diretto tra gli italiani residenti in Europa ed i loro parenti, oppure tra l'emigrato che porrà questi di interesse generale e le autorità (governative, regionali, locali) in grado di rispondergli.

«Qui Italia» è il frutto di un accordo preso dalla Rai con radio Lussemburgo su richiesta del ministero degli Esteri. Il programma costituisce una vera e propria novità. Infatti attualmente vanno in onda in Europa, per gli italiani, trasmissioni diffuse dalla «BBC», dalla «ORTF» e dalle stazioni radio di Monaco e di Colonia; ma la brevità e la collocazione oraria (generalmente le prime ore del mattino, quando tutti lavorano) ren-

dono poco agevole l'ascolto da parte dei lavoratori residenti all'estero. La scelta di radio Lussemburgo è stata fatta soprattutto perché offriva il vantaggio tecnico di diffondere la trasmissione in tutta l'Europa.

Nel corso della conferenza stampa il prof. Guaraldo, dopo avere detto che l'Italia è uno dei paesi a più forte emigrazione (sono circa cinque milioni gli italiani che vivono in Europa) e che di generazione in generazione, di padre in figlio, gli emigrati mantengono il desiderio di essere informati costantemente sulla vita italiana, ha affermato che cercare di non «tagliare i ponti» con il proprio paese non è un tentativo nostalgico di rifiutare l'integrazione nel paese nel quale si lavora, ma è giusto desiderio di continuare a partecipare alla vita attiva dell'Italia.

«È con questo spirito — ha detto Guaraldo — che abbiamo pensato di far arrivare agli italiani un notizia trasmessa alla conclusione della giornata di lavoro. Finora abbiamo trovato difficoltà a irradiare in Europa con sufficiente chiarezza trasmissioni di questo tipo poiché per i nostri ripetitori era problematico superare la catena delle Alpi e le lunghe distanze. Ra-

dio Lussemburgo rappresenta un punto importante sotto l'aspetto tecnico, trovandosi al centro dell'Europa, ma è anche per noi il modo di continuare una collaborazione con un paese che consideriamo il più amico tra i paesi amici».

«La trasmissione — ha continuato Guaraldo — sarà quanto più possibile vicina alla vita italiana e a quella degli italiani all'estero. Cercheremo di usare un linguaggio accessibile a tutti, di parlare dei problemi degli emigranti. Cercheremo, in definitiva, di far capire agli italiani che vivono in Europa che non li abbiamo dimenticati e che anzi essi sono sempre nel nostro cuore».

«Voglio ribadire — ha proseguito Guaraldo — che per questo impegno che abbiamo assunto la nostra scelta è caduta sul Lussemburgo perché questo è un paese che si è dimostrato sempre ospitale per gli italiani. Gli italiani hanno trovato qui una casa, una famiglia, una nuova vita e una nuova dimensione umana. Il Lussemburgo è un paese semplice nel quale si vive a contatto con la natura, a contatto con gli uomini senza che il lavoro e l'automazione alieni l'uomo. Per questo siamo qui — ha concluso Guaraldo — e per questo abbiamo voluto che fosse radio Lussemburgo a «parlare» di



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

Tempo

di

Roma

del:

2-18-42

LA VOCE-MADRE DI «QUI ITALIA»

Un legame affettivo vola nello spazio e raggiunge gli emigrati

Lussemburgo, 1 settembre

Da oggi sei milioni di emigrati italiani potranno seguire ogni sera una trasmissione in lingua italiana. *Qui Italia* — questo il titolo della trasmissione — è un notiziario di 15 minuti che viene redatto a Roma e diffuso tutte le sere, alle 19.30, onde medie, da Radio Lussemburgo, una delle stazioni più potenti in Europa. La domenica, il programma va in onda alle 19.

La nuova trasmissione fornirà notizie di cronaca, politica, problemi economici e del lavoro, spettacolo, cultura, sport, fatti delle Regioni dalle quali proviene il maggior numero di emigrati, e in genere tutto quello che possa servire a fornire agli emigrati un panorama della vita italiana.

«Lo scopo della trasmissione è proprio questo», ha affermato il direttore dei notiziari e trasmissioni per l'estero della Radio, prof. Luciano Guaraldo annunciando l'inizio della trasmissione nel corso di una conferenza stampa svoltasi a Lussemburgo, presenti i massimi esponenti di Radio Lussemburgo. «Intendiamo in questo modo — ha proseguito Guaraldo — mantenere sempre più vivo il contatto tra gli emigrati e l'Italia. La collocazione serale di *Qui Italia* e il vantaggio tecnico costituito dal fatto che a diffonderla sia una emittente radiofonica tra le più potenti d'Europa, permetterà di esaudire il giusto desiderio di milioni di lavoratori italiani all'estero i quali intendono continuare a partecipare alla vita attiva dell'Italia». Attualmente, infatti,

venono messe in onda, per gli italiani residenti all'estero, delle trasmissioni diffuse da vari organismi stranieri, come la BBC e l'ORTF, dalle stazioni radio di Monaco e Colonia; ma sia la collocazione oraria che la brevità dei programmi rendono difficile l'ascolto da parte dei nostri connazionali.

«Finora — ha aggiunto il prof. Guaraldo — avevamo trovato difficoltà a irradiare in Europa, con chiarezza, trasmissioni di questo tipo perché i nostri trasmettitori non permettevano di superare la catena delle Alpi e di trasmettere a lunghissima distanza. Con l'inizio di *Qui Italia* trasmessa da Radio Lussemburgo, si può dire di aver raggiunto un obiettivo importante sia sotto l'aspetto tecnico, perché l'emittente si trova al centro dell'Europa, sia perché ci ha permesso di proseguire una collaborazione con un Paese che consideriamo il più amico tra i Paesi amici».

Qui Italia verrà diffusa ogni sera dagli studi radiofonici di via del Babuino. Una équipe di giornalisti provvederà a fornire, senza un'impaginazione o uno schema fisso, notizie di vario genere



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Tratto dal Giornale l'Espresso di Roma del: 2-IX-72

« Qui Italia » da oggi per 6 milioni di emigrati

Lussemburgo, 1 settembre.
Da oggi sei milioni di emigrati italiani potranno seguire ogni sera una trasmissione in lingua italiana: « Qui Italia » — questo il titolo della trasmissione — è un notiziario di 15 minuti che viene redatto a Roma e diffuso tutte le sere, alle 19,30, onde medie, da Radio Lussemburgo, una delle stazioni più potenti in Europa. La domenica il programma va in onda alle 19.

La nuova trasmissione, frutto di un accordo tra la RAI e Radio Lussemburgo, su richiesta del ministero degli esteri, è curata dalla direzione notiziari per l'estero per la RAI. Ogni sera fornirà notizie di cronaca, politica, problemi economici e del lavoro, spettacolo, cultura, sport, fatti delle regioni dalle quali proviene il maggior numero di emigrati, e in genere tutto quello che possa servire a fornire agli emigrati un panorama della vita italiana.

« Lo scopo della trasmissione è proprio questo — ha detto il direttore dei notiziari e trasmissioni per l'estero della radio, Luciano Guaraldo — intendiamo in questo modo mantenere sempre più vivo il contatto tra gli emigranti e l'Italia. La collocazione serale di « Qui Italia » e il vantaggio tecnico costituito dal fatto che a diffonderla sia una emittente radiofonica fra le più potenti di Europa, permetterà di esaudire il giusto desiderio di milioni di lavoratori italiani all'estero i quali intendono continuare a partecipare alla vita attiva dell'Italia ». Attualmente infatti, vengono messe in onda, per gli italiani residenti all'estero, delle trasmissioni diffuse da vari organismi stranieri, come la BBC e l'Orf, dalle stazioni radio di Monaco e Colonia; ma sia la collocazione oraria che la brevità dei programmi rendono difficile l'ascolto da parte dei nostri connazionali.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Resto del Carlino di Bologna del: 2-IX-42

NUOVA TRASMISSIONE RADIOFONICA

Andreotti parla agli emigrati

Molti problemi urgenti da risolvere in
attesa della «cittadinanza europea»

Lussemburgo, 1 settembre

Da oggi sei milioni di emigranti italiani potranno seguire ogni sera una trasmissione in lingua italiana. «Qui Italia» — questo il titolo della trasmissione — è un notiziario di 15 minuti che viene redatto a Roma e diffuso tutte le sere, alle 19,30, onde medie da Radio Lussemburgo, una delle stazioni più potenti in Europa.

La trasmissione inaugurale è stata aperta da un saluto del presidente del Consiglio on. Andreotti agli italiani all'estero: «La politica del momento presente — ha detto fra l'altro il presidente del Consiglio — porta al rafforzamento e all'ampliamento della comunità europea; le generazioni future realizzeranno quello che un tempo era impensabile, cioè la cittadinanza europea: è forse una rivoluzione più grande di quelle che hanno inciso di più nella storia del nostro continente. Dobbiamo tutti prepararci a questo nuovo modo di valutare le cose, di concepire la cultura e la scuola, di rivedere una serie di piccoli e grandi ingiusti pregiudizi del passato. Voi già siete in queste pacifiche trincee di un mondo nuovo che si sta costruendo ed

avanza; ma nel frattempo vi sono problemi urgenti. Da alcuni anni presso il ministero degli Esteri funziona una consulta che raccoglie le voci dirette di tutti gli italiani all'estero. Dovremo fare ancora passi avanti al riguardo, fino ad arrivare, senza che questo vi crei difficoltà in loco, all'esercizio del diritto di voto, perchè voi contiate di più nel Parlamento e quindi nelle scelte e nelle responsabilità di tutta Italia.

«Il mio saluto va a tutti — ha detto ancora l'on. Andreotti — ma specialmente voglio inviarlo a coloro che non hanno avuto fortuna nella loro esperienza di emigrati e che, ormai anziani, guardano con interesse alla piccola pensione che quattro anni fa lo Stato italiano ha decretato per i vecchi che non hanno altri introiti o pensioni. Ne ho incontrati in Francia e mi hanno commosso, spero che presto si possa estendere questo assegno di solidarietà anche agli italiani all'estero.

«Non vi nascondo — ha concluso il presidente del Consiglio — che nei momenti difficili della vita politica queste luci ci danno coraggio. E' il vostro silenzioso messaggio agli italiani suggestivo e perenne».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Gazzetta del Popolo del: 2-IX-42

IN UN MESSAGGIO AGLI ITALIANI CHE LAVORANO NEL CONTINENTE **Andreotti esalta la funzione della futura Europa unificata**

Il governo discuterà l'estensione della pensione agli emigrati poveri e la possibilità di far partecipare tutti alla vita politica attraverso il voto

Roma, 1° settembre

La trasmissione inaugurale di «Qui Italia», destinata agli «Italiani in Europa», è stata aperta questa sera, alle 19,30, da un saluto del presidente del Consiglio Andreotti.

«L'inizio di una nuova trasmissione radiofonica — ha esordito Andreotti — mi offre la gradita possibilità di rinnovare a voi, italiani all'estero, il saluto che il governo ha rivolto con particolare affetto al momento della sua prima presentazione al Parlamento. So bene come le vostre situazioni siano molto diverse tra di loro per l'origine, più o meno vicina nel tempo, della vostra emigrazione; per essere in luoghi dove gli italiani o gli oriundi italiani sono numerosi ovvero isolati; per il tipo di vita e di lavoro che vi distingue; per una sistemazione stabilizzata o per il proposito e il desiderio di rientrare in pa-

tria. Il mio saluto va a tutti e nel dario ricordo con emozione alcuni incontri avuti in questo dopoguerra con nostre collettività in Europa».

«La politica del momento presente — ha proseguito il capo del governo — porta al rafforzamento e all'ampliamento della Comunità europea; le generazioni future realizzeranno quello che un tempo era impensabile, cioè la cittadinanza europea: è forse una rivoluzione più grande di quelle che hanno inciso di più nella storia del nostro continente. Dobbiamo tutti prepararci a questo nuovo modo di valutare le cose, di concepire la cultura e la scuola, di rivedere una serie di piccoli e grandi, ingiusti pregiudizi del passato. Voi già siete in queste pacifiche trincee di un mondo nuovo che si sta costruendo ed avanza».

«Da alcuni anni presso il

ministero degli Esteri funziona una consulta che raccoglie le voci dirette di tutti gli italiani all'estero. Dovremmo fare ancora dei passi avanti al riguardo, fino ad arrivare, senza che questo vi crei difficoltà in loco, all'esercizio del diritto di voto, perché voi contiate di più nel Parlamento e quindi nelle scelte e nelle responsabilità di tutta Italia».

«Il mio saluto — ha concluso Andreotti — va a tutti, ma specialmente voglio inviarlo a coloro che non hanno avuto fortuna nella loro esperienza di emigrati e che, ormai anziani, guardano con interesse alla piccola pensione che quattro anni fa lo Stato italiano ha decretato per i vecchi che non hanno altri introiti o pensioni. Ne ho incontrati in Francia e mi hanno commosso, spero che presto si possa estendere questo assegno di solidarietà anche agli italiani all'estero».

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI
UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giornale "Vox degli Italiani" di Londra del 3-9-72

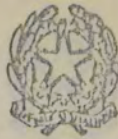
Quali sono alle 19.30 all'ordine di 200 mila

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI

DEL 2 SETTEMBRE 1972

Dal 1 settembre
indietro indietro
cata agli italiani all'estero, che è in grado di
attraverso le antenne e onde radio di Radio Londra
anche la più piccola radiofonica e televisione che sono
restati all'estero. La trasmissione infatti viene colta
tormenti per gli alti poteri esterne di Radio Londra
burgo, posta nel cuore del continente europeo, la quale
immediatamente si diffonde nell'aria. La trasmissione
"Qui Italia", voluta e finanziata dal Ministero degli Esteri,
intende l'opera di alcune come europeo, tra cui la radio
con le quali la RAI continuerà a sviluppare una collabo-
razione realistica, preziosa, e ogni sera alle 19.30, nell'ora
di 200 mila, racconta ai nostri emigrati ciò che è avven-
to nel paese della speranza in Italia. I temi che vengono
trattati più diffusamente sono: problemi del lavoro e
dell'economia, una politica italiana, problemi sociali,
sport, turismo e attrattori. La parola è il risultato di
questa iniziativa assai più che di una semplice
servizi. Per poi si trova informazioni che non solo
vengono facilmente ascoltate ma che rendono più leggibile
realmente degli italiani all'estero.

IN VISIONE CONS. VALLE.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale Voce degli Italiani di Londra del: 3-9-72

Ogni sera alle 19.30 sull'onda di 208 metri

NUOVA TRASMISSIONE RADIOFONICA DEDICATA AGLI ITALIANI EMIGRATI

Dal 1 settembre ha preso il via da Roma una nuova trasmissione radiofonica dal titolo "Qui Italia" e tutta dedicata agli italiani all'estero, che è in grado di raggiungere attraverso le antenne a onde medie di Radio Lussemburgo anche le più piccole radioline a transistor dei nostri lavoratori all'estero. La trasmissione infatti viene inviata direttamente per filo alla potente stazione di Radio Lussemburgo, posta nel cuore del continente europeo, la quale immediatamente la rilancerà nell'etere. La trasmissione "Qui Italia", voluta e finanziata dal Ministero degli Esteri, integra l'opera di alcune radio europee (tra cui la BBC) con le quali la RAI continuerà a sviluppare una collaborazione rivelatasi preziosa, e ogni sera alle 19.30, sull'onda di 208 metri, racconta ai nostri emigrati ciò che è avvenuto nel corso della giornata in Italia. I temi che vengono trattati più diffusamente sono: problemi del lavoro e dell'economia, vita politica italiana, problemi sociali, sport, spettacolo e attualità. La portata e il significato di questa iniziativa saranno messi in luce dai prossimi nostri servizi. Per ora ci basta affermare che con tale iniziativa viene finalmente accolta una delle richieste più legittime e assillanti degli italiani all'estero.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Voce degli Italiani di Londra del: 3-9-72

«Storie dell'emigrazione» di Alessandro Blasetti

La televisione italiana ha lanciato in onda un programma in cinque puntate, il fenomeno della emigrazione, realizzato dal regista Alessandro Blasetti. Il programma ha ripercorso l'iter del fenomeno emigrazione, a una analisi delle condizioni sociali e politiche nel momento dell'unità d'Italia agli aspetti più recenti e quindi fu scottanti del problema. Blasetti ha affrontato il tema scegliendo una strada realistica abbastanza difficile: passare, cioè, senza alcun ordine cronologico, agli avvenimenti di ieri a quelli di oggi; utilizzare ogni sorta di materiale, dal documentario all'intervista al braccio sceneggiato, cercando di unire un pezzo all'altro attraverso un preciso discorso tematico. Ha anche alternato momenti drammatici e momenti patetici o addirittura comici, per quel che di comicità può permettere un tema come quello della emigrazione.

Nell'analisi Blasetti è partito dalle cause che alla fine del secolo scorso determinarono le prime ondate migratorie. La causa fondamentale è stata individuata nella realtà era stata una occupazione. Altra causa il tradimento compiuto ai danni delle popolazioni povere meridionali alle quali era stata promessa la terra e che furono invece lasciate nella miseria e spinte alla ribellione. Ma sconfitti sul territorio i contadini del nostro mezzogiorno furono costretti ad emigrare in "terre assai lontane".

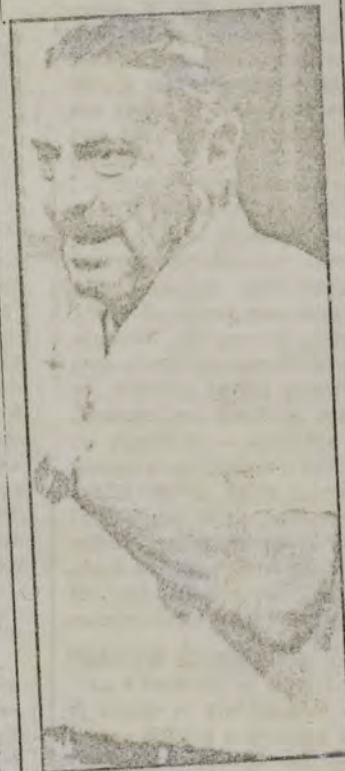
Blasetti, con i documenti in una mano e il cuore nell'altra, ha quindi raccontato le storie degli uomini ridotti a essere schiavi degli Stati Uniti, le storie delle traversate, delle sofferenze e delle morti, dello sfruttamento e della speculazione che sulla pelle di quei contadini si faceva da parte dei grandi armatori del Nord.

Successivamente Blasetti compie un valido sforzo per assolvere gli Stati Uniti dalle tante colpe che per più anni si sono gettate sulle loro spalle e, prima fra tutte, quella di avere contribuito alla sua organizzazione in una vera e propria industria. Blasetti non nega certo l'inevitabile e cioè che molti italiani fecero e fanno parte della società americana del crimine, ma, al tempo stesso, spiega come da certe condizioni di vita non potessero che uscire, proprio resistere, sopravvivere e in qualche modo "vendicarsi" di umiliazioni inflitte a piene mani, dei criminali, cioè degli uomini in lotta contro le "leggi" di uno stato che aveva sempre mostrato loro un volto ostile.

Dopo aver spiegato come delinquenti si diventa e non si nasce, Blasetti ha proposto una carrellata degli "italiani illustri" d'oltre Oceano, da Fiorello La Guardia a Rodolfo Valentino, da Fermi a Toscanini, passando però prima tra quelli anonimi, ai quali ha arriso il successo che in USA ha il marchio del dollaro.

Il programma di Blasetti si è concluso con una puntata dedicata all'emigrazione del dopoguerra verso i paesi del

Nord Europa e soprattutto in Germania e in Svizzera. I dolorosi problemi dello smembramento delle famiglie, dello sradicamento cul-



turale, delle fatiche e del risparmio per l'invio dei soldi a casa (le rimesse degli emigrati, con le quali si è conclusa in pareggio la bilan-

cia dei pagamenti nel 1971) sono stati messi in luce da interviste a emigrati, familiari, cittadini e comuni imprenditori dei paesi di immigrazione. Le "storie" hanno avuto accenti e toni drammatici: la moglie dell'operaio ucciso in Svizzera a pugni e a calci per il solo fatto di essere italiano; la tragedia di Mattmark, dove nel '65 persero la vita 56 italiani sepolti da una valanga di ghiaccio, senza che nessuno sia stato incriminato per l'accaduto; le vecchie madri calabresi che chiamano i figli dall'alto delle montagne.

Sono stati affrontati anche altri fenomeni fra i quali quello dell'emigrazione interna dell'Italia meridionale verso la fascia industriale del Nord e quello dell'emigrazione all'estero di maestranze specializzate e di tecnici.

Merito del programma di Blasetti è stato quello di aver messo in evidenza senza falsi pudori uno dei mali più oscuri della storia dell'Italia unita, anche se talvolta è mancato il necessario coraggio per cercare e scoprire le vere cause e le vere ragioni. Comunque bisogna riconoscere a Blasetti che il suo è stato un atto di accusa per tutto quello che non è ancora stato fatto per evitare che si ripeta il sacrificio delle generazioni precedenti la nostra.

Rocco Biondi



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno del Giornale Corriere degli Italiani di Lugano del: 3-9-72

problemi del lavoro e l'integrazione europea

La mano che la costruzione dell'Europa progredisce, si avverte che più l'importanza del fattore lavoro. Nel lavoratore di oggi, è prefigurato, in un certo modo, il cittadino europeo di domani. I problemi del lavoro hanno un'importanza non secondaria e una dimensione del tutto naturale con i temi dell'integrazione.

La attenzione degli ambienti comunitari e tutta assorbita dal prossimo vertice in programma a Parigi per l'autunno. Da questo evento si attendono decisioni orientamenti che, dal piano politico, economico e monetario, estendano i loro benefici a quello sociale.

la circolazione europea

La circolazione europea è da autorevole conferma del ministro Albert Coppé, membro della Commissione delle Comunità Europee e responsabile Affari sociali, in un incontro formalmente accordato. La sua recente visita a Parigi, le profonde convinzioni del quest'uomo trovano continuamente riscontro nel piano sociale, quello che gli è familiare non solo per dovere ma, si direbbe, per vocazione. Egli si sofferma a lungo sulla libera circolazione del lavoro che rappresenta una grande acquisizione sul piano della costruzione europea. Non solo i problemi che l'esperienza di questi anni ha accumulato, ad esempio quello della qualificazione professionale) che

impedito il pieno funzionamento della libera circolazione, ma anche la validità della libera circolazione e l'intransigenza con la «piccola Europa» l'ha fatto valere anche recentemente, nelle trattative con Stati candidati all'adesione. E mo- gli ostacoli sociali non sono isolati e a se stanti, ma sono legati a una serie di conquiste positive del processo integrativo del vecchio continente.

Quanto queste idee siano aderenti alla realtà di oggi, sono i fatti a dirlo. E questi fatti si chiamano soprattutto: aumento della disoccupazione, aumento del numero dei migranti.

Aumento della disoccupazione

Il 1971, aveva detto lo stesso Coppé nel febbraio scorso presentando al Parlamento europeo il Rapporto sulla situazione sociale della Comunità, è stato dominato dai problemi dell'occupazione. «I fattori congiunturali e monetari hanno perturbato il ritmo d'espansione. Inoltre in quasi tutte le regioni periferiche della Comunità la disoccupazione strutturale è diminuita in misura estremamente ridotta. Questo fenomeno non è nuovo. Esso pone il problema della solidarietà comunitaria espressa nel trattato e costituisce una delle ragioni per le quali il Governo del Paese maggiormente interessato — l'Italia — ha sottoposto al Consiglio, nel luglio del 1971, un me-

morandum sull'occupazione nella comunità».

Nel secondo semestre dell'anno scorso fino ai primi mesi di quest'anno, si è registrata in quasi tutti gli Stati membri una crescita del numero dei disoccupati: oltre due milioni con un aumento di circa 400 mila rispetto alla fine del 1970.

Dal rapporto sommario pubblicato dalla Commissione nel maggio scorso, si deduce che dal mese di marzo è stata notata una certa inversione di tendenza; ciò nonostante il livello della disoccupazione era più elevato dell'anno precedente, alla stessa epoca.

C'è poi una constatazione particolarmente allarmante: la disoccupazione tocca da vicino la gioventù. «Il problema dell'aumento della disoccupazione dei giovani, che tanto in Francia quanto in Italia era già da tempo fonte di preoccupazione — si legge nel Rapporto — comincia ad interessare anche il Belgio e i Paesi Bassi. Le sue cause sono molteplici: scarsa concordanza tra formazione e sbocco professionale, ingresso nella vita attiva

Aumento dell'emigrazione

Un altro fenomeno registrato, come conseguenza dell'indebolirsi della congiuntura, è il calo del fabbisogno di manodopera estera. In Germania, ad esempio, durante i primi tre mesi dell'anno, i posti disponibili per i lavoratori stranieri sono stati inferiori del 48 per cento rispetto al medesimo periodo dell'anno precedente.

Tuttavia — e questo è un fatto da mettere in grande rilievo — nonostante la disoccupazione, nonostante il calo dei posti di lavoro destinati agli stranieri, dal 1969 al 1971 si è verificato nell'area comunitaria un aumento di circa il 25 per cento di lavoratori esteri, che così sono saliti ad oltre 3 milioni e mezzo.

Tutta questa gente — sottolinea il citato Rapporto comunitario — «in alcuni Stati membri ha sostanzialmente contribuito all'espansione economica». Non solo: la migrazione non è un fenomeno da potersi considerare transiente in via di esaurimento. «Anche se nei prossimi anni l'espansione dovesse essere meno vigorosa — continua il documento — si può prevedere che in molti Paesi della Comunità il fabbisogno di manodopera comunitaria ed extra-comunitaria resterà ancora relativamente elevato, per effetto del lento incremento della popolazione attiva.

Politica migratoria

La Comunità si troverà pertanto di fronte al problema di sviluppare una politica migratoria che tenga conto non soltanto del fabbisogno di manodopera dei vari Paesi ospitanti, ma anche delle esigenze della politica industriale e, in particolare, della politica regionale».

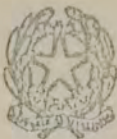
Potremmo ricordare, a questo punto, che la Commissione ha cominciato a dibattere questo problema fin dall'inizio, praticamente, della sua attività. Da allora, come scrive Walter Hallstein, la teoria di una politica regionale comunitaria è andata elaborandosi gradualmente e, nonostante varietà di concezioni e di posizioni, nonostante le battute d'arresto subite da diversi progetti, «oggi non esistono più differenze d'opinione sul fatto che per la politica regionale valgano nuove dimensioni europee e che la Comunità ha dei compiti su questo terreno» (cfr. Europa federazione incompiuta. Rizzoli, pag. 203).

Molto incisivamente e realisticamente Albert Coppé, in riferimento al Memorandum presentato dall'Italia ha sottolineato che il Fondo sociale europeo e gli strumenti comunitari in genere hanno una spiccata vocazione regionale. Ciò che è conseguenza della irreversibile interdipendenza dei problemi e delle politiche che connesso con le loro soluzioni.

«L'unione economica e moneta-

ria — si legge nel Rapporto sociale del febbraio scorso — perderebbe una gran parte del suo senso se la Comunità non mettesse in opera oltre a un coordinamento delle politiche economiche generali, politiche efficienti, atte a correggere gli squilibri strutturali, settoriali sociali e regionali».

Questa prospettiva sta in diretto rapporto con i problemi dell'integrazione e con la volontà di affrontare a fondo il fenomeno dell'emigrazione. Uno sviluppo il più possibile equilibrato dovrebbe riscattare dalla povertà certe zone periferiche da cui gli uomini sono costretti a andarsene, costi quel che costi, allungando quei flussi di emigrazione forzata che costituiscono un fatto patologico di enorme peso.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale *Corriere degli Italiani* di Lugano del: 3-9-72

In margine all'incontro della Commissione italo-svizzera

Il problema scolastico Va difeso il diritto di scelta dei genitori

Il 12 luglio scorso il console di Lugano, dott. Bertini, ha incontrato alla Casa d'Italia, una riunione di tutti i connazionali per mettere al corrente dei risultati raggiunti dalla Commissione italo-svizzera, riunita a Roma nel giugno scorso, e per sollecitare i loro pareri circa i diversi problemi in vista di una soluzione da prospettarsi all'incontro delle commissioni specializzate previste dalle risoluzioni prese a Roma.

regio signor Console

Verrei intervenire su un punto che, nei miei incontri con gli italiani, (Voi sapete che, e per la mia professione e per tanti altri motivi) mi sembra ritorni con frequenza. Si tratta del numero degli italiani che vorrebbero la scuola italiana per i loro figli. Il numero è molto alto e non possono essere ammessi per mancanza di posti.

perché questa affermazione non è esagerata, io tempo fa, ho avuto l'occasione di fare una piccola inchiesta fra i friulani che mandano i loro bambini alle scuole della Missione. Questi friulani hanno sottoscritto poi questa lettera, inviata all'Ente Friuli nel quale mi ha chiesto un parere in merito e che mi ha permesso di leggere.

oggetto: Scuole Italiane in Svizzera
regio Signor Talotti.

Si ha fatto piacere sapere che l'Ente « Friuli nel Mondo » ha manifestato interesse circa le scuole italiane in Svizzera invitando le Associazioni che vi fanno capo a esprimere il loro pensiero al riguardo. Noi sottoscritti, in quanto emigrati in Svizzera della regione del Friuli, ci permettiamo di esprimere un nostro parere al fine di contribuire a una scelta che affidiamo all'Ente « Friuli nel Mondo » e crediamo di po-

terlo fare con conoscenza di causa in quanto genitori di bambini che frequentano le scuole italiane in Svizzera tenute dalla Missione Cattolica Italiana di Berna.

Per noi queste scuole assolvono una sicura funzione. Ci limitiamo a metterne in rilievo un solo aspetto: l'aiuto che portano a quei tanti bambini che per il rientro in patria dei genitori sono destinati a inserirsi nella società e svolgere la loro opera di adulti in Patria. L'emigrazione porta sempre delle gravi difficoltà; non solo per gli adulti ma soprattutto per i bambini i quali provano un vero disagio nel dover subire, nel corso del loro tirocinio scolastico, cambiamenti di lingua, di sistemi di insegnamento, di differenti mentalità.

La scuola italiana evita a numerosi bambini che si trovano in questa situazione autentici traumi. Ed anche noi genitori con la scuola italiana sul luogo di emigrazione ci sentiamo più tranquilli; avendo risolto qui sul posto il grosso problema della scuola dei figli ci sentiamo più sicuri; possiamo avere i nostri bambini con noi senza essere costretti a lasciarli in Italia presso parenti o conoscenti o in istituti con risultati educativi trop-

po spesso lamentevoli. Ci sentiamo più sereni, possiamo programmare con maggior tranquillità e libertà il nostro rientro in Patria.

Vogliamo qui esprimere la nostra soddisfazione per la scuola italiana frequentata dai nostri bambini. Essa, integrata con l'esperienza della lingua e cultura locale, opera pure quell'arricchimento culturale che il fatto emigratorio mette nell'occasione di attuare. Essa merita di essere appoggiata e difesa. Noi esprimiamo qui la richiesta dei firmatari provenienti dalla terra friulana; ma abbiamo l'esperienza e la convinzione che questa della scuola italiana in Svizzera sia una delle esigenze più sentite fra l'emigrazione italiana qui. Siamo convinti che tanta gente, costretta a vedere disgregata la propria famiglia a causa della scuola,

salterebbe con vera gioia la possibilità di poter portare i propri figli a convivere con sé nel territorio elvetico a condizione di poterli mandare alla scuola italiana.

L'Ente « Friuli nel Mondo », non manchi di fare quanto è nelle sue possibilità per appoggiare e difendere la scuola italiana in Svizzera.

(Seguono le firme)

Questo un piccolo esempio. Ma non c'è dubbio che ciò vale anche per tanti altri genitori italiani: almeno per tutti quelli che tengono i bambini in Italia presso nonni, conoscenti o istituti. Stando alle statistiche, questi bambini dovrebbero essere il 60 per cento di quelli che avrebbero il diritto di stare in Svizzera con i genitori ed invece non possono, per mancanza di scuole. Non mi si dica che se vogliono tenerli qui i genitori possono mandarli alle scuole svizzere che sono aperte per tutti. Proprio qui sta il punto: tali scuole vanno bene per quelle famiglie che intendono restare qui e

non per quella che intendono ritornare in Italia.

Le quattro ore di scuola italiana la settimana non credo siano sufficienti per continuare adeguatamente gli studi in Patria. E poi, mandandoli alle scuole svizzere, chi custodisce i bambini mentre i genitori sono al lavoro? E almeno nel 90 per cento dei casi, credo che anche le mamme lavorino!

Per valutare meglio le esigenze di queste famiglie e per il rispetto che si deve ai loro diritti, io propongo che, prima dell'inizio di ogni anno scolastico (almeno mezzo anno di anticipo), il Console e Autorità competenti radunino tutti i genitori che hanno bambini in età scolastica e domandino loro quali sono le loro intenzioni circa la permanenza o meno in Svizzera, e in base a queste intenzioni si dia loro la possibilità di scelta fra la scuola italiana e quella sviz-

zera. Questa mi pare democratica e non quella di imporre a dei genitori un certo tipo di scuola che non risponde alle loro esigenze e programmi futuri.

Per non aver consultato minimamente gli interessati e non esser informati circa le loro esigenze neppure ci sembra democratico metodo usato nel varare la legge 153. Ed è per questo che il suo contenuto ci lascia molto perplessi e la sua accettazione poco entusiasti; in ogni caso non può esser criterio di democraticità la sua accettazione o meno quando, nel farla tanto poca ne è stata usata verso coloro che di essa sono vittime.

Per quanto io sappia tutti gli Stati europei, Svizzera compresa, hanno scuole della propria lingua in Italia ed altrove.

Non si comprenda perché noi dobbiamo essere così rinunciatosi da non pretendere, alla pari, ugual diritto là dove ci sono italiani (Svizzera compresa).

Cav. Pietro Colom



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ho dal Giornale

Roma

di

Napoli

del:

3-IX-49

Il salario delle donne

ROMA, 31

L'Italia è uno dei Paesi dell'Europa occidentale nei quali la differenza di salario tra uomini e donne, nelle industrie, è più ridotta. Secondo un conteggio effettuato dal ministero britannico del Lavoro, la paga media delle donne che lavorano nelle industrie è in Italia, pari al 76 per cento di quella dei loro colleghi maschi, mentre nella Germania occidentale è pari al 70 per cento e nel Lussemburgo scende addirittura al 58 per cento.

Nella graduatoria, è in testa la Svezia, dove il salario-ora delle donne è pari all'82 per cento di quello degli uomini. Seguono la Francia e l'Italia, che sono strettamente ravvicinate (77 per cento in Francia, 76 in Italia). Quindi la Germania occidentale (70 per cento), il Belgio (68 per cento), la Gran Bretagna (59), e in coda a tutti il Lussemburgo (58 per cento).

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI
DEL...4.settembre.1972

IN VISIONE...Còns. Valle.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

aglio dal Giornale *Il Globo*

di *Melbourne* del: *5-9-11*

Rivoluzionato il sistema d'ingresso in Australia

Secondo l'annuncio del Ministro Forbes al Parlamento, la selezione si baserà sulla capacità di ogni candidato all'emigrazione d'inserirsi nella società australiana

Si chiude un'era

A ventisei anni di disastri, di averne nuova la maggior parte, l'Australia ha deciso di offrire ancora un'altra opportunità ai lavoratori europei.

Questo è quanto tutti i candidati all'emigrazione, che il Governo ha sempre affermato, e vuole continuare ad affermare, sul terreno pratico, vale a dire, la situazione muta sostanzialmente. L'amministrazione liberale-agricola di McMahon ha fatto la sua la tesi di fondo dell'opposizione laburista, che propone una riduzione sensibile dell'emigrazione. La differenza è che i liberali-agricoli non ammettono pubblicamente di aver ceduto alle pressioni esterne, ed hanno deciso di mantenere intatta la loro immigrazione ad uno dei suoi più prestigiosi titoli di credito: quello di avere ospitato in un quarto di secolo due milioni di

stranieri, di averne nuova la maggior parte, l'Australia ha deciso di offrire ancora un'altra opportunità ai lavoratori europei.

Il pericolo dei laburisti

In che cosa consisteva il nuovo metodo di selezione, proclamato

che è stato «folgorato» dall'idea, durante una sua visita di studio in Canada l'anno scorso — è facilmente intuibile. Il lavoratore italiano, greco, o slavo (e speriamo anche quello inglese) che farà domanda di emigrare in Australia, verrà esaminato da un «esperto», il quale giudicherà il candidato dal suo aspetto fisico, dal suo grado di istruzione, dalle sue capacità o specializzazioni di lavoro, dalla sua situazione economica, dalla sua posizione sociale, dal suo modo di trattare e comportarsi, dai suoi precedenti politici e penali (se ne ha).

Ad ogni quesito corrisponderà un voto: il punteggio finale dovrebbe indicare il grado di adattezza del soggetto alla società australiana. E con questo criterio verrà emesso un giudizio definitivo: il sì o il no per l'ingresso in Australia.

Il sistema potrà ingabbiamente avere dei lati positivi, ma risulta chiaro che è estremamente segreto, parziale, aperto ad ogni sorta di abuso e di pregiudizio, legato sempre alle opinioni, personalissime dei singoli «esaminatori». A qualcuno non piaceranno gli uomini bassi e con i capelli ricci, a qualcun altro non gratteranno le donne grasse e dai capelli oleosi, a qualcun altro sembrerà opportuno preferire, per un più facile inserimento nella società australiana, emigranti bianchi, slavo-slavi, degli occhi azzurri. Potremo tornare — e ci si augura che si tratti solo di timori infondati — a tradizionali forme di discriminazione a sfondo razziale che si credevano superate ormai da lungo tempo. Come detto prima, il risultato del sistema, che non marcherà di creare nuovi attriti e nuovi motivi di sfiducia nei confronti dell'Australia, sarà quello di rimpiazzare il flusso

Si è chiusa, quindi, una era nella storia dell'emigrazione australiana: la si è chiusa sotto la pressione degli isolazionisti ad oltranza; la si è chiusa ancor prima di conoscere i risultati di quella vasta indagine su tutti gli aspetti dell'emigrazione che è stata due anni fa ordinata dal Governo federale e che è tuttora in corso.

Se il nuovo sistema di selezione degli emigranti sarà un bene o un male, solo il tempo potrà dirlo. Tuttavia è fin d'ora chiaro che un'esigenza di giustizia e dignità umana elementare s'imporrà: i candidati respinti dovranno avere una possibilità di appello e dovranno conoscere i motivi del rifiuto. In questo delicato settore, dove è in gioco la vita ed intima sensibilità umana, non può essere trascurata la onorata massima del nostro giuridico australiano: «Non basta giudicare con giustizia, ma bisogna anche dimostrare



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

come e perchè giustizia è stata fatta».

In ogni caso, le future norme selettive costituiranno un'arma a doppio taglio: potranno servire a reclutare individui più preparati ad inserirsi nella società australiana, ma potranno anche offendere ed umiliare la sensibilità di numerosi lavoratori europei. Starà agli esperti, sui quali il Ministro Forbes fa tanto affidamento, limitare i rischi connessi alle nuove misure, assicurare una dose di equilibrio, buon senso e comprensione nella valutazione dei singoli casi, senza cedere nulla all'intolleranza ed al pregiudizio. Gli immigrati hanno acquisito troppe benemeritenze in Australia: né essi né i loro connazionali in Europa potranno mai rassegnarsi ad essere trattati con ipocrisia, con sospetto o con sistemi di discriminazione etnica e sociale.

NINO RANDAZZO

Le nuove misure

Canberra, 3 settembre. In futuro gli emigranti europei che intenderanno stabilirsi in Australia verranno selezionati in base a nuovi criteri di valutazione individuale, e non più in base ad una quota numerica da raggiungere per ciascun Paese. Questo il succo delle dichiarazioni del Ministro dell'Immigrazione, Forbes, al Parlamento federale la settimana scorsa. Quando il nuovo sistema entrerà in vigore non è stato ancora annunciato, ma si tratterà di una data molto prossima. Altrettanto vaghe sono state le indicazioni di Forbes circa gli esatti dettagli del nuovo sistema, anche se è abbastanza facile intuirne gli elementi essenziali.

Ecco i brani più rilevanti dell'annuncio del Ministro Forbes: «Per i candidati all'emigrazione verso l'Australia, sono in cantiere nuovi importanti provvedimenti. Funzionari specializzati verranno assegnati ai nostri uffici d'immigrazione in Europa. Un'opera d'informazione, più chiara e intensa, sia a individui che a gruppi, preparerà meglio gli emigranti ad affrontare la vita nel nuovo Paese.

«Un nuovo sistema di valutazione verrà introdotto e la sua elaborazio-

A DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO

ne è già in fase avanzata. Lo scopo di tale sistema è quello di facilitare una valutazione obiettiva, sotto diversi cruciali aspetti, dei candidati all'emigrazione. Il sistema si basa sull'esperienza già acquisita dall'Australia e sull'esperienza di altri Paesi d'immigrazione.

«Non cercheremo di adattare alla situazione australiana il metodo canadese, vale a dire quello del punteggio in base a un quiz. Ma il nuovo sistema valuterà separatamente ogni tratto individuale del candidato alla emigrazione in relazione alle sue possibilità di inserimento nel contesto socio-economico dell'Australia. Ciò sarà di comune beneficio ai futuri emigranti e alla società australiana in generale».

Il Ministro Forbes ha inoltre delineato i nuovi provvedimenti, previsti dal recente bilancio federale, per potenziare la assistenza sociale e l'insegnamento della lingua inglese agli immigrati. Gli stanziamenti per sussidi alle organizzazioni assistenziali che si in-

teressano dei nuovi arrivati passeranno in quest'anno finanziario da 231 mila dollari e 335 mila dollari, mentre le sovvenzioni ai vari uffici del Good Neighbour Council verranno incrementate dall'attuale mezzo milione di dollari a 620 mila dollari per il 1972-73.

I corsi d'inglese

Un aumento del 44 per cento nello stanziamento governativo per il settore dell'istruzione agli immigrati risulterà nel corrente anno finanziario in una spesa globale di 9 milioni e 225 mila dollari, così ripartita: 4 milioni e 889 mila dollari per speciali corsi d'inglese ai figli dei nuovi arrivati, 2 milioni e 940 mila dollari per i corsi d'inglese per adulti, un milione e 297 mila dollari per corsi intensivi d'inglese per adulti a tempo pieno, 99 mila dollari per corsi d'inglese agli emigranti in periodo di pre-imbarco in Europa e durante il tragitto via mare per l'Australia.

La quota generale di immigrati — liberi e as-

sistiti — per il corrente anno finanziario resta fissata a 140 mila unità. E' identica a quella dello scorso anno, quando però non è stata raggiunta. Infatti sono arrivati circa diecimila emigranti in meno, mentre altre 40 mila persone sono rimpatriate definitivamente in Europa. Con il nuovo sistema di selezione annunciato da Forbes, risulterà ancora più difficile per il '72-73 il raggiungimento della quota ufficiale di 140 mila.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno del Giornale

Popolo

di:

Roma

del:

5-IX-42

A DUE SETTIMANE DALL'ARRESTO

Il console del Pireo visita Lorna Briffa al centro di polizia

La connazionale si trova in «normali» condizioni di salute — Ha dichiarato di essere innocente e quindi estranea a qualsiasi complotto

Atene, 4 settembre

Dopo due settimane di detenzione e di assoluto isolamento, la signora Lorna Briffa Caviglia ha potuto ricevere stamane, dopo reiterate richieste da parte delle autorità italiane, una breve visita di un nostro rappresentante consolare. Lorna Briffa Caviglia è stata arrestata, com'è noto, sotto l'accusa di complotto per far fuggire Alessandro Panagulis, in carcere per avere attentato alla vita del primo ministro, Papadopoulos.

Alle tredici in punto il reggente del consolato italiano del Pireo, signor Pietro De Martino, dopo accordi diretti presi in precedenza con la polizia militare greca sulle condizioni in cui doveva avvenire il colloquio, è stato introdotto nello studio del comandante della sezione ateniese della polizia militare, dove ha trovato la connazionale in attesa.

Al colloquio era presente, oltre al comandante, un agente in borghese ed un militare in uniforme. Il reggente del Consolato e la detenuta erano stati informati che uno dei greci presenti conosceva la lingua italiana.

Il comandante colonnello Nicola Hatzis, un uomo sulla quarantina, ha compiuto le presentazioni. Il reggente del Consolato ha chiesto subito alla detenuta le sue generalità: «E' lei la signora Lorna Caviglia Briffa?».

«No, mi chiamo Lorna Briffa in Caviglia» ha risposto la donna.

«E' italiana?».

«Sì, sono italiana» ha detto la connazionale per sottolineare, che pur nata da genitori britannici, cittadini dell'Isola di Malta e sposata ad un cittadino italiano, gode, in Italia di tutti i diritti politici e possiede il passaporto italiano, pur usufruendo della nazionalità britannica (con un passaporto rilasciato a Malta, per lo stato civile dei genitori).

Le autorità greche hanno sempre sostenuto che la donna aveva presentato documenti falsificati da Malta e che l'ambasciata di Malta in Italia (da quale funge anche quale rappresentanza diplomatica in Grecia), aveva sollecitato interessamento per la connazionale «britannica».

La signora, secondo quanto ha poi riferito ai giornalisti il rappresentante consolare, è parsa «calma», parlava «a bassa voce», aveva un aspetto «normale» e ha accettato con piacere una stecca di sigarette offertale dal signor De Martino.

«Sono trattata bene, non ho bisogno di nulla», ha detto. «Comunque, sono innocente, non ho chiesto per ora l'assistenza di legali e non ne vedo la necessità».

Da stamane, l'avvocato Ivo Reina si trova nuovamente in Grecia per incarico dei familiari della signora Briffa Caviglia.

Alla richiesta se abbisognava di assistenza, di viveri, di vestiario o di altro, la signora Briffa Caviglia ha risposto «no», «no».

Il reggente del consolato signor De Martino ha chiesto al comandante della sezione di po-

lizia se l'avvocato italiano potrà incontrare la sua cliente nei prossimi giorni.

«Gli interrogatori sono ancora in corso», ha risposto il colonnello. «Le visite, dunque, non sono permesse».

Prima di congedarsi, il signor De Martino ha invitato la signora Briffa Caviglia a chiamarlo per ogni necessità.

Il portavoce del governo, Stamatopulos ha dichiarato in serata che il processo a carico di Lorna Briffa Caviglia e dei due greci arrestati con lei, Stathis Panagulis, fratello di Alessandro e Sofia Gheorghiu, sarà celebrato presto e sarà pubblico. I tre imputati potranno inoltre scegliersi avvocati di fiducia.

Il portavoce non ha tuttavia precisato se il procedimento penale si terrà davanti ad una corte marziale o davanti a un tribunale civile. Tutto dipenderà dal capo d'imputazione che sarà redatto al termine dell'istruttoria in corso.

Egli ha definito Panagulis «un estremista dinamitardo», di tendenza non democratica.

Stamatopulos ha tenuto a sottolineare il vivo desiderio del governo greco di mantenere le relazioni tra Italia e Grecia al miglior livello.

Allucinante l'incontro con Lorna Caviglia-Briffa

Visitata dal vice-console, alla presenza dei carcerieri, non ha potuto chiedere letteralmente nulla, e non ha potuto nemmeno domandare notizie dei figli — Una scena da inquisizione — E' chiaro che era stata minacciata, dopo pesanti pressioni psicologiche e probabilmente fisiche il nostro diplomatico sconcertato — L'avvocato Reina dichiara: « Siamo solo sicuri che è viva »

ATENE, 4. — Allucinante: così Hatsis, braccio destro di questo è il solo aggettivo adatto per definire l'incontro odierno, di 7 od 8 minuti al massimo, avvenuto nella sede dell'ESA — la polizia militare greca — tra Lorna Caviglia-Briffa e il vice console italiano De Martino.

L'incontro è avvenuto alle 13 circa. Alle 12 l'ambasciatore D'Orlandi, evidentemente su istruzione ribadita da Roma, era già partito per Salonicco, per la « giornata italiana » a quella fiera internazionale, una decisione scandalosa del governo Andreotti specie alla luce dei fatti che si potevano facilmente prevedere (e l'ambasciatore, se non viene urgentemente richiamato, dovrebbe restare a Salonicco fino a giovedì).

Quando il vice console De Martino è entrato nella stanza del comando dell'ESA per l'incontro con la cittadina italiana illegalmente arrestata sotto false accuse, si è trovato davanti tre poliziotti. Ni-

domanda e chiede almeno notizie dei familiari, non rifiutandosi di un legale, non lascia cadere la possibilità di una seconda visita consolare, dice qualcosa, se non altro per rassicurare la propria famiglia. Le « assicurazioni » odierne della donna — che dimensamente diceva di star bene e di non aver bisogno assolutamente di nulla — sono non solo sconcertanti ma assurde.

Al nostro diplomatico è stato domandato, dai giornalisti, se aveva notato altri « segni » strani. L'occhio fisso o qualche elemento che facesse supporre l'uso di sostanze stupefacenti, perché a questo punto è lecito domandarsi se i carcerieri non l'abbiano drogata. Il diplomatico, che appartiene al ministero, ha chiesto, per favore, di non complicargli il suo lavoro, una risposta che può avere senso soltanto nella misura in cui sia inoltrata a Roma una relazione tempestiva e giusta fino in fondo su quanto il diplomatico ha constatato con i propri occhi.

Va sbarazzato il campo — riteniamo doverlo dire a questo punto — da qualsiasi sospetto sulla signora Lorna Caviglia-Briffa. Un lettore può anche supporre, date le infiltrazioni spionistiche greche in Italia, che la signora po-

tesse essere non la vittima, non una delle vittime, ma una preta del gioco infantile che si è tentato di lanciare in questa Panagulis. In questo caso l'atteggiamento della detenuta sarebbe stato — a fil di fredda logica — diverso.

avrebbe rassicurato in modo convincente per « coprire » i colonnelli avrebbe parlato con vivacità per farsi credere, malmente; oppure avrebbe mostrato, fatto capire « preoccupazione » per essere « caduta » in una rete che costringeva altre persone o forse politiche, avrebbe chiesto comunque assistenza legale.

Qui ci si trova di fronte, invece, ad una persona che, caduta in una provocazione esposta a pesanti persecuzioni (e la tortura può essere fatta senza lasciare segni visibili), minacciata, controllata fra l'altro dalla presenza di un poliziotto che conosce perfettamente l'italiano, non può dire nulla, perché sa che se dice qualcosa deve subire altre persecuzioni.

L'atteggiamento odierno di Lorna Caviglia-Briffa, per chiunque sappia come si svolgono certi interrogatori, è lo atteggiamento tipico di chi, se non terrorizzato, sa di non poter dire letteralmente nulla pena nuove violenze psicologiche o fisiche.

E' chiaro che in queste condizioni qualsiasi paranza dei colonnelli non contava mai nulla: nessuna « confessione » avrebbe mai valore, perché qui siamo in pieno medioevo, con la aggravante di metodi più « refinati » di tortura fisica o almeno psicologica.

Gravissimo è l'atteggiamento delle autorità italiane, la passività e noncuranza del governo di Roma. Oggi si è visto tutto in fondo lo smacco di questo regime: il rapporto della nostra ambasciata e delle autorità consolari non può essere « minimizzato », nessuno ha il diritto: è assurdo pensare che la « minimizzazione » vada a favore della prigione, perché siamo alla terza settimana di detenzione e questa donna si trova in tali condizioni anche per colpa delle nostre autorità che non hanno saputo e voluto premere con urgenza ed energia sui greci.

I nostri legali, per tutto il giorno, hanno cercato di attardarsi in mezzo a mille difficoltà. Si attendono loro dichiarazioni verso sera. Non sappiamo se essi vorranno cedere la verità, senza dirlo del tutto, allo scopo di poter continuare la loro attività in Grecia in qualche modo. E' logico ed è giusto ciò che essi fanno, quale possa essere la loro versione, la loro prudenza oppure il loro richiamo alla realtà dei fatti per cui non si perda altro tempo. I legali sono come comari: si e fanno bene.

Come giornalisti riteniamo nostro dovere dire le cose vo-

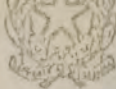
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

di:

Il mondo:

5-IX-42



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale

di:

del:

1 nulla all'opinione pubblica italiana e internazionale.

1 In serata abbiamo appreso altri particolari. Il nostro vice console, per esempio, aveva chiesto alla signora Lorna Caviglia-Briffa se avesse bisogno di assistenza medica, dato che sapeva che ha disturbi cardiaci. Anche a questa domanda l'italiana ha risposto rifiutando qualsiasi assistenza. Un altro elemento scorcettante di questa storia ormai chiarissima nel suo sfondo provocatorio e medievale insieme.

L'avv. Reina, che ha tentato di assistere l'italiana, ma che non ha ottenuto alcun permesso di poterla avvicinare, né alcun elemento circa le accuse a lei rivolte, ha dichiarato, stasera, di non poter credere alla spontaneità delle risposte della signora Lorna Caviglia-Briffa, se non quella, sottolineata dal nostro vice console, sulla sua innocenza (il che, tuttavia, non significa rifiutare l'assistenza legale, come abbiamo già spiegato, al contrario, specie in un regime come quello di Atene). L'avv. Reina ha aggiunto che l'unica cosa certa è che la signora Caviglia è «viva» (cioè tutte le altre ipotesi restano valide, di tortura fisica o almeno psicologica).

L'avv. Calvi, che si è recato ad Atene nel tentativo di assistere Stathis Panagulis, ha avuto un incontro con Stamatopulos, ministro delle Informazioni aggiunto (titolare è il solito Papadopoulos).

Interrogato sulle torture, denunciate da Alessandro Panagulis e dalla madre Athena, ha risposto che «sì, è vero, esiste una denuncia», ma sono tutte «storie della madre». Questo indica quale sia la sorte di Stathis Panagulis: anche lui sotto tortura, ma saranno solo «storie della madre».

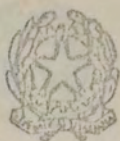
Stamatopulos ha reso poi alcune dichiarazioni, ad una agenzia, che vorrebbero essere «distensive» verso l'Italia. Non vale certamente la pena riprenderle, inclusi i suoi «giudizi» sul PSI, che sarebbe un partito tollerabile se una parte di esso non fosse così nemica dei colonnelli: dobbiamo solo dire che Stamatopulos prende farfalle se pensa di dividere i socialisti in buoni e cattivi, perché sono tutti contro i colonnelli, senza distinzione di correnti.

Ed ecco le altre notizie della giornata e di domenica. Si ha conferma dell'arresto del padre e della sorella di Evi Dinn, la studentessa profuga politica in Italia minacciata di persecuzioni sia personalmente sia attraverso i suoi familiari. Questa notizia era già nota, ora si ha purtroppo la conferma, e pare che le retate continueranno, a vanvera, pur di montare la sciocchezza di un «complotto internazionale» contro il regime dei colonnelli. Altre persone infatti vengono interrogate, compresi alcuni prigionieri politici che si vogliono coinvolgere nel «complotto» dall'interno di una cella. E', questo, il caso dello stesso Alessandro Panagulis, che potrebbe subire ulteriori infami persecuzioni.

Ma la madre Athena Panagulis ha già chiarito domenica ai giornalisti che, nell'ultimo colloquio con Alessandro, questi le disse: «La polizia militare sta interrogando un povero diavolo perché con insistenza mi hanno domandato se volevo evadere dal carcere». In pratica Alessandro non sapeva niente di un tentativo di «evasione» che, invece, stando alle tesi dei colonnelli, avrebbe dovuto conoscere. E' una ulteriore smentita alle montature del regime. Il «povero diavolo», Alessandro non lo sapeva, era il fratello Stathis.

Infine da registrare l'esplosione di una bomba (verso l'alba di domenica) alla sede dei sindacati «gialli» del regime (senza vittime), e la pubblicazione, sempre domenica, del discorso di Papadopoulos a Salonicco, dove aveva parlato sabato sera. Il dittatore ha promesso «riforme», ma fra quindici anni... In ogni caso non ha fatto riferimento a «complotti internazionali».

VIII



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale Quotidiano d'Italia di Roma del: 5-IX-42

Naufrago italiano salvato da nave giapponese

TOKYO, 4

Un funzionario dell'ambasciata italiana a Tokyo, il 40enne Paul Querzola ed un operatore cinematografico americano, Henry Yascal sono stati tratti in salvo in pieno oceano dopo esser stati trascinati dalle correnti per circa sette ore.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Prelevato dal Giornale

Tempi

di

Quinto

del:

5-IX-72

Interverrà il Governo per i 30 italiani catturati in Mauritania

Il sottosegretario agli Esteri, on. Pedini, ha ricevuto ieri il direttore della Federpesca, Mario Iandoli, che gli ha manifestato vivissima preoccupazione per la sorte dei trenta italiani imbarcati sulla nave da pesca «Amoruso VI» del Compartimento di Bari, catturata dalla polizia della Mauritania. Il comandante e il primo macchinista della nave si trovano agli arresti mentre tutto il resto dell'equipaggio è sotto sorveglianza. Secondo le autorità mauritane la nave sarebbe stata sorpresa a pescare nelle acque territoriali che proprio in questi giorni sono state estese a 24 miglia. Della decisione però nessuno Stato era stato avvertito. L'on. Pedini, d'intesa con il sottosegretario Simonacci, ha deciso d'investire direttamente del problema la Presidenza del Consiglio.

IN VISIONE EDOARDALE

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

dal Giornale L'Espresso

UFFICIO VII *San Galle del 6-9-72*

In Tirolo:

Severe misure contro gli stagionali

Il segretario di polizia del cantone Ticino, Augusto di Lavertan, stabilisce dei criteri per un controllo severo dei lavoratori stagionali nel paese bilingue e del resto dei cantoni del lavoro stagionale. Le misure provvedimenti adottati dalla polizia cantonale del Ticino sono per il più degli stranieri del Ticino sono in due

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA

DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI

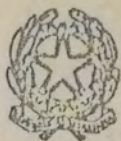
5 Settembre 1972
DEL.....

stagionali e di cui alcuni sono
Sviluppo della
per un minimo di 10 anni, a
voro; b) che, senza con
l'alta professionalità, svolg
preghiere impolitica e di carattere
autonomia nell'impresa; c) e in cui voglia
tiano in possesso di un permesso di dimo
stella e di un permesso di dimora val
do per la durata di 12 mesi.
Le domande di trasformazione di per
sonali stagionali in normali, che dovran
no essere presentate al più tardi entro
il 31 ottobre 1972 potranno essere accet
te nei limiti della disponibilità del can

Il dicembre 1972
Stato, ormai abituati ad essere impie
gati in tutto quello che la legge e di lo
cale per tutti, tra per alcuni e più spic
to che per gli altri (gli operai stagionali)
che dopo gli accordi di giugno speravano
di poter risolvere il proprio destino di
lavori stagionali, si ritrovano ora con un
paesetto di loro contemporanei al punto di
partenza... Gli altri restano non stanco
e guardare a se stessi molto probabilm
mente tentati di seguire l'esempio poco
rassicurante del Ticino.

Stando ora al governo italiano reagisce con
fermezza e ammonisce che gli accordi
bilaterali firmati a Roma nel giugno scorso
vengano rispettati e applicati alla let
tera.

IN VISIONE. Cons. VALLE.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale L'Espresso

di: San Gello del: 5-9-72

In Ticino:

Severe misure contro gli stagionali

Il dipartimento di polizia del canton Ticino ha emanato severe disposizioni nei confronti dei lavoratori stagionali. La concessione dei permessi annuali per il 1972 viene limitata soltanto ai lavoratori stagionali a) che abbiano soggiornato in Svizzera durante sette anni consecutivi, per un minimo di 63 mesi, a scopo di lavoro; b) che, tenuto conto della loro qualifica professionale, svolgano mansioni di preminente importanza e di carattere annuale nell'impresa; c) e le cui mogli siano in possesso di un permesso di domicilio o di un permesso di dimora valido per la durata di 12 mesi.

Le domande di trasformazione di permessi stagionali in annuali, che dovranno essere presentate al più tardi entro il 31 ottobre 1972, potranno essere accolte nei limiti della disponibilità del con-

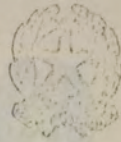
tingente di lavoratori stabiliti dal consiglio federale e dal cantone.

I gravi provvedimenti adottati dalla polizia degli stranieri del Ticino sono in netto contrasto con gli accordi del giugno scorso, secondo cui tutti i lavoratori stagionali che per cinque anni consecutivi hanno lavorato in Svizzera per almeno 45 mesi potranno ricevere, su domanda, un permesso di dimora annuale entro il 31 dicembre 1973.

Siamo ormai abituati ad amare constatazioni come quella che la legge è, sì, uguale per tutti, ma per alcuni è più uguale che per gli altri! Gli operai stagionali, che dopo gli accordi di giugno speravano di poter cambiare il proprio destino di eterni bistrattati, si ritrovano ora con un palmo di naso esattamente al punto di partenza... Gli altri cantoni non staranno a guardare e saranno molto probabilmente tentati di seguire l'esempio poco edificante del Ticino.

Spetta ora al governo italiano reagire con fermezza e pretendere che gli accordi bilaterali firmati a Roma nel giugno scorso vengano rispettati e applicati alla lettera.

E. R.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Giornale d'Italia di: Buenos Aires del: 6-9-72

Nuovo compleanno del "GIORNALE D'ITALIA"

Sabato 2 Settembre 1972 il nostro "GIORNALE D'ITALIA" è entrato "silenziosamente" nel suo 67.º anno di vita. Nessuna cerimonia speciale è stata fatta in questa importante occasione ma tuttavia la famiglia del "Giornale" ha ricordato con la fede di sempre e con soddisfazione il fausto avvenimento che ci trova, come sempre, in piedi e protesi verso un avvenire di pugnace sopravvivenza nonostante le difficoltà eco-

nomiche che congiurano contro l'esistenza di questo armato "decano" della stampa italiana in Argentina. Difficoltà che combattute con la valentia e lo spirito di sacrificio di sempre, affinché questa autentica fiaccola d'italianità al Plata, con l'aiuto dei suoi fedeli abbonati sostenitori ed inserzionisti, continui a splendere illuminandoci il cammino animati dal proposito di fare onore alla

Madre Italia.

Nell'occasione un saluto grato e devoto a tutti coloro che ci seguono apprezzando la nostra inesaurita ed inesauribile vocazione d'italianità in tutti i sensi nonché di sincera amicizia italo-argentina, con l'augurio più sincero e fervido di benessere, salute e di un sempre più stretto, affettuoso e inercollabile spirito di fraterna solidarietà italiana all'estero.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Propero Isolo-Americano di New York del: 5-9-72

Un prezioso documentario edito dal Ministero degli Affari Esteri
che testimonia lo spirito di espansione degli italiani all'estero

Associazioni italiane nel mondo

E' abbastanza frequente da un certo tempo in Italia la pubblicazione di opere patrocinata da vari ENTI (Ministeri, Istituti), esultanti per il commercio, e ricche di cerchie ristrette su un ingrato destino di essere perfettamente ignote a una grande massa di possibili lettori. Ed è veramente un ogliacchè, per l'indubbio esse del loro contenuto e del serio impegno richiesto a loro cura, ben meritevoli di conseguire una loro diffusione.

Avranno occasione di sott'occhio un prezioso documentario quale quello intitolato "Associazioni italiane nel mondo" (con prefazione di Aldo Moro) edito da questi giorni dal Ministero degli Affari Esteri? Per rispondere, solo consultando quest'opera si sarà in grado di cogliere la densità, la varietà, l'eterogeneità dei tantissimi modi di vita fra gli italiani residenti nei vari continenti. Si è senza di un copioso, pittoresco, eloquente campionario di comitati, di circoli, di associazioni, di gruppi di espansione e di associazioni degli italiani lontani dalla patria. Un totale di oltre 100 mila aderenti, metà italiani e metà stranieri. Associazioni di varia natura: assistenziali, combattentistiche, economiche, religiose, sportive, eccetera. Tutte, viene indicata la data di costituzione, il presidente. La rassegna sarebbe lunghissima, ma si gettano solo uno sguardo alle Associazioni italiane esistenti nell'America del Nord, per rilevare immediatamente, attraverso le loro iniziative, come siano vivi, laggiù, i ricordi dei luoghi, degli avvenimenti storici, delle vicende della madre patria.

Di prima evidenza è l'automatismo affermarsi dei gruppi regionali. Come in Roma si ebbero, in passato, colonie e chiese delle varie "nazioni" italiane, ecco in Argentina, le Associazioni dei Calabresi, dei Marchigiani, dei Veneti, dei Piemontesi, dei Siciliani, degli Abruzzesi, dei Friulani; oltre i gruppi specificatamente riservati ai Padovani. (E si può essere certi che questi immigrati si siano portati appresso il culto e le immagini dei loro rispettivi Santi patroni).

Non hanno dimenticato i luoghi dai quali sono partiti, questi immigrati: ma molti di essi non hanno voluto completamente svestirsi degli abiti militari precedentemente indossati. Ecco le Associazioni intitolate al "Reduci di guerra" agli "Ufficiali in Congedo", alle varie Armi: Alpini, Cavalleria, Aviazione, Carabinieri. E come echeggiano ancora, laggiù, cer-

te vibrazioni nazionali: Ne recano testimonianza le intitolazioni al Venti Settembre, a Porta Pia, a Garibaldi, a Mazzini, a Luciano Manara, ad Alfredo Cappellini a Cesare Battisti, a Vittorio Veneto, a Giacomo Matteotti, oltre che alla Stella d'Italia e all'Italia Unita.

Beninteso, accanto a queste intitolazioni, ci sono quelle evocanti figure, a tutti i capi, di pensatori, artisti, scienziati, quali

"Giuseppe Verdi, Guglielmo Marconi, A. Ponchielli, Gabriele d'Annunzio, Beniamino Gigli. Ne risultano affatto accantonati taluni augusti nomi sabaudi. Ecco circoli rispettivamente intitolati a Vittorio Emanuele II, a Umberto I, a Vittorio Emanuele III, al Principe di Piemonte, al Duca Degli Abruzzi, al Duca d'Aosta, al Conte di Torino.

Nella America del Nord, il panorama associazionistico of-

fire ben poche varianti. Anche qui sono rappresentate le diverse regioni italiane (se vi interessa saperlo, sono presenti anche i "Ciociari" a Detroit, 129 soci), nonché le varie armi degli ex-combattenti, nonché le immagini di Casa Savoia, nonché le memorie dei grandi italiani (che sarebbe lungo enumerare), senza esclusione dell'elemento femminile: da "Vittoria Colonna a Maria Montessori" da Adelaide Cairoli ad Anita Garibaldi. Se mai può sorprendere talun riferimento imprevedutamente culturale: a Marco Tullio Cicerone (a Canton) a Gian Vincenzo Gravina, a Filippo Mazzei, a Romolo, o, guarda un po', a Pietro Badoglio.

Non sorprenderanno invece, le intitolazioni a tanti comuni italiani, visibilmente, presso gli immigrati dalla Trinacria, cui non è bastato il titolo generico "Figli della Sicilia", lo strenuo amor del proprio campanile lontano ha rifiutato ogni mescolanza con un campanile magari poco distante. Resti avvertito, il futuro immigrato dal più piccolo centro isolano, che in un certo angolino degli Stati Uniti troverà lo stemma civico, il Patrono e il sangue del suo paese. (Una, evidentemente voluta, rinunzia a ogni intitolazione tassativamente, caratterizzante, si trova presso le associazioni che hanno preferito scegliere denominazioni quali "Buoni Amici", "Scacciapensieri, Buon Tempo". Ma sono eccezioni.

La situazione su per giù si ripete. Anche in Australia vi imbatterete in associazioni regionali e combattentistiche, in circoli intitolati a Cavour, a Garibaldi, a Marconi a Bellini, a Michetti, ai Santi e ai comuni italiani. Una singolarità può, forse, offrirvi Melbourne (ove funziona dal 1968, con 75 aderenti, un'"Associazione Laureati Italiani") con un suo "Comitato Italiano Connazionali contro la Discriminazione razziale e la diffamazione nazionale" (90 soci: costituitosi nel 1959).

La conclusione scaturita da un sommario esame del bel volume pubblicato dal Ministero degli Esteri è una sola, e ben chiara e ben semplice. Scaglionati nel mondo, esistono altrettanti pezzi d'Italia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale L'Espresso

di: Sau Galle del: 5-9-72

Noi la vorremmo così

nell'ultimo numero dell'ECO abbiamo posto quanto la commissione mista italo-elvetica ha trattato, nella sua ultima riunione a Roma dal 15 al 22 giugno u. s., merito alla scuola per i nostri ragazzi. Studiando il nostro breve articolo avevamo promesso di esporre il nostro punto di vista per quanto riguarda le scuole italiane in Svizzera, i corsi di lingua e cultura italiane, e le scuole di adattamen-

to amore della verità affermiamo subito che una soluzione soddisfacente sotto tutti i punti di vista non esiste: questo perché la realtà della formazione scolastica dei nostri ragazzi rientra in quella ampia dell'emigrazione che, sotto diversi aspetti, è provvisoria, marginale, ma di compromessi.

Tuttavia tra questa affermazione e quanto stabilito dalla commissione italo-svizzera corre un baratro. Se non proprio la maggior parte del discorso effettuato a Roma si basa su un fattore economico, mentre, come abbiamo affermato nel precedente articolo, il punto di partenza per una serena discussione sulla scuola è un'eventuale soluzione dei

problemi che essa pone, deve essere ricercato solo ponendo avanti a tutto e soprattutto l'interesse dei nostri ragazzi. E ci si venga a dire che, già dalle premesse, stiamo cadendo nell'idealismo puntando a voler chiudere gli occhi, senza interesse di parte, sul modo pulito, a nostro avviso, di come sia stato trattato fino ad oggi il problema scolastico in Svizzera, sia da parte italiana che da parte svizzera.

Come si è fatto in passato, ci si limita alle due parti, a compiere un palleggio che vuol gettare su uno solo dei due pressati la totale responsabilità di una questione è evidente che si potrà continuare il gioco all'infinito, e ciò col solo aiuto di coloro che si attendono, da noi, di veder accettate le proprie responsabilità da chi di competenza.

Per trattare di tutto un po', ma solo a modo indicativo e non esaustivo della questione, suddividiamo in vari punti il nostro discorso. E coloro che sono un po' dentro della cosa siamo sicuri che non hanno negare l'evidenza delle nostre affermazioni.

1. Elementi essenziali

La scuola per i figli degli emigrati in Svizzera non può e non deve identificarsi con la scuola italiana. Se è vero, come è vero, che la scuola deve essere «vita» e non semplice apprendimento di nozioni, vive in un paese diverso dall'Italia, avere una scuola, sotto vari aspetti,

diversa da quella italiana. E con ciò vogliamo una volta per sempre definire l'inutilità di una scuola prettamente italiana in Svizzera. Certo, questo discorso sarà sordo per qualche palato: tuttavia come la situazione dell'emigrato è diversa da quella del cittadino in Italia, così la scuola per il figlio dell'emigrato deve essere diversa da quella del cittadino residente in patria.

2. La famosa questione dell'integrazione dei nostri ragazzi nella scuola (e nella società) svizzera non va vista, come si fa da parte italiana, con lo scaricare l'interesse e le responsabilità sugli insegnanti e sui dirigenti svizzeri, né, come si fa da parte svizzera, con il tollerare, anche se non volere positivamente, che i ragazzi italiani siano in perpetuo stato di inferiorità rispetto ai loro coetanei svizzeri. Se la parola «integrazione» si vuole intendere (e porre in pratica) nel senso giusto ci deve essere, dalle due parti, una messa in opera di iniziative valide e concrete onde i nostri ragazzi non si sentano «stranieri» nell'ambiente scolastico.

3. Le scuole di adattamento devono essere create per un numero, anche esiguo, di ragazzi italiani della stessa età, con gli stessi interessi e capacità: è evidente, quindi, che ci vogliono più insegnanti e insegnanti più qualificati. Se il ragazzo che frequenta tali scuole si trova già in difficoltà perché non è stato inserito in una scuola normale è evidente che va

seguito più da vicino, in un modo più «privato» e non immesso in quel carrozzone della scuola di adattamento così com'è strutturata attualmente: dove si trova più a mal partito che se fosse stato posto in una classe normale.

4. I corsi di lingua e cultura italiane devono essere inseriti negli orari settimanali comuni: ciò sempre per evitare che nella mente dei nostri ragazzi si affardellino nozioni le più disparate tra di loro e che perdano contatto con i loro compagni di classe che, mentre quelli frequentano i corsi, costoro proseguono regolarmente i loro programmi. E qui è l'autorità svizzera che deve aprire le orecchie alle richieste della commissione italiana. Il voler continuare l'attuale strada significa creare i «semplici operai» della manodopera del domani: cosa che può far comodo ai sostenitori delle frontiere chiuse, ma non a chi cura i veri interessi dei nostri ragazzi, i quali non solo in teoria, ma anche in pratica, dovrebbero poter giungere laddove giungono i loro compagni svizzeri.

5. Vista l'impossibilità della stragrande maggioranza dei genitori italiani nel seguire i loro figlioli nell'andamento scolastico, devono essere creati dei centri di assistenza pre, inter e post-scolastici dove essi possano ricevere aiuto serio nello svolgere i compiti assegnati, allargare le cognizioni apprese, essere assistiti per il tempo durante il quale i genitori sono al lavoro. Tali centri attualmente esistenti puzzano lontano un miglio di «rimediato» e non sono, certo, capaci di raggiungere gli scopi richiesti. Non ci si costringa a fare dei nomi di persone e di luoghi.

6. Il personale insegnante, sia nei corsi di lingua e cultura italiane, sia nei centri di assistenza scolastica, deve essere costituito da elementi «integrati» che sappiano offrire ai ragazzi loro affidati la bivalenza di lingua, cultura, usi e costumi sia della patria di origine, sia di quella ospitante. E se anche la consistenza della busta paga non può e non deve essere per nessun educatore lo scopo della sua missione è altrettanto doveroso, però, remunerare in modo equo chi si dedica ad un compito, per tanti versi, molto più difficile e impegnativo di quello svolto dai loro colleghi che sono in Italia.

Dobbiamo concludere anche se abbiamo coscienza di non aver affatto esaurito il nostro discorso. Tuttavia quanto abbiamo chiesto è il minimo che si possa pretendere per far sì che il problema scolastico dei nostri ragazzi sia avviato a soluzione. La cosa richiede un maggiore impegno da parte italiana, primo di «intelligenza» della situazione e, secondo, di sforzo economico. Da parte svizzera si deve una volta per sempre abbandonare la «provvisorietà» del fatto emigrazione e si deve dare a tutti i nostri ragazzi una reale possibilità di poter esternare le capacità e velleità fino ad ora mortificate da uno stato di cose del quale, certamente, non sono i responsabili.

Alf



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno dal Giornale L'Espresso

di San Gallo del: 6-9-72

Accordo d'emigrazione segreto

La fregnaccia di Schwarzenbach

Quel burlone di James Schwarzenbach l'ha sparata grossa. Il leader dei repubblicani svizzeri (da non confondere con i compagni di La Malfa, poiché questi sono nazionalisti e razzistelli) ha pubblicato una «balla» sul suo giornale, «Republikaner».

Sotto il titolo «Udito e inaudito da Bruxelles», il consigliere nazionale (deputato) che non vuole male agli italiani ma non vorrebbe vederseli d'attorno, ha scritto che a Bruxelles, la Svizzera e l'Italia hanno sottoscritto un accordo segreto sulla libera circolazione della manodopera. In base allo stesso, collaborando con la CEE, il governo di Berna s'impegna ad aprire le sue frontiere agli emigrati italiani, entro dieci anni, abolendo tutte le misure burocratiche che disciplinano la residenza e il lavoro degli stranieri.

Il negoziatore svizzero a Bruxelles, Paul Jolles, si è affrettato a smentire. E' intervenuto anche il consiglio federale (governo) definendo «pura invenzione» la notizia sensazionale di marca schwarzenbachiana.

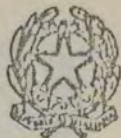
L'onorevole deputato, editore ed eminente giornalista si è così buscato del bugiardo.

A dire il vero, nel «Republikaner», parlando dell'accordo segreto, aveva riferito semplicemente delle voci di corridoio e non delle fonti ufficiali. Si era cioè limitato «a fare portineria».

Perché questa fregnaccia schwarzenbachiana? L'accordo fra la Svizzera e la CEE sarà sottoposto a votazione popolare, probabilmente in dicembre, e repubblicani e azione nazionale (il movimento ancora più dichiaratamente xenofobo) s'apprestano a sabotarlo. Mancando di argomenti razionali (la Svizzera non può isolarsi nell'Europa integrata), danno fiato alle sparate demagogiche, gridando «all'italiano» e presentando la patria venduta allo straniero.

Certo, un simile accordo avrebbe fatto piacere agli emigrati italiani, soddisfatti soltanto a metà dalla dichiarazione di principio riguardante la manodopera estera, stipulato a Bruxelles e annesso al protocollo dei negoziati fra la Svizzera e la comunità economica europea. Dichiarazione che riconosce il diritto della Svizzera di stabilizzare la manodopera estera e il diritto dell'Italia di pretendere migliori condizioni di vita e di lavoro per i nostri connazionali. Ma visto dall'ottica elvetica, l'accordo segreto avrebbe ritardato invece di accelerare la soluzione dei problemi degli immigrati.

E. Pi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Emigrazione Italiana di Lugano del: 5-9-72

Dopo la firma del "protocollo di Roma,,

Stupore e preoccupazione per il tipo di "stabilizzazione degli immigrati,, richiesto dall'Unione sindacale svizzera

A dire il vero stupisce un po' l'insistenza con la quale l'Unione Sindacale Svizzera (alla quale ci sentiamo per altri aspetti tanto vicini, e non certamente per motivi tattici), pone il problema della stabilizzazione della popolazione straniera presente in Svizzera. Secondo il parere dei dirigenti dell'USS il governo federale dovrebbe dare la precedenza assoluta alla stabilizzazione non solo del numero dei lavoratori stranieri, bensì anche di quello del numero di familiari di lavoratori. Il tema torna ora di attualità all'avvicinarsi della discussione parlamentare su trattati economici tra la Svizzera ed il Mercato Comune e quindi con la necessità di prendere posizione anche in vista della votazione popolare che su questi accordi dovrà aver luogo entro la fine dell'anno.

Eppure proprio i dirigenti dell'USS dovrebbero sapere che l'insistenza con la quale tornano con più o meno regolare scadenza a porre questa esigenza contribuisce a creare da un lato un certo senso di sfiducia e sospetto nei lavoratori immigrati stessi verso il sindacato, dall'altro ad alimentare la psicosi antistranieri che circola tra la popolazione svizzera ed in parte perfino tra certi strati della classe operaia svizzera.

Ripetere con insistenza martellare l'opinione pubblica con la richiesta di stabilizzazione vuol dire, lo si voglia o no, inculcare nella gente la sensazione che gli

stranieri sono indesiderati, che contribuiscono solo a rendere più difficile la soluzione dei problemi cui ci si trova di fronte in Svizzera, che, quindi, meno se ne ha in casa e meglio è.

Vuol dire quindi, forse inavvertitamente, rafforzare sotto sotto le correnti xenofobe, comunque indebolire la capacità politica e psicologica dell'opinione pubblica a resistere alla penetrazione dei sentimenti antistranieri.

Per non parlare poi della sensazione che questa insistenza provoca nei lavoratori emigrati. Se stabilizzare oggi la popolazione straniera vuol dire negare a quegli stagionali che ne hanno il diritto di passare alla categoria degli annuali; se, nella concreta situazione che ci sta di fronte, vuol dire impedire a decine di migliaia di emigrati il diritto di farsi raggiungere dai familiari — se "stabilizzare" vuol dire questo, allora la richiesta è del tutto ingiusta dal punto di vista umano come da quello giuridico e perfino sotto l'aspetto sindacale.

Che poi si pretenda una "stabilizzazione" del classico tipo "moglie ubriaca e botte piena" si è indotti a pensarla proprio da quanto scritto, in data 31 agosto, dal servizio-stampa dell'USS. Questa una frase che ci pare fin troppo eloquente: "Se il totale casi in sospenso di trasformazione dello statuto di stagionale in annuale stimato dai delegati italiani dovesse veramen-

te corrispondere alla realtà le nostre autorità perderebbero qualsiasi possibilità di manovra nei prossimi due anni" (la sottolineatura è nostra — n.d.r.).

Che ci siano dei problemi nella società svizzera, nessuno lo nega. La miseria nel campo degli alloggi è il primo, il più grave di questi problemi. Ma c'è anche quello scolastico, quello della stabilità economica, quello dei trasporti, della protezione dell'ambiente, quello delle pensioni e della prevenzione sociale e così via. Sono problemi, però, che si risolvono a seconda dei rapporti di forza presenti nella società. E le forze presenti oggi nella società svizzera, sono le associazioni padronali i sindacati i partiti politici, le associazioni operaie e quelle dei grandi potentati che difendono interessi privati.

Non può sfuggire a nessuno che gli immigrati, a seconda se sono organizzati o se hanno posizioni agnostiche, possono avere un peso importante o possono contare poco nello scontro sociale ed economico in atto.

Dovrebbero saperlo anche i dirigenti dell'USS quindi che per battere i fautori di certe soluzioni antipopolari, per imporre delle scelte progressiste, tutte le forze lavoratrici, compresi gli emigrati devono essere mobilitate.

E bisogna quindi lasciare da parte gli argomenti che dividono le forze lavoratrici, tanto più se questi argomenti sono tali da recare ingiustizia palese, solenne, ad una parte notevole di classe operaia.

A.L.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale Popolo di Roma del: 6-IX-42

I sindacati inglesi contro la legge antisciopero

Brighton, 5 settembre

Il potente sindacato inglese, il Tuc, ha dichiarato guerra aperta alla « legge anti-sciopero », ed ha sospeso 32 sindacati minori aderenti, che non si erano attenuti alla campagna scatenata a questo proposito.

In una tempestosa giornata di apertura della sua conferenza annuale, il Tuc ha inoltre fatto sapere che eserciterà pressioni per massicci aumenti salariali, nonostante i richiami governativi per combattere l'inflazione galoppante.

RASSEGNA

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

UFFICIO VII

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

UFFICIO VII

Scuola
media
morte

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI

DEL... 6 settembre 1972

Con il voto ufficialmente
le scuole italiane in Germa-
nia non sono. Soprattutto a
Stoccarda la disoccupazione
"Scuola media" ha diritto di
cittadinanza. Fino all'anno
scuola scorso, rilevando
la stessa città tedesca la
classi era, settima e ottava
d'incanto: era sovra-
mente ricche di studenti in
classi "prime, seconde e ter-
ze medie". Gli alunni che la
frequenzavano, dovevano
avere un voto di stato
davanti ad una Commissione
parita del Ministero degli
Affari Esteri e della Pubblica
Istruzione.

IN VISIONE... Cons. Valle...

La storia è stata scritta
nel mondo occidentale con
la lingua di quella che
chiamiamo la cultura di
quella che si porta in
occhio: quella del
frangimento del super stato
nazionale, ridotta alla
classi del Sette Colli con
arrivando un voto di 7.
L'esplicito dei Comitati
e d'ordine proficuo del
dott. Caruso, perché del
piccolo della scuola per
quindi ha poi che per que-
stione di propaganda politi-
ca bisogna difendere a tutti
i costi.

La scuola con l'idea
di scuola.

Da un lato, però, i
tedeschi non hanno
mai dimenticato l'ordine di
non i libri di testo agita-
ti italiani. Quando il
ministro dell'Interno, solamente
dopo un paio di mesi
hanno fatto il primo
voto degli alunni italiani in
la, Berlino, che gli alunni
tedeschi sono diventati del
15 per cento, nel primo
a titolo di numero di
Luisi. Ma non è tutto.

1) Chi ha scritto nelle clas-
si di insegnamento di storia,
settima e ottava, insegnanti
tedeschi (ma dove sono i
italiani)?

2) Se vi interrogassero gli
italiani, dicono che la
Jo di svolgere il programma
tedesco in lingua italiana?
E non il lingua italiana, di
diritto di frequentare la clas-
se corrispondente italiana?

Con questo, per gli uni
grati e i loro genitori per
la cultura italiana è im-
possibile, una volta di più,
dell'alto del sistema contro
l'opinione della commissione
per di scuola in terza media
del marzo 1972. La lingua

italiana ha il posto
nel. Sono le istituzioni a
scuola non si sa se l'ordine
del sistema di gestione e
politico. Ma non è tutto.
L'ordine di gestione di un
ufficio italiano, la maggior
parte dei organi affidati,
hanno fatto proprio quello
che avrebbero voluto fare
nel sistema, ma non è
tutto. Sono le istituzioni a
scuola non si sa se l'ordine
del sistema di gestione e
politico. Ma non è tutto.
L'ordine di gestione di un
ufficio italiano, la maggior
parte dei organi affidati,
hanno fatto proprio quello
che avrebbero voluto fare
nel sistema, ma non è
tutto.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

VI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Corriere d' Italia di Francoforte del: 7-9-72

Scuola media morte per asfissia

Com'è noto ufficialmente, la scuola italiana in Germania non esiste. Solamente a Stommeln la denominazione "Scuola media" ha diritto di cittadinanza. Fino all'anno scolastico scorso, esistevano in alcune città tedesche le classi sesta, settima e ottava d'inserimento. Era severamente vietato chiamare tali classi "prima, seconda e terza media". Gli alunni che la frequentavano, dovevano sostenere un esame di stato davanti ad una Commissione inviata dal Ministero degli Affari Esteri e della Pubblica Istruzione!

La storia è nota: siccome tali scuole semiufficiali rendevano quasi inutile Stommeln (e ingiustificata, quindi, la barca di quattrini che costa!), cosa ti partoriscono le cellule cerebrali dei funzionari dei sopra citati ministeri, residenti nella Città dei Sette Colli (ma nemmeno una testa!)? Ti spediscono una Commissione d'esame presieduta dal dott. Cantale; proprio dal preside della scuola (ma guarda un po') che per questione di propaganda politica bisognava difendere a tutti i costi.

La reclame c'est l'âme du... pouvoir!

Dopo il colpo, quasi mortale sferrato da quella commissione a quella scuola media di serie B, i becchini di Roma si stanno preoccupando di seppellirla definitivamente. Da quest'anno, secondo quanto ci è stato riferito, le classi sesta, settima e ottava d'inserimento non avranno in dotazione i libri di testo italiani, salvo un'antologia e una grammatica italiana per... stranieri!

Sappiamo che i libri di testo stanno ammuffendo nelle capaci cantine del Consolato di Francoforte, e, cosa ancora più grave, i Direttori tedeschi non hanno ancora ricevuto l'ordine di fornire i libri di testo agli alunni italiani. Quando riceveranno l'ordine, solamente dopo un paio di mesi quei benedetti libri saranno ricevuti dagli alunni italiani. Si sa, inoltre, che gli insegnanti tedeschi sono diminuiti del 13 per cento, ciò premesso, si chiede all'ispettore dott. Luigi Biancardi:

1) Chi insegnerà nelle classi di inserimento di sesta, settima e ottava: insegnanti tedeschi (ma dove sono?) o italiani?

2) Se vi insegneranno gli Italiani, saranno essi in grado di svolgere il programma tedesco in lingua tedesca?

3) La pagella tedesca, con il voto il lingua italiana, dà diritto di frequentare la classe corrispondente italiana?

Cosa continuo per gli emigranti e i loro problemi per le autorità italiane è dimostrato, una volta di più, dall'esito del ricorso contro l'operato della commissione per gli esami di terza media del giugno 1972. La lunga

estate fresca è passata ormai. Siamo in settembre e ancora non si sa se l'esito del ricorso sia negativo o positivo. Mentre il ricorso fa il suo iter burocratico, da un ufficio all'altro, la maggior parte dei ragazzi, sfiduciati, hanno fatto proprio quello che anonimi e solerti funzionari volevano: sono andati a lavorare! Come per i loro padri, i lavori più pesanti, più umili e più sporchi saranno per loro, in una nazione che non è la loro.

Un figlio di un emigrante non ha altre possibilità! Fino a quando, o emigrante, sopporterai pazientemente le persone moleste?



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

glio dal Giornale Corriere d' Italia di Firenze del: 7-9-72

RIUNIONE DEI DATORI DI LAVORO A COLONIA

TEMA DEI LAVORATORI STRANIERI IN GERMANIA

La insensibilità sociale

li industriali è incomprensibile che un uomo preferisca
cantina umida alle gabbie dorate degli alloggi collettivi
ma non si chiede perchè

COLONIA, settembre
ede della Confindustria
nella seconda settimana
si è tenuta una riunione
ria della Commissione
oratori stranieri dei da-
voro. Presiedeva Ulrich
von Gienanth e l'ordine
no contemplava alcune
ntali domande circa il

en... e l'impiego della
pera straniera. Il diret-
ministrazione dell'Uf-
derale del Lavoro, Karl
Hofjeweilen, ha svolto
zione sullo stato attuale
upazione di manodopera
a nella Repubblica Fede-
endo rilevare come que-
ia raggiunto già la note-

centuale del 10,6 per
i tutti i lavoratori dipen-

preoccupazione l'Ufficio
del Lavoro sta conside-
il regresso continuo nella
a di forze di lavoro quali-
Ciò sta a significare - ha
l'representante dell'Uffi-
Lavoro - che in futuro

anno essere reclutati la-
stranieri qualificati se-
rà la garanzia, da parte
ri di lavoro, che questi
specializzarsi in quei
che potranno essere di
ento ai Paesi di origine.
presentante del Ministero
voro, Herman Ernst, ha
o tre diversi Gruppi di
ori stranieri che premono
occupazione nella Re-
ca Federale di Germania.
tto i lavoratori di Paesi
EC, che approfittano della
circolazione. Al secondo
o sono i lavoratori dei Pae-
ciati al MEC, come ad es.
rchia. Da questi Paesi si

possono calcolare in circa un
milione e 200 mila le forze di
lavoro disponibili. Se avverrà,
come è stabilito, che dal 1 ge-
raio 1986 anche a questi Paesi
verrà esteso il diritto di libera
circolazione, la Germania si tro-
verà di fronte ad un nuovo, gra-
ve problema. Al terzo gruppo
infine, si possono classificare
quei lavoratori d'oltremare per i
quali tuttavia - secondo Her-
man Ernst - non sussisterebbe
alcuna possibilità di occupazio-
ne per ragioni di mancata prepa-
razione professionale.

La riunione è continuata con
discussioni circa l'alloggiamento
e l'assistenza dei lavoratori stra-
nieri. Si sono ricordate qui le
disposizioni ministeriali dell'a-
prile 1972 circa gli alloggiamenti
collettivi, che purtroppo non so-
no state eseguite ovunque. Su
questi ultimi argomenti si è di-
scusso vivacemente, soprattutto
perchè l'impressione dei datori
di lavoro è che la pubblica opi-
nione non riconosca quanto da
parte loro è stato fatto. La ge-
te, è stato detto, ha l'impressio-
ne che i datori di lavoro non
offrano niente in questo campo,
mentre secondo la maggior parte
dei partecipanti alla riunione di
Colonia, la maggior parte dei
lavoratori stranieri è alloggiata
in decorosi alloggi. Le situazioni
immorali sorgono per causa del
gran numero di presenze illegali,
in particolar modo di lavoratori
turchi, che si rifugiano come
possono. Questa è la convinzio-
ne degli industriali tedesche, che
hanno voluto altresì sottolineare
come l'alloggio e la sistemazione
dei lavoratori stranieri, a causa
dell'aumento dei costi della vita,

stanno diventando sempre più
cari. "Ad esempio - è stato
detto testualmente - i costi di
un alloggio collettivo non com-
prendono solamente quelli della
stanza, ma anche quelli per la
luce, per l'acqua, per la bianche-
ria, per le sale di soggiorno, per
gli assistenti sociali e per la puli-
zia". Con preoccupazione per-
tanto, i datori di lavoro consta-
tano che molti lavoratori stra-
nieri abbandonano gli alloggi
collettivi, nonostante l'alto livel-
lo dei costi ed il loro desiderio
di risparmiare, per andare a rifu-
giarsi in cantine ed in buchi,
spendendo persino di più. Contro
questa tendenza non ci sa-
rebbe niente da fare, hanno af-
fermato i partecipanti alla riu-
nione di Colonia, e sono le auto-
rità cittadine che devono preoc-
cuparsene.

Quello che ci meraviglia, al di
là delle affermazioni scontate
dai datori di lavoro, che ancora
una volta hanno manifestato
un'assoluta insensibilità nei con-
fronti dei problemi sociali, è che
a nessuno sia venuto in mente di
chiedersi il perchè di questa pre-
ferenza a vivere in buchi insalu-
bri e più cari, abbandonando le
gabbie dorate degli alloggi col-
lettivi. I datori di lavoro sono
degli abilissimi ricercatori di
mercato ed hanno inventato la
scienza del sondaggio d'opinio-
ne. Quando si tratta di imposta-
re un affare che implica investi-
mento di capitali, ogni punto
viene analizzato, viscerato e
ponderato senza lasciare nulla al
caso: si valutano anche le reazio-
ni dei compratori e le vie miglio-
ri per poterseli accappare.
Quando si tratta invece di lavo-
ratori stranieri ci si meraviglia
che non venga apprezzato da
parte loro l'alloggio collettivo,
dove persino "sale di ritrovo"
sono state costruite.

Non raramente ci è capitato di
ascoltare in Germania ragiona-
menti come questo: "in fondo,
noi paghiamo un buon salario
che non si sarebbero mai sognati
di guadagnare a casa loro: che
cosa vogliono di più?". E' il
ragionamento tipico (non solo
da parte dei datori di lavoro, ma
anche di molti colleghi tedeschi)
di chi valuta ogni cosa, anche gli
uomini, in termini di produzio-
ne e di profitto. Un ragiona-
mento antisociale ed anticristiano.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Corriere d'Italia di Firenze del: 7-9-72

OGNI SERA ALLE 19,30 TRASMISSIONE

ITALIANA SULLE ONDE MEDIE

La R.A.I. trasmette da Lussemburgo per i lavoratori italiani d'Europa

«Qui Italia» è il titolo del programma radiofonico che avrà una durata di 15 minuti - E' la prima volta che l'Italia interviene direttamente nell'informazione agli emigrati italiani - Reazione negativa (chissà perchè?!) da parte tedesca - Uno strano comunicato stampa del D.G.B. - Il governo tedesco stamperà un giornale per i lavoratori stranieri in 5 lingue

contatto con l'Italia, sera, alle 19,30, per gli in Europa. Dal 1.° settembre prenderà il via da Roma la trasmissione radiofonica dal

«Qui Italia» in grado di ingere attraverso le antenne di media di Radio Lussemburgo, centinaia di migliaia di transistor che da anni

italiani residenti all'estero no di sintonizzare con scar- sultati sui programmi della Si tratta di una iniziativa colarmente importante per upera gli ostacoli geografici i finora insormontabili an impedito la ricezione an parte dell'Europa dei ammi a onda media della prima della tarda serata. La sione, curata dalla Dire- Notiziari per l'estero della durerà un quarto d'ora nel del quale verrà offerto il o di una giornata italiana nazionali residenti all'este- dranno in onda notizie di a, di politica, di problemi onomia e del lavoro, di di cultura, di spettacolo, ende regionali. Una voce- passerà la parola, a secon- gli argomenti, a giornalisti zizzati, interpellare esperti, erà collegamenti con le ella RAI su fatti di attua- on speciale riguardo alle e che maggiormente ali- no il flusso d'informa-

contatto diretto tra gli italiani residenti in Europa ed i suoi parenti, oppure fra l'emigrato che porrà quesiti di interesse generale e le autorità (governative, regionali, locali) in grado di rispondergli. «Qui Italia» è il frutto di un accordo preso dalla RAI con Radio Lussemburgo su richiesta del Ministero degli Esteri che se ne è accollato anche l'onere finanziario. Il programma costituisce una vera e propria novità. Infatti attualmente vanno in onda in Europa per gli italiani, trasmissioni diffuse dalla BBC, dalla ORTF e dalle stazioni radio di Monaco e di Colonia; ma la brevità e la collocazione oraria (generalmente le prime ore del mattino, quando tutti lavorano) rendono poco agevole l'ascolto da parte dei lavoratori residenti all'estero. La scelta di Radio Lussemburgo è stata fatta soprattutto perchè offriva il vantaggio tecnico di diffondere la trasmissione in tutta Europa.

I contatti con Radio Lussemburgo erano iniziati già da anni, dall'allora Sottosegretario all'Emigrazione Coppo, ma per difficoltà tecniche non si era trovata una soluzione. L'intervento diretto della RAI nell'informazione ai lavoratori italiani emigrati in Europa rappresenta una novità ed ha provocato vivaci reazioni in Germania. Il nostro giornale ne aveva preannunciato

dicembre 1971) e non riusciamo a capire il tono di allarmata sorpresa, assunto da un dirigente della ARD nel corso di un'intervista radiofonica. «La Radio italiana - ha detto in sostanza quel dirigente - ha fatto tutto senza consultarci e senza prendere accordi con noi. Non ne sapevamo niente del tutto!» (potremmo consigliargli di leggerci un po' più attentamente). Ancor più singolare il tono d'allarme, condiviso anche dalla DGB (Sindacati tedeschi) che ha pubblicato il seguente comunicato stampa:

«Günter Stephan, membro del direttivo della Confederazione dei Sindacati tedeschi (DGB) ha espresso grosse preoccupazioni per l'intenzione dell'emittente radiofonica statale italiana RAI di trasmettere ogni giorno attraverso Radio Lussemburgo un proprio programma per gli italiani che lavorano nella Repubblica Federale. Stephan teme che, oltre alla sovrapposizione di orario con le esistenti trasmissioni per i lavoratori stranieri trasmesse nel canale UKW ci si debba aspettare anche difficoltà politiche. Queste difficoltà potrebbero sorgere se il governo greco vorrà a sua volta seguire la medesima strada. E' quanto lasciano prevedere talune informa-

zioni da Atene. Secondo Günter Stephan, gli Intendenti dovrebbero occuparsi di questo problema prima della prevista riunione dei Direttori dei programmi del 26 settembre, sul tema «Futuro dei programmi per i Gastarbeiter».

Queste prese di posizione da parte tedesca sono perlomeno curiose. E' vero che in Germania

si verifica una malaugurata sovrapposizione di orario nei dieci minuti finali delle quotidiane trasmissioni di Monaco e Colonia. Sulla questione abbiamo interpellato direttamente i responsabili della RAI a Roma, i quali ci hanno fatto presente che il programma «Qui Italia» è indirizzato agli italiani di tutta Europa e che Radio Lussemburgo non poteva mettere a disposizione uno spazio di tempo diverso. D'altra parte, l'inserimento di un programma della RAI nell'informazione ai lavoratori italiani all'estero, che non può certo essere considerata sufficiente, dovrebbe essere salutata con favore da tutti: anche dai responsabili delle Radio tedesche, che con un po' di buona volontà potrebbero spostare di dieci minuti l'inizio delle trasmissioni di Monaco e di Colonia (non accorciarle, come sembra che fosse già nei loro propositi indipendentemente dalla questione



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

glio dal

degli italiani in Germania: anche quello annunciato dal Ministero del Lavoro di Bonn, che s'accinge a pubblicare un giornale in sei lingue (turco, greco, italiano, spagnolo e portoghese) da distribuire gratis attraverso i comuni (la redazione italiana sembra che sia stata affidata a Maturi: l'esperto di Radio Colonia, recentemente nominato membro per la Germania del CCIE). L'intervento della RAI-Lussemburgo migliora dunque le informazioni e non riusciamo a capire i motivi di preoccupazione espressi da parte tedesca, a meno che non si abbia l'intenzione di acquistarne il monopolio, manipolando ad asum delphini, contro i principi democratici della libertà di stampa, sanciti dalla Costituzione tedesca.

D'altra parte, anche recentemente abbiamo assistito ad un rifacimento di tutti i programmi destinati ai lavoratori stranieri in favore di altri programmi. L'avvento della AUTOWELLE ha ridotto il tempo di molte di queste trasmissioni e ne ha spostate alcune (vedi la turca e la croata) ad orari impossibili: solamente la sorte ha impedito che quelle italiane facessero la medesima fine. E non si può valutare diversamente la progettata riunione dei direttori dei programmi della ARD sul tema "Futuro delle trasmissioni per i Gastarbeiter" di cui si è avuta notizia per caso in questa occasione, ma che evidentemente era già stata progettata da tempo, secondo il buon stile tedesco. Negli anni scorsi abbiamo assistito, sempre da spettatori e mai da protagonisti neppure in fase di consultazione, alla riduzione delle trasmissioni televisive e radiofoniche

per far posto ai nuovi gruppi stranieri, che nel frattempo erano stati reclutati: non si è aumentato il tempo a disposizione, ma si sono ridotti in proporzione i programmi nelle varie lingue! La motivazione è stata sempre la medesima: non possiamo concedere più tempo di quanto è oggi disponibile. Preso atto di questa giusta difficoltà, perchè lamentarsi se la RAI provvede diversamente?

Vorremmo non prendere in considerazione la motivazione politica espressa dal DGB. Detta in parole comprensibili, essa segue il filo del seguente assurdo ragionamento: l'Italia non deve informare direttamente gli italiani che vivono in Germania perchè altrimenti lo farà anche la Grecia per i greci ed a noi non piace il regime dei colonelli. Lo stesso ragionamento potrebbe essere fatto contro chiunque non sia simpatico ai tedeschi per qualsiasi ragione: è un ragionamento fascista rivolto contro i fascisti. Non regge. E' molto meglio invece che il DGB si batta per un miglioramento delle trasmissioni ai lavoratori stranieri da parte delle Radio tedesche, in modo che si vinca la concorrenza degli altri, se ci si vuole mantenere in regime di concorrenza. Se non altro, ne guadagneranno i lavoratori che potranno usufruire di informazioni migliori e più abbondanti, come è nel desiderio di tutti.

del:



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Lavoro delle Serre di Milano del: 7-9-1972

NDACATI DI FRONTE ALLE SCADENZE CONTRATTUALI

Coppo il «ministro dell'autunno» affronta con ottimismo la battaglia

Intervista con il titolare del dicastero del lavoro - «Oggi sono mutate le condizioni di fondo, le parti sembrano più attente» - Quali sono i vantaggi della nuova legge sulla cassa integrazione - Scoperta polemica con Donat Cattin

Roma, 6 settembre.
Donat Coppo, ministro del lavoro, senatore democristiano, si sente in prima linea. E ha il fermo proposito di battersi. Gli avversari, i nemici sono dovunque, i pericoli non mancano e occulti, nel suo partito e fuori, forse più nei democristiani che altrove. Nelle sue parole si avverte scopertamente la polemica contro Donat Cattin che fu negli anni passati il suo leader di corporazione. Ora Coppo milita nel gruppo, quasi un gruppetto, capeggiato da Fiorentino Sullo.

«Una trincea»

Questo ministero — dice — è una trincea avanzata, un avamposto. Qui si fa gran parte della politica governativa. Di abbiamo recentemente messo il provvedimento sulla cassa integrazione, ed avrà i suoi frutti politici, nonostante le denunce. Parla con calma, evidentemente si fredda con uno sforzo di volontà, per non esprimersi in termini di fuoco. E' amato. Donat Cattin cerca di smontare la legge e gli esalta; Vito Scalia, il Cisl, vuole svuotarla con la proposta di pool finanziario che sovraccarica le aziende in crisi. Coppo fa un gesto di fatica a sentir parlare di pool che forse è una assenza degli altri dirigenti sindacali. «Gli stanno facendo troppa pubblicità», osserva Coppo, con ironia, ma poi si pente

di essersi lasciato andare. Vuol rimanere al di sopra della mischia, come ministro del lavoro, e non può permettersi il lusso di dire apertamente quel che pensa. Anzi egli rimprovera ai suoi predecessori di non

aver preso le distanze dalle parti in lizza, non solo Donat Cattin ma pure Giacomo Brodolini.

Le puntate polemiche ci portano un po' fuori del seminato, nelle prime battute del nostro incontro con Coppo, in via Flavia, al ministero, in questo edificio che avrebbe bisogno di maggior cura. I corridoi sono polverosi, le poltrone delle sale d'attesa sono sfondate; i commessi si mostrano sgarbati con il pubblico; molestati dalle richieste di chi deve bussare a quelle porte. I ragazzi dei bar rumorosamente circolano con vassoi colmi di maritozzi e cappuccini.

Al secondo piano la situazione migliora: è il ballatoio del ministro. C'è più pulizia, perfino una moquette è stesa sul vecchio pavimento d'una saletta appartata. Si ingentiliscono i modi dei commessi, gli addetti alla segreteria particolare di sua eccellenza sono quasi premurosi. L'appuntamento è per le 12.30; arriviamo alle 12.15; siamo ricevuti alle 13.15. Il ministro si scusa e ci mostra un enorme cumulo di carte che ricopre la sua scrivania. Doveva prepararsi per l'incontro di giovedì fra governo e sindacati. Si affronteranno a palazzo Chigi i temi dell'occupazione, dei prezzi, dell'autunno.

L'autunno prossimo sarà rovente come quello del '69?

«Non credo — risponde Coppo — perché sono mutate le condizioni di fondo,

La posizione dei sindacati è davvero meno rigida?

«Chi può dirlo? La vertenza dei chimici si è disfatta già ingarbugliata. Tuttavia non dovremo avere un autunno caldissimo. Non si può pensare, certo, che un rinnovo contrattuale avvenga senza oneri e senza scelte di carattere normativo. Basta poi qualche elemento estraneo alla vicenda strettamente contrattuale perché il corso dei negoziati si alteri. Ad esempio: si saprà

resistere alla tentazione di usare la battaglia per il rinnovo dei contratti come arma di pressione contro il governo allo scopo di farlo cadere? Il recente documento votato dal convegno delle ACLI a Roccaraso è di per se stesso un segno preoccupante della tendenza alla strumentalizzazione. A rendere difficile la situazione ci sono anche elementi obiettivi: la lievitazione dei prezzi, non trascuriamola: e così non dimentichiamo le modificazioni rilevanti che si verificano a livello dell'occupazione».

Disoccupazione

Perché non parla più semplicemente di disoccupazione?

«E va bene. Usiamo questo termine di disoccupazione».

Dica licenziamenti, è un vocabolo ancor più preciso. «Licenziamenti, siamo d'accordo. Ma il fenomeno non ha assunto proporzioni rilevanti, sebbene sia pesante nelle zone in cui si è sviluppato».

E che cosa pensa dei licenziamenti alla Montedison?

«Non sono licenziamenti, ma sospensioni, del resto tutelate proprio dalle disposizioni della recente legge sulla cassa integrazione, la 464 dell'8 agosto scorso, così criticata da chi non ha voluto o saputo leggerla. Abbiamo varato un provvedimento che consente alle aziende di ristrutturarsi e di mettersi al passo con le conquiste tecnologiche».

Ma non è una ciambella di salvataggio, quando invece bisognerebbe imparare a nuotare? E poi su chi ricadono i costi? Sulle collettività, ci sembra.

«I costi gravano soprattutto sull'industria e anche sulla collettività. Ma sono sopportabili e di profondo valore sociale. La legge 464 sui trattamenti speciali di disoccupazione non è un provvedimento assistenziale. E' un vero e proprio strumento economico volto a

rendere possibile la ristrutturazione industriale e a favorire il superamento delle crisi aziendali. Il che equivale a salvaguardare il sistema produttivo e non a creare disoccupazione. Altro che licenza di uccidere».

Ricompare, come si vede, l'ombra di Donat Cattin, il quale usò appunto questa espressione per «denigrare» l'ormai famosa 464.

Fase di transito

Per il senatore Coppo i guai si annidano altrove. «E' il sistema economico italiano che non tira». Il ministro si dice pessimista, ma subito si corregge: «Sono pessimista sulle condizioni attuali del nostro paese, non sul suo futuro. Siamo in una pericolosa fase di passaggio; ci muoviamo da un sistema in cui dominavano le "élites" a un sistema in cui i poteri e le re-



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZ

NE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DE:

taglio dal Giornale

IRA DELL'UFFICIO VII

il

del:

li ai nuovi compiti, né la classe politica né quella degli imprenditori. L'interrogativo angoscioso è: quanto durerà questa fase di transito. Il quadro politico è pesante anche se ravviso qua e là segni di maggiore fiducia nella opinione pubblica ».

I compiti del ministero del lavoro, in mezzo a tante difficoltà, appaiono tuttavia incerti e alquanto contestati. Che cosa fa questo dicastero? Il mediatore o, più spesso, parte in causa? Coppo pensa a un progetto ambizioso e ne ha già messo al corrente il presidente del Consiglio Andreotti. Gli ha scritto una lettera un paio di giorni or sono per rivendicare il ruolo di « autorità salariale » unica.

In via Flavia si sentono i soli responsabili della politica del lavoro e, in quanto tali, vogliono che tutte le altre amministrazioni statali dove il personale pullula (partecipazioni, trasporti, poste, pubblica istruzione) facciano capo a loro. Inoltre essi chiedono di dirigere le consultazioni che si svolgono in seno al CIPE fra lavoro, bilancio, tesoro e industria. Coppo è attivo, valido, efficiente: il suo ministero può diventare, aspira a diventare, una forza trainante dell'attività di governo.

Antonio Spinoso

Risentimento per la mancata collaborazione di alcuni governi - Nelle maggiori città la gente per strada affronta chiunque sia arabo o gli assomigli - Probabilmente sono state registrate le telefonate internazionali dei terroristi dal villaggio

DAL NOSTRO CORISPONDENTE

Bonn, 6 settembre.
I terroristi palestinesi hanno parlato per telefono con misteriosi personaggi mentre telefonavano a bada nel villaggio olimpico, dopo averli legati e imbarcati, gli atleti israeliani. Il portavoce del governo federale, Conrad Ahlers, ha detto oggi durante un'affollatissima conferenza stampa, dopo una seduta straordinaria del consiglio dei ministri, che si è sempre trattato di conversazioni internazionali. I servizi di controspionaggio hanno potuto controllare queste telefonate e il ministero degli esteri ha compiuto qualche passo adeguato, ma senza alcun successo.

Ahlers non ha voluto rivelare con chi i terroristi avessero parlato e se le conversazioni fossero state registrate su nastro, con le largamente verosimili. Si può addirittura pensare — si è sostenuto nei circoli diplomatici di Bonn — che i guerriglieri abbiano parlato coi capi dell'organizzazione Settembre nero e che per conseguenza il governo federale saprà adesso con maggiore o minore esattezza molte cose interessanti sul conto di questa organizzazione di fedeli, che si scisse, a suo tempo, da El Fatah.

Parlando poi dei plessi (forse ufficiali), che non hanno avuto successo, Ahlers ha forse cercato di far capire che qualche governo arabo — quello egiziano, quello siriano o quello libanese — si sia rifiu-

A fare da parziale contrappeso hanno contribuito i giovani estremisti di sinistra, i quali a Brema e altrove hanno lanciato foglietti sui quali erano truccate le parole « Libertà per i palestinesi, abbasso Israele ». La polizia è dovuta accorrere in loro aiuto perché gli operai dei cantieri minacciavano di bastonarli di santa ragione.

Il clima generale è comunque spiccatamente antiarabo. I tedeschi non perdonano e non perdoneranno mai ai terroristi ed ai loro sostenitori, palesi e occulti, di avere cercato di far saltare l'Olimpiade, della quale erano e sono orgogliosi. Un gruppo di giovani si è raccolto stamane,

tato più o meno apertamente di collaborare con Bonn. Cercando in coro ed a gran voce le parole: « Fuori tutti gli arabi dalla Germania ».

Sia a Francoforte sia in molte altre città, come Bonn e Düsseldorf, stamane ragazzi e ragazze sono usciti anzitempo dalle scuole che sono state chiuse per tutto. In pubblico ha mostrato, in questa occasione, una sensibilità conflittuale, ha mostrato di tenere soprattutto, per esempio, i giudizi espressi dai giornali stranieri.

Ho parlato in proposito con decine di persone qui a Bonn: tutti mi hanno detto che ritenevano una grave sciagura per il paese il fatto che ancora una volta ebrei fossero stati uccisi in Germania, ma che pensavano che le critiche al governo federale non fossero

sequenze dell'attentato arabo contro le Olimpiadi e stata una parte del pubblico tedesco. Per ora non si può parlare che di episodi isolati e di scarso rilievo, ma i sintomi sono inequivocabili. In diverse città — come Francoforte, Amburgo, Stoccarda, Colonia e la stessa Monaco — gruppi di persone hanno molestato arabi o altri individui che arabi potevano sembrare: così, per esempio, di fronte al comando di polizia di Francoforte sono stati insultati con epiteti come « assassini » e simili individui che anziché arabi erano spagnoli ed erano rimasti segnati per l'attentato né più né meno dei

per esempio davanti al museo ebraico di Francoforte, scandendo in coro ed a gran voce le parole: « Fuori tutti gli arabi dalla Germania ».

Sia a Francoforte sia in molte altre città, come Bonn e Düsseldorf, stamane ragazzi e ragazze sono usciti anzitempo dalle scuole che sono state chiuse per tutto. In pubblico ha mostrato, in questa occasione, una sensibilità conflittuale, ha mostrato di tenere soprattutto, per esempio, i giudizi espressi dai giornali stranieri.

Ho parlato in proposito con decine di persone qui a Bonn: tutti mi hanno detto che ritenevano una grave sciagura per il paese il fatto che ancora una volta ebrei fossero stati uccisi in Germania, ma che pensavano che le critiche al governo federale non fossero

state tutte obietive e serene (la gente si è addolorata in particolare per certi apprezzamenti del New York Times e di Le Monde, riportati da tutti i giornali tedeschi).

C'è da dire però che forse i giudizi degli stranieri sulla l'opera del governo federale e della polizia bavarese non sono dispiaciuti del tutto all'opinione cristiana democratica e Straussiana, in quale forma è però rimasta silenziosa. Ci sono stati, tuttavia, gruppi di ragazzi che hanno marciato per le vie centrali di alcune città scandendo le parole « con Barzel cancellare tutto questo non sarebbe successo ».

Avvicine, in sostanza, che le critiche a Bonn vengono strumentalizzate ai fini della propaganda contro Willy Brandt ed il governo social-liberale.

V. B.

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giornale Corriere della Sera di Milano del: 7-9-72





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale Il Globo di Roma del: 7-9-1972

Reso noto il piano sociale varato dal Governo

Aumentano in Francia pensioni, salari e assegni

PARIGI, 6. — Rivalutazioni periodiche del salario minimo interprofessionale a ritmi superiori a quello delle escalation del costo della vita, sostanziali rivalutazioni delle pensioni minime, e aumenti degli assegni familiari. Questi gli aspetti più salienti dei provvedimenti sociali approvati dal Consiglio dei Ministri e resi noti questo pomeriggio dal Primo Ministro Messmer.

Per quanto riguarda i salari minimi, la loro rivalutazione periodica sarà superiore non solo all'aumento dei prezzi, ma anche alla evoluzione media delle retribuzioni.

Il programma, dovrà essere applicato a partire da ottobre, con la elevazione del salario minimo da 4,30 a 4,50 franchi l'ora. Il governo tende inoltre a stimolare il dialogo per settori, tra sindacati e imprenditori sulle questioni salariali.

Sensibili aumenti sono stati annunciati anche per le pensioni minime, che verranno portate da 3650 franchi l'anno (304 al mese)

a 4500 (375 al mese). Chaban Delmas in primavera aveva annunciato che a partire dal 1 ottobre si sarebbe già avuto un aumento a 3950 franchi.

Pur tenendo conto dell'aumento dei prezzi più rapido del previsto, si guadagnerebbe quindi un anno rispetto alle previsioni del VI Piano, in base al quale il livello di 4.600 franchi avrebbe dovuto essere raggiunto nel '74.

E' anche prevista l'estensione del reddito complementare a oltre 800 mila salariati che al momento ricevono solo i redditi previsti dal regime generale di sicurezza sociale.

La soppressione totale, a partire da questo autunno, delle zone salariali sembra ormai un fatto acquisito. Ne trarranno vantaggi oscillanti tra l'1 e il 4%, almeno tre famiglie su quattro. Inoltre è previsto un aumento degli assegni familiari propriamente detti che già dall'1 agosto erano stati elevati del 6%. Le organizzazioni sindacali chiedono un nuovo incremento del 4%

Tra gli altri provvedimenti figurano la riduzione da 65 a 55 anni dell'età alla quale le vedove possono beneficiare del diritto di reversibilità della pensione del congiunto scomparso e la modifica del calcolo delle pensioni della previdenza sociale, che si farà ormai sulla base dei dieci anni di versamenti più favorevoli anziché sulla base dell'ultimo decennio di contributi.

Il costo di tali misure, valutato a due miliardi e mezzo di franchi, sarà coperto parte dal bilancio dello Stato, parte da quello della previdenza sociale. Il governo si riserva però di maggiorare, previa approvazione del Parlamento, l'ammontare della tassa di circolazione degli autoveicoli, il cui aumento — ancora da definirsi — sarà applicato non già nel prossimo novembre (a tre mesi dalle elezioni amministrative), ma nel novembre 1973.

Il piano di riforme prevede anche una serie di facilitazioni per l'accessione dei lavoratori

all'«azionariato» in seno alle aziende e la loro partecipazione alle decisioni relative alle condizioni di lavoro, la modifica della legislazione attuale sui licenziamenti e di quella sulle società a capitale variabile e le cooperative di manodopera al fine di rendere meno preponderanti i diritti del capitale. Messmer ha d'altra parte annunciato la creazione di una agenzia nazionale per «l'economia di partecipazione» e di un gruppo di studi «ad hoc» incaricati, sotto la presidenza del segretario di Stato agli Affari sociali, di proporre al governo provvedimenti a breve e lungo termine destinati a migliorare le condizioni di lavoro dei salariati. Il governo si riserva infine di sottoporre alla Camera, durante la prossima sessione parlamentare, un disegno di legge sulla parità dei salari maschili e femminili nonché un disegno di legge mirante a reprimere i traffici di manodopera immigrata.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Aglio dal Giornale Il Popolo di Roma del: 7-9-1972

LA COMMEMORAZIONE NELLO STADIO OLIMPICO

Amaggio alle vittime

discorsi del Capo dello Stato federale Heinemann, di Brundage e capo della rappresentativa israeliana - Appelli a superare odio - Badini Confalonieri ed Elkan presenti per l'Italia

DALL'INVIATO

Monaco, 6 settembre. Lancio un appello a tutti i del mondo: aiutateci a lare l'odio», ha detto og presidente della Germania ale, Heinemann durante la memorazione delle sedici ne della strage avvenuta te- notte all'aeroporto militare Furstenfeldbruck. «Undici ni fa — ha aggiunto Heine- — in questo stesso stadio guava i Giochi di Mona- uevano essere giochi ser- ed avevano trovato una grandiosa nel mondo inta- Due giorni fa, è accaduto un ile assassinio e il terro- e la stupefazione hanno il sopravvento. Il nostro lito: di salvare gli ostaggi danti alle vittime di que- tentato che ci ha colpiti Era possibile evitare que- morti? Nessuno saprebbe questo momento dare una ri- definitiva». «Gli avveni- — ha concluso il Presi- — ci ispirano questa idea: esiste una separazione tra e Sud, fra Est e Ovest, esiste una profonda diviso- a la solidarietà di tutti gli e i piccoli gruppi che no in pericolo la pace e lumità del mondo. La vita deve essere preda del ter-

ito dopo Brundage ha di to che, grazie anche alla di collaborazione mani- a da Israele pur in questo momento, «i Giochi o continuare», annuncian- e le Olimpiadi riprenderan- polatamente e dureranno in el giorni: tutto il pro- na delle gare verrà intat- tato di ventiquattr'ore. In e, dopo un invito di izatore dei giochi, a tra- questa tragedia un an- mento contro la violenza. o della missione israeliana, aveva detto che gli ai del suo paese chiedeva-

no la non interruzione dei Gio- chi; dall'ambasciatore di Israele era partito, invece, un violento

Giancarlo SUMMONTE

attacco alla politica dell'assassi- nio. L'ambasciatore è stato colto da malore ed è stato trasportato, privo di sensi, fuori dello stadio.

Il ministro Badini Confalonieri e il sottosegretario di Stato Elkan, presenti ufficialmente alla cerimo- nia a nome del governo italiano, hanno rilasciato la seguente di- chiarazione: «L'ideale olimpico è di pace ed i solidarietà umana. Il gesto criminoso dei terroristi, nel momento culminante della grandiosa manifestazione della ventesima Olimpiade, ha vulnera- to lo spirito dei Giochi stessi ed ha destato commozione e indigna- zione nella coscienza di ogni uo- mo civile. A questa commozione e indignazione si unisce la speran- za che questo doloroso sacrificio di giovani vite israeliane spezzi la catena della violenza e del terro- rismo e che il mondo si avvii ver- so quella pacifica convivenza che dovrebbe essere nei volti di tutti. Siamo certi — conclude la dichia- razione — che questi sentimenti sono condivisi da tutto il popolo italiano».

Con lo sgomento ancora sui volti, atleti, tecnici, dirigenti, cit- tadinj hanno seguito la cerimonia in mesto raccoglimento. Gli atleti erano arrivati alla spicciolata, confusi tra la gente. Alcuni, come gli italiani, vestivano le divise della loro delegazione, altri le tu- te di gara. Molti avevano raggiun- to lo stadio a piedi, direttamente dal Villaggio olimpico. Nello sta- dio le bandiere a mezz'asta, dei paesi partecipanti (comprese quel- le dei paesi arabi) ai Giochi e quella Olimpica dai cinque cer- chi, ardeva come sempre la fiac- cola d'Olimpia.

La cerimonia (era assente la rappresentativa araba, oltre al- l'Egitto, alla Siria e al Libano, che però non hanno lasciato il Vil- laggio), cui erano presenti le mas- sime autorità tedesche, fra cui Brandt, e numerose delegazioni di

governi esteri, a avuto, malgrado la mestizia che regnava nel gran- de stadio olimpico, momenti di autentica solennità. Presi alla sprovvista e superati dagli avve- nimenti, i tedeschi hanno saputo organizzare esemplarmente anche questo raduno del tutto imprevi-

sto: alle beethoveniane note del- l'«Adagio» della Terza sinfonia (appunto, la marcia funebre del- l'Eroica), l'orchestra della Mün- chen Philharmonikern ha fatto poi seguire quelle dell'«ouverture» dell'Egmont, dove la morte del mitico personaggio viene sublima-

ta in un incalzante crescendo. La successione di queste due eseci- zioni, la prima profondamente tri- ste e la seconda pervasa di un anelito a tratti incontenibet, ri- flettono la volontà di ripresa adombrata dalle parole di Daume.

Stasera si è appreso che tre- dici atleti norvegesi hanno an- nunciato che si ritireranno dai Giochi. Essi rappresentano qua- si un quarto della rappresentan- za sportiva norvegese a Monaco.

In una dichiarazione consegna- ta a giornalisti norvegesi essi hanno affermato di non poter accettare la continuazione dei Giochi olimpici «quando undici dei nostri colleghi nello sport sono stati assassinati».

I tredici atleti norvegesi, di cui dieci appartenenti alla squadra di palla a mano, hanno detto di dis- sociarsi dal punto di vista aspres- so dal capo-delegazione della Nor- vegia, secondo i quali «piccoli gruppi di terroristi non debbono essere in grado di sconvolgere grandi avvenimenti».

La dichiarazione era stata fir- mata in un primo momento anche dai lottatori norvegesi, ma i loro nomi sono stati successivamente depennati.

A sua volta, il presidente delle Filippine Ferdinand Marcos ha ri- chiamato in patria i 77 membri della delegazione filippina, allo scopo di esprimere il proprio ri- sentimento per i fatti di Monaco. Condannando il bagno di sangue di Monaco, il presidente ha de- to: «Come membri della famiglia umana ci sentiamo oltraggiati da questa violenza e da questa insen- sata morte a Monaco. Questa vio- lenza ha inflitto un colpo alla ri- cerca di unità e di fratellanza alla quale tutte le nazioni sportive che partecipano alle Olimpiadi hanno ispirato gli ideali della loro gio- ventù».

Anche gli atleti uruguayani si sono ritirati.

Giancarlo SUMMONTE



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Tratto dal Giornale Il Tempo di: Roma del: 7-9-72

Arrestati quattro italiani per una rapina ad Amsterdam

Uno dei banditi potrebbe essere il sospetto autore della sanguinosa rapina alla banca di Piazza Vittorio a Roma

Amsterdam, 6 settembre

Quattro italiani hanno compiuto oggi una rapina in banca ma sono stati catturati col bottino dopo un pauroso inseguimento in macchina per le vie della città e un conflitto a fuoco con la polizia.

Poco dopo mezzogiorno una Fiat nera si era fermata davanti alla succursale di una Banca Commerciale e quattro uomini armati, in parte mascherati, si erano precipitati alla cassa chiedendo la consegna dei contanti. Era stata data loro una somma relativamente modesta — ha reso noto la polizia — di cir-

ca 100.000 fiorini. Nell'uscire precipitosamente dalla banca i rapinatori si erano imbattuti in agenti di polizia che avevano saputo che era stato organizzato il colpo. Tuttavia i quattro erano riusciti a raggiungere la macchina, che risulta rubata, e a darsi alla fuga.

Durante l'inseguimento da parte di varie auto della polizia c'era stato un intenso scambio di revolverate. Finalmente la piccola Fiat era stata bloccata. Dopo qualche altro minuto di conflitto a fuoco i quattro venivano immobilizzati. Due erano feriti in modo non grave.

Uno degli arrestati è stato identificato come tale Francesco De Cecilia, sospettato a suo tempo di aver partecipato alla rapina in una banca di Piazza Vittorio, a Roma, nel corso della quale venne assassinato il sottufficiale di polizia Cardilli. Era evaso nel gennaio scorso dal carcere romano di Rebibbia dove scontava una pena per rapina.

Anche altre cinque italiani, fra cui due donne, sono stati arrestati in relazione alla fallita rapina in banca.

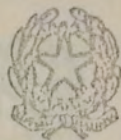
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI
DEL...7/9/1972.....

IN VISIONE. AL CONSIGLIERE VALLE



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale

L'Unità

di: *Roma*

del: *8-9-52*

« Gemellaggio », tra le
organizzazioni del PCI

Impegno di lotta comune tra gli emigrati di Liegi e Colonia

Un proficuo scambio di esperienze e di valutazioni è in atto tra i comunisti italiani emigrati a Liegi (Belgio) e a Colonia (RFT). In un incontro, svoltosi recentemente tra i rappresentanti delle nostre organizzazioni in queste città, sono stati presi in esame i gravi problemi che rendono ancora più travagliato il già doloroso dramma dell'emigrazione, e si sono riscontrate identità di opinioni e programmi. Ciò considerato, e positivamente giudicata la validità politica di sviluppare e cementare i fraterni rapporti instaurati, è stata avanzata la proposta di un gemellaggio tra le due organizzazioni. Esso vedrà concretamente impegnate le due organizzazioni in periodici incontri tra i dirigenti e gli iscritti nel quadro anche di una attività che saldi i vincoli di fratellanza tra l'emigrazione italiana in Belgio ed in Germania.

Le due organizzazioni, inoltre, avanzeranno nell'immediato futuro, analoga proposta di lavoro unitario con la collettività italiana nel Lussemburgo, per formare così un ideale triangolo entro i cui confini svolgere una coordinata attività, i cui risultati saranno validi nella stessa misura in cui i vari gruppi dirigenti uniti sapranno esaltare le proprie capacità organizzatrici.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno dal Giornale

L'Unità

di: *Roma*

del: *8-9-72*

Ci scrivono da

SVIZZERA

« Condanniamo il centro-destra per la beffa contro i pensionati »

Cara Unità,

ti facciamo pervenire copia di un documento approvato nel corso di una assemblea di lavoratori italiani svoltasi al « Volkhaus » di Solothurn, indetta dalla Colonia libera italiana e dal Gruppo italiano del sindacato FIEL. Esso è stato inviato a tutti i gruppi parlamentari — fascisti esclusi — e riteniamo possa essere pubblicato. Ecco:

« E' stata approvata la nuova legge sulle pensioni, dopo un'aspra battaglia parlamentare condotta dalle forze di sinistra per inserirvi emendamenti migliorativi. Le sinistre con votazioni al Senato erano riuscite ad ottenere l'abbassamento dell'età pensionabile dei lavoratori autonomi da 65 a 60 per gli uomini e da 60 a 55 anni per le donne; l'elevamento dei minimi di tutte le pensioni dei lavoratori dipendenti e dei lavoratori autonomi a 35 mila lire a partire dal primo gennaio 1973; l'aggancia-

mento dei minimi di pensione alla dinamica salariale a partire dal primo gennaio 1973, agganciamento commisurato a un terzo del salario dei lavoratori dell'industria.

« Il governo Andreotti-Malagodi ha risposto che non può assumersi l'onere di queste spese, quindi ha chiesto alla Camera di respingere gli emendamenti già votati al Senato. Ma mentre il governo nega una pensione minima di 35 mila lire, perché dice che non ci sono fondi, esso aumenta gli stipendi favolosi e la pensione agli alti burocrati dello Stato. Questa è una vergogna, questa è una beffa contro milioni di pensionati e noi come lavoratori emigrati, parte integrante della classe operaia italiana, ne siamo indignati.

« I partiti del governo di centro-destra comportandosi in tal modo hanno dimostrato ancora una volta di essere dei partiti elettoralistici, che agiscono solo in difesa della borghesia e del grande capitale finanziario. Un nostro plauso e ringraziamento va ai partiti della sinistra italiana che con coraggio e tenacia hanno portato avanti questa battaglia (certamente non finita) perché i nostri pensionati abbiano una vita serena e civile ».

LETTERA FIRMATA
(Solothurn - Svizzera)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1 e II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Espresso dal Giornale L'Unità di Roma del: 8-8-72

In programma numerose feste de «l'Unità»

Mentre prosegue con successo l'attività per la sottoscrizione per la stampa comunista, le nostre organizzazioni all'estero annunciano sempre nuove iniziative per le Feste de l'Unità. Domani, sabato 9 settembre, inizia a Colonia-Sud la prima festa che si protrarrà anche per tutta la giornata di domenica con giochi, incontri sui problemi dei lavoratori italiani, diffusione de l'Unità e comizio. I compagni di questa località hanno già raggiunto e superato gli obiettivi che si sono posti per la sottoscrizione e portano avanti con successo anche l'azione di proselitismo. Intenso prosegue intanto il lavoro dei compagni di Colonia-Nord per la preparazione della loro festa. Alcune feste sono in programma in altre città del bacino della Ruhr dove i lavoratori italiani si contano a decine di migliaia.

Ricchi di iniziative politiche e ricreative sono pure i programmi approntati dai compagni della Federazione di Zurigo e di quella di Bruxelles. Dal Lussemburgo, dove la sottoscrizione ha già toccato l'80% dell'obiettivo, i compagni ci annunciano un'intensa attività per preparare le feste in collegamento con l'azione politica che hanno condotto e conducono per il miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro dei nostri connazionali emigrati nel Granducato.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale *L'Unità*

di: *Roure*

del: *8-9-1972*

Necessario uno «statuto» che tuteli gli stranieri

La ferma reazione all'espulsione di un emigrato

Qualche tempo fa un lavoratore marocchino, immigrato in Belgio da quasi dieci anni e che aveva lavorato da allora sempre nella medesima fabbrica, è stato condannato dal tribunale belga per aver importato 40 grammi di tabacco marocchino. Il tribunale, pur applicando la legge sulle droghe, ha però tenuto conto degli ottimi precedenti del lavoratore, della sua situazione familiare (sposato con tre figli in Belgio) e gli ha accordato il beneficio della condizionale. Tutto sembrava essere tornato nella normalità quando il ministro della Giustizia, mostrandosi ben più severo dei tribunali, ha emesso un decreto di espulsione nei confronti di questo lavoratore. Immediatamente si è costituito un Comitato di difesa per esprimere l'emozione dell'opinione pubblica, con l'appoggio della Lega belga dei diritti dell'uomo.

Effettivamente urta vedere il potere esecutivo prendere dei provvedimenti sproporzionati con i fatti che il tribunale ha già punito, tanto più che questi provvedimenti, nella situazione attuale, non possono essere oggetto di nessun ricorso. Ecco dunque un lavoratore scacciato dal Belgio, con tutte le conseguenze che ciò implica per i suoi familiari.

Il Comitato di difesa fa rilevare che «i fatti invocati possono apparire come un pretesto che il potere esecutivo utilizza per scacciare dal Paese, quando vi sia timore di recessione, un lavoratore straniero che vi è stato chiamato in periodo di alta congiuntura». Vi è di più: nella fabbrica dove egli lavorava, i suoi compagni di lavoro hanno preso l'iniziativa di uno sciopero di solidarietà e di protesta di due giorni e il padrone, fatto abbastanza eccezionale, ha persino indirizzato ai suoi clienti una lettera che spiegava le ragioni del movimento di solidarietà.

Egli, in particolare, ha scritto: «Di questo passo si può trovare giusto che si facciano venire dei lavoratori stranieri quando se ne ha bisogno, e che ce se ne sbarazzi alla prima occasione senza neppure offrire loro la possibilità di difendersi».

Prossimamente il Parlamento, alla ripresa dei suoi lavori in ottobre, dovrà esaminare un progetto di statuto per gli stranieri, che deve precisamente stabilire delle procedure di ricorso e offrire delle garanzie contro gli arbitri della polizia degli stranieri e del potere esecutivo. Perché infatti questo zelo sospetto? Forse per utilizzare, finché si può, un potere che oggi viene messo in discussione e che potrebbe prossimamente venire limitato da parte del Parlamento?

Si vede dunque, partendo dal caso individuale di questo lavoratore marocchino, che vengono sollevate delle questioni di fondo davanti all'opinione pubblica, la quale si è mostrata assai sensibile ad esse. Ma per il momento il ministro della Giustizia tace e la misura adottata non è stata affatto ritirata. E' tempo di dotare gli stranieri di uno statuto che li ponga al riparo degli arbitri e che garantisca i loro diritti.

JACQUES MOINS

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI

DEL..8/9/1972.....

IN VISIONE.....CONS. VALLE.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale L'Unità di Roma del: 8-9-72

Come Andreotti colpisce gli italiani all'estero

Il governo schierato contro gli emigrati

Bocciata la legge che il Consiglio regionale umbro aveva approvato per andare incontro alle esigenze dei lavoratori costretti all'emigrazione

Il governo Andreotti-Malagodi ha appena pochi mesi di vita eppure già ha offerto più di un'occasione per dimostrare come la sua linea e i suoi metodi siano comunque diretti a trascurare e a disconoscere i problemi di quei milioni di lavoratori italiani che la politica della DC ha costretto a emigrare per cercare un posto di lavoro. Oggi, dopo l'assenza di ogni qualsiasi passo governativo in difesa degli interessi degli operai italiani licenziati dalla Volkswagen di Wolfsburg, o dei nostri connazionali cui le autorità elvetiche non vogliono riconoscere i diritti acquistati in base all'ultimo accordo concluso tra l'Italia e il governo di Berna, abbiamo un'ulteriore — e riteniamo più grave — conferma che le lacune riscontrabili nella dichiarazione programmatica di Andreotti a proposito dei problemi e della situazione dei lavoratori italiani emigrati all'estero, non sono dovute al caso, o come cerca di fare qualche giornale che si rivolge agli emigrati, ad una dimenticanza. No, siamo di fronte ad una precisa scelta di fondo.

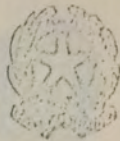
La prova ci viene infatti dalla grave — e riteniamo anticostituzionale — decisione con cui il Consiglio dei ministri ha bocciato e rinviato la legge per le provvidenze agli emigrati approvata dal Consiglio regionale dell'Umbria. L'Umbria, regione rossa, è forse stata la prima regione a statuto ordinario a promul-

gare una legge regionale per l'istituzione della Consulta degli emigrati e del Fondo di solidarietà. Gli articoli 117 e 118 della Costituzione parlano chiaro circa le competenze delle Regioni in materia di assistenza e di istruzione professionale, oltre che di turismo e di agricoltura. Ebbene, l'iniziativa, che ha non pochi risvolti di carattere umano e solidaristico (basti pensare al contributo per riportare in patria le salme dei lavoratori che dovessero morire all'estero) si richiama appunto a questi presupposti costituzionali, oltre, evidentemente, al fatto che mai un governo diretto dalla DC ha preso consistenti e valide provvidenze per i 150.000 lavoratori umbri costretti ad emigrare.

La gravità della decisione governativa deve essere rilevata anche perché essa è ovviamente diretta contro le analoghe proposte di legge regionali che grazie alle iniziative delle forze democratiche, e in primo luogo dei comunisti, sono all'esame dei Consigli di numerose Regioni. Qualunque possa essere l'armonizzare dei Fondi di solidarietà regionali o la rappresentatività delle Consulte regionali, la cui costituzione è appunto prevista da queste

proposte di legge, è pur vero che l'iniziativa tiene comunque conto di un dato inconfutabile: la necessità — in questo momento di licenziamenti e di grossi problemi per le famiglie separate dall'esodo forzato — di fare qualcosa per attenuare questo mare di difficoltà in cui si dibattono gli emigrati.

Ma il governo Andreotti-Malagodi non ne vuol sapere. L'ottusità con cui viene respinta la decisione del Consiglio regionale umbro molto probabilmente è da ricondurre non soltanto all'insensibilità con cui si guarda al problema dell'emigrazione, ma anche e soprattutto ad una volontà conservatrice la quale non ammette che le Regioni possano prendere iniziative proprie, anche se in contrasto con la linea del governo. Per gli esponenti dell'attuale coalizione di centro-destra ciò che conta è di riuscire a imporre l'orientamento governativo. Per cui, in spregio alla Costituzione, come ha detto il democristiano Sullo, ministro alle Regioni, queste non sarebbero delle istanze autonome del nostro ordinamento statuale, ma subordinate al governo. Anzi, sarebbero dei semplici «raggi» e come tali dovrebbero necessariamente ruotare attorno al loro asse che, secondo Sullo, sarebbe appunto il governo Andreotti-Malagodi. (d. p.)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Utaglio dal Giornale

Roma

di:

Napoli

del:

8. IX. 72

UN SOLENNE RITO FUNEBRE

Domani a Salerno le spoglie di soldati caduti in Libia

SALERNO, 8

Domani mattina, lunedì, alle ore 9, giungeranno nella nostra città i resti mortali di eroici caduti italiani provenienti dalla Libia dove le loro salme riposavano in un cimitero di guerra fino all'ultimo provvedimento del colonnello Gheddafi.

Alcuni di essi combatterono coprendosi di gloria a Giarrabub, e, dopo oltre un trentennio, verranno restituiti alle famiglie in cui è ancora vivo il dolore ed il rimpianto. Le urne contenenti, come detto, le spoglie mortali del tenente Leonardo Guerriero,

medaglia d'argento al valor militare, del sottotenente Giovanni Calaresu, del sergente maggiore Alfredo Buongiorno, del caporale Cosimo Mazzeo, dell'artigliere Luigi Ciarletta, e del fante Alfonso Scafuro, giungeranno nella chiesa della SS. Annunziata dove alla presenza delle maggiori autorità cittadine verrà celebrato dall'arcivescovo primate, monsignor Pollio, un solenne rito funebre. Quindi sarà composto un corteo che si scioglierà a piazza Cavour dove i feretri raggiungeranno la necropoli di Brignano per essere inumati nel Sacrario dei Caduti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Giornale

Il Corriere

di

Melbourne

del:

8-9-1972

E' abbastanza frequente, da un certo tempo in qua, la pubblicazione di opere che, patrocinata da vari Enti (Banche, Ministeri, Istituti), essendo fuori commercio, e riservate a cerchie ristrette, subiscono l'ingrato destino di restare perfettamente ignote a una grande massa di possibili lettori. Ed è veramente un peccato, giacché, per l'indubbio interesse del loro contenuto e per il serio impegno richiesto dalla loro cura, ben meriterebbero di conseguire una circolazione diffusa.

Mi domando quanti avranno occasione di conoscerla sotto l'occhio di prezzo di un documentario quale quello recante il titolo *Assezioni italiane nel mondo* sulla prefazione di Aldo Moro edito in questi giorni dal ministero degli Affari Esteri (Direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali).

Eppure, solo consultando quest'opera si sarà in grado di conoscere la densità, la ricchezza, la caratteristica dei più importanti sodalizi sorti fra italiani residenti nei vari continenti. Siamo in presenza di un copioso, pittoresco, quanto campionario di realtà, di comitati, di circoli, a testimoniare lo spirito di espansione e di associazione degli italiani lontani dalla loro patria. Un totale di 3.649 sodalizi, forti di 50.000 soci, si addensano in

12

Scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

Scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

Scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

Scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia

scaglionati in tutti i continenti, con i gruppi dei nostri connazionali immigrati, i nomi, i costumi, le tradizioni d'Italia



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale _____

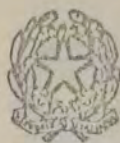
pezzi d'Italia. Altrettanti vessilli dei vari Comuni italiani sventolano nei cinque continenti. E (a costo di scivolar nella maledetta retorica) altrettanti cuori che battono all'unisono con quello della Madre Patria.

di: _____

del: _____

Purtroppo, di quei tantissimi connazionali lontani sappiamo poco, pochissimo, quasi nulla. Non sappiamo se cavalchino la tigre, o neppure il somarello. Non sappiamo quali attività svolgano. (Come ci piacerebbe, avere un'idea, anche approssimativa, delle mansioni esercitate laggiù!). Non sappiamo quale compromesso sia avvenuto, avvenga, tra il loro vecchio dialetto, il vocabolario italiano e il linguaggio del paese d'immigrazione.

Ma sappiamo (ce lo attesta l'opera cui ci riferiamo) che, pur essendosi inseriti nei remoti luoghi ove la sorte li ha scagliati, non hanno punto rinnegato la loro terra di origine. Anzi, direi che questa terra l'hanno, quasi di prepotenza, ficcata dovunque si siano portati. E questo conta moltissimo. E' come se avessero tessuto una magica rete ideale fra questa vecchia, insopprimibile Italia, che non è stata capace di trattenerseli, e il paese d'acquisto che non sarà mai capace di segare le loro vere radici.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Articolo dal Giornale Segno Heb-Americaini di: New York del: 8-9-1972

Massachusetts — a cura di VINZO COMITO —

"Paladino degli emigranti"

Accoglienze entusiaste

Boston all'on. Verga

ON, - Proveniente da Washington, dove è stato accolto entusiasticamente dalla nostra comunità della capitale e da quelli vicini stati del Maryland e Delaware, sotto gli auspici della Grande Loggia Orfiori d'Italia il deputato cristiano della circoscrizione di Milano, Onorevole av. Franco Verga, ha voluto rendere la sua visita alla comunità di Boston che ha accolto non meno felicemente.

Washington l'On. Verga si è recato per le ragioni che - secondo dalle sue funzioni - di deputato al Parlamento italiano - lo tengono maggiormente occupato, e quelle di assistenza agli emigrati ed agli emigranti. Qui a Milano ha fondato il Centro Orientamento Emigrati che già da parecchi anni svolge una encomiabile attività di assistenza e di orientamento alle valanghe di immigrati interni che dal Sud hanno invaso le regioni del Nord, particolarmente il famoso polo industriale.

Questa attività pro-emigranti italiani dentro e fuori d'Italia, doveva suscitare interesse al provvedimento di emigrazione degli Stati Uniti d'America. Infatti vi sono molti in favore di vari paesi che non sono state utilizzate per cui una proposta è stata a suo tempo presentata alla camera dei rappresentanti dal Congressman Rodino affinché le quote di quelle nazionalità che - quella italiana - fossero a non lasciarle cadere.

A Washington l'On. Verga è stato anche ospite di Sua Ecc. John A. Volpe, Segretario ai Trasporti nel Gabinetto Nixon, e della signora Jennie, che a loro volta erano stati dall'On. Verga accolti con feste addirittura trionfali in loro precedenti visite a Milano.

Segnalata dal Ministero degli Esteri alla nostra Ambasciata a Washington e da questa al Consolato Generale d'Italia a Boston, la venuta dell'On. Verga nel Massachusetts ha avuto l'accoglienza degna della spiccata personalità del parlamentare italiano, anche perché ragione principale della sua visita a Boston era quella di rendere omaggio alla grande figura di Don Luigi Orione sul luogo dove sorgono opere davvero stupende che son dedicate al nome di questo grande missionario di cui quest'anno ricorre il centenario della nascita.

L'On. Verga, che era accompagnato dal dr. Luigi Brugheri, tesoriere del C.O.I., ed a Washington anche dal signor Giorgio Sabato, dirigente dei rapporti internazionali del C.O.I., e vice capo scalo di Alitalia all'aeroporto di Washington, ha fatto un rapido giro per Boston prima di recarsi ad Orient Heights dove visitava, accompagnato da notabili e dal provinciale Padre Rocco, le opere orionine con la "Home" per i vecchietti, la

cappella San Pio X, l'ala nuova della "Home", la torre che è parte del progetto grandioso dell'architetto Bacciocchi di Milano, e costituisce il trono su cui verrà posta la grande statua della Madonna come quella che sorge a Monte Mario a Roma ed è opera del Minerva e che temporaneamente è sita dinanzi l'ingresso dell'ospizio, meta quotidiana di fedeli che vengono da vicino e da lontano.

Già Padre Rocco aveva disposto che le ospiti anziane dell'ospizio si radunassero nel refettorio per accogliere l'On. Verga. Il loro canto commosso guidato dalla pie suora orionina, si è levato non appena l'illustre parlamentare italiano è entrato nel salone dove lo attendevano alcuni notabili della nostra comunità con a capo il Reggente Consolare Cancelliere Principale Signor Gino Gobbo e la sua consorte Signora Anna.

Fra le venerande ospiti della Casa la giovialità ed esuberanza dell'On. Verga ebbero modo di dimostrarsi nella loro più felice espressione quando egli si mise a stringere loro la mano.

Alla cena intima hanno partecipato subito dopo, verso le sette di sera, solo alcuni notabili della nostra comunità quali il giudice commendatore Joseph Ferrino della Corte Distrettuale di East Boston insieme con la sua consorte, la cav. Madeline Miceli, commissaria statale per le relazioni coi lavoratori, la comm. Blandina Kufu presidente del Faro Club che alcune decadi or sono lanciava l'idea di un ospizio per i nostri vecchietti, il cav. ingegnere Samuele Ussia, presidente della Dante Alighieri di Boston e la Signora Tonia, segretaria dello stesso Comitato, il signor Umberto de Russo e signora Dorothea, popolare radio annunciatore alla WLYN di Lynn, Mass., la signora Lina Comito, l'architetto Frank Vitiello collegato

da rapporti professionali alle opere orionine, e la consorte Maria. Vi erano presenti il commendatore e Mrs. Peter Donadio, che ha egregiamente svolto le funzioni di maestro di cerimonie come chairman del Board della Don Orione Home for Aged Italians, i membri del Board stesso primo vice presidente cav. Ernesto e Signora Carolina Montillo, il secondo vice presidente Anthony Lo Sordo, Mr. e Mrs. Roger Frissora, il presidente della Associazione Maschile Amici di Don Orione Mr. Philip Cacciatore, la signora Lillian Berni, presidentessa dell'Associazione Femminile Amici di Don Orione insieme col suo consorte signor Luigi Berni, il dirigente delle relazioni pubbliche della Home for Aged Italians Mr. Peter Catizone, i sacerdoti della Missione Don Orione di Orient

Heights ed altri. Completavano il prestigioso gruppo la Signora Anna Gobbo ed il Cancelliere principale Gino Gobbo, Reggente del Consolato durante l'assenza del Console Generale march. dr. Franco Fas di Bruno.

Pochi discorsi: il puro necessario. L'onorevole Donadio ha offerto il saluto dei commensali che egli con adeguate parole ha presentato nelle loro varie funzioni; il Reggente Consolare ha portato il saluto del Consolato e della comunità; padre Antonio Simioni per espresso incarico del provinciale Don Rocco ha porto il saluto della missione; Vinzo Comito ha presentato la figura dell'On. Verga e messo in doverosa evidenza la instancabile collaborazione del provinciale, Rev. Padre Rocco, del presidente della Dante, cav. Dr. Sam Ussia, del chairman del Board della Home for Aged Italians, comm. Peter Donadio, del primo presidente dello stesso Board cav. Ernesto Montillo e degli altri che si sono adoperati alla riuscita delle accoglienze all'illustre parlamentare italiano, primo fra tutti il Reggente Consolare Cancelliere principale Sig. Gino Gobbo.

Il discorso dell'On. Verga meriterebbe di essere riportato per esteso ma non si riuscirebbe egualmente a metterlo in quella luce di cui sarebbe degno. Le sue parole hanno commosso l'uditorio quando egli ha esaltato la figura del "Servo di Dio" don Orione in cui l'On. Verga ha confermato di aver ispirato tutta la sua opera di assistenza a chi lascia il focolare avito in cerca di lavoro e di un meno penoso benessere per la propria famiglia.

L'On. Donadio ha offerto all'On. Verga a nome dei Padri Orionini e dei presenti la statuetta ricordo della Madonna Regina dell'Universo, ed a sua volta l'On. Verga ha presentato i "Santi Ambrogini" d'oro al provinciale Don Rocco, al Reggente Consolare Gobbo, al presidente della Dante cav. Ussia, al Commissario comm. Donadio, e la stella della solidarietà del Centro Orientamento Immigrati a Vinzo Comito.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

8110 dal Giornale Il Popolo di: Roma del: 8-9-72

Incidente ferroviario in Svizzera

Ginevra, 7 settembre

Uno scontro frontale fra un treno merci e un convoglio viaggiatori in sosta nella stazione di Rapperswil (Cantone di Argovia) ha causato la morte di un controllore e il ferimento di dieci persone.

L'incidente, le cui cause dovranno essere determinate dall'inchiesta in corso, è avvenuto stamani poco dopo le 5.30. Il treno merci, proveniente da Brugg, ha investito il treno viaggiatori destinato al trasporto di operai occupati nelle industrie di Brugg. L'identità della vittima e l'elenco dei nomi dei feriti non sono stati ancora resi noti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno del Giornale *Corriere di Tunisi* di *Tunisi* del *9-9-1972*

Appuntamento

Con un ritardo di una settimana eccoci al nostro quindicinale appuntamento.

I propositi di essere presso di voi ogni settimana, anche in modesta veste come le attuali circostanze ci impongono, non sono stati riposti nel dimenticatoio. Anzi sono sempre la nostra prima preoccupazione. Il continuo, affettuoso interesse che incontra il «Corriere di Tunisi» (Corriere Africa), le lettere, le telefonate, le visite che riceviamo da ogni parte del mondo laddove esiste un nostro lettore, sono quotidiano e rinnovato conforto per le nostre fatiche.

L'équipe del giornale, dopo tanti nubifragi, si è lentamente ricostituita. Ridotta nel numero ma moltiplicata in buona volontà, essa è pronta a fronteggiare il peso di una settimanale. Rimane il punto «dolens» e cioè i mezzi economici. Il giornale costa, abbiamo bisogno del vostro aiuto, potete farcelo avere sia sottoscrivendo o facendo sottoscrivere abbonamenti, sia insistendo presso Dite ed Enti italiani e stranieri per fare sottoscrivere contratti pubblicitari. Chiudiamo, presto, questo argomento che vorremmo non dover mai affrontare, rinnovando l'augurio di riuscire a realizzare i nostri programmi e parliamo di nostri problemi.

Innanzitutto un caldo ringraziamento per il «messaggio» inviatoci (messaggio pubblicato nell'ultimo numero) ed un rinnovato benvenuto all'Ambasciatore Salvatore SARACENO.

Sappiamo che Egli non ignora le speranze e le aspettative degli italiani che operano all'estero. Egli ha grande esperienza delle nostre cose e ben conosce le gioie e le tristezze di chi vive lontano dalla Patria. Egli sa, e lo ha sottolineato, il contributo dato dagli emigranti col loro lavoro, per il bene del paese ospitante e dell'Italia. Lavoro che affratella nel modo più nobile tutti coloro che vivo-

no in questa ospitale terra mediterranea.

Per tornare ai problemi della nostra gente qui operante, problemi che sono quelli di tutti i nostri connazionali residenti nel continente africano, vorremmo insistere nuovamente e brevemente sui più importanti e i più attuali e cioè:

1°) Il rinnovo della legge «profughi» che scade il 31-12-1972 o la sua sostituzione (ma in tempo, per carità!) da uno strumento legislativo che possa automaticamente funzionare, alla stregua di una vera assicurazione infortuni, qualora un connazionale o un gruppo di essi, per ragioni politiche indipendenti dalla sua volontà si trovi costretto ad abbandonare il paese che lo ospita. Solo con questa relativa tranquillità un padre di famiglia può serenamente proseguire le proprie attività, pensare all'avvenire dei suoi figli, costruire sanamente la propria attività.

2°) Un sistema di aggancio al regime previdenziale (pensionistico) italiano che consenta, conclusa una vita di duro ed onesto lavoro, di poter fruire di una degna pensione e non essere, in un tragico domani, a carico di figli, nipoti, o ancor meno del Governo.

3°) Un effettivo rafforzamento delle attività culturali, assistenziali, sportive e ricreative in seno ai gruppi che compongono le nostre collettività, potenziando i Circoli, la Dante Alighieri, gli Istituti di cultura, le palestre, ecc. Vivificando e incrementando gli incontri con la popolazione del paese ospitante, creando, ove non esistono, comitati misti, filodrammatiche, promuovendo quando e quanto possibile, scambi e viaggi, seminari e convegni, manifestazioni teatrali e cinematografiche, ecc.

Come vedete, cari lettori, «beaucoup de pain sur la planche». Ovviamente dovremo far sì che, aiutando i nostri rappresentanti diplomatici si possa reciprocamente ottenere da loro: maggiore interesse per la vita della collettività e vedere la realizzazione delle nostre speranze.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

taglio dal Giornale MONDO Economico di: Milano del: 9-IX-42

Differenze di strutture (e di redditi) fra i «Länder» della Repubblica Federale Tedesca

Frankfurter Allgemeine

26 agosto

«I lavoratori-ospiti (*Gastarbeiter*) italiani, che hanno trovato un posto di lavoro nella Germania Federale, provengono soprattutto dal «Sud povero» del loro Paese. Proprio in Italia infatti il distacco fra il Nord industrializzato e le zone rurali del Sud è molto vistoso. Anche altri Paesi hanno problemi, per la loro struttura regionale. In Gran Bretagna, ad esempio, la Scozia è considerata quasi come un «ospizio per poveri» del Paese.

Le differenze regionali nella Repubblica Federale Tedesca, sotto il profilo economico, non si manifestano in forma altrettanto drastica. E comunque, l'evoluzione sin qui registrata starebbe ad in-

dicare, in linee generali, una tendenza al riequilibrio.

Ove si assuma il parametro del prodotto interno *pro capite*, i Länder tedeschi che si trovavano un tempo molto al di sotto della media nazionale (Schleswig-Holstein, Bassa Sassonia, Renania-Palatinato, e Baviera) hanno recuperato sensibilmente terreno. La tabella qui sotto riprodotta ne dà una chiara indicazione.

Lo Schleswig-Holstein, ad esempio, continua ad essere il «fanale di coda»; ma lo scarto rispetto alla media nazionale si è ridotto: dal —29 per cento circa al —14 per cento.

Nell'Assia, cioè in un *Land* che si trovava al di sotto della media nazionale, la crescita economica è stata tale che oggi questo *Land* si trova al secondo posto, nella graduatoria generale dei redditi *pro capite*, con un reddito superiore alla media nazionale.

D'altro canto, Amburgo continua a mantenere la sua posizione in testa: con un reddito interno *pro capite* che supera di oltre il 50 per cento la media nazionale; e che è quasi il doppio del reddito *pro capite* dello Schleswig-Holstein.

Altri due Länder che un tempo erano nella fascia superiore, la Renania Nord-Westfalia, e Brema, hanno dovuto sa-

Prodotto interno lordo pro capite (in termini reali)
scarti percentuali dalla media nazionale

Länder in ordine di valori sui dati 1970	1950	1960	1970
1 - Amburgo	+ 67,1	+ 48,4	+ 56,6
2 - Assia	— 1,0	± 0	+ 8,1
3 - Berlino-Ovest	[¹]	— 3,3	+ 7,7
4 - Renania Nord-Westfalia	+ 21,3	+ 6,7	+ 5,6
5 - Brema	+ 38,2	+ 15,1	+ 4,4
6 - Baden-Württemberg	+ 0,2	+ 3,0	+ 0,7
7 - Baviera	— 16,3	— 11,3	— 4,2
8 - Renania-Palatinato	— 15,0	— 11,8	— 6,4
9 - Bassa Sassonia	— 18,5	— 10,2	— 8,6
10 - Saar	[¹]	— 8,0	— 12,5
11 - Schleswig-Holstein	— 26,6	— 17,1	— 14,0

Germania Federale (in DM) 2.386 [²] 5.958 [³] 8.530 [³]

[¹] dati non disponibili
[²] a prezzi 1954
[³] a prezzi 1962.

Fonte: Ufficio Statistico Federale
Ufficio Statistico del Land di Assia.

Il problema delle «distanze», in termini economici, fra regione e regione di uno stesso Paese è presente nella maggior parte dei Paesi; in forma esacerbata in taluni (e fra essi l'Italia); in forma attenuata in altri.

Lo Stato Federale Tedesco presenta «distanze» ragguardevoli, fra i singoli «Länder» che lo compongono; rese più vistose dalla disparità delle dimensioni e delle strutture territoriali (le aree urbanizzate di Amburgo e Brema, ad esempio, mal sopportano un raffronto con i «Länder» maggiori, quali la Baviera o la Renania-Westfalia).

Tuttavia — secondo l'articolo della «Frankfurter Allgemeine Zeitung» che in queste pagine riproduciamo — nel corso degli ultimi decenni si sarebbe delineata una «tendenza al riequilibrio».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

crificare una notevole parte della loro posizione di vantaggio.

La Regione della Saar, dal canto suo, ha visto aumentare ulteriormente, dal 1960 in poi, il suo scarto inferiore, nei confronti della media nazionale. Questa Regione infatti è scesa al penultimo posto, superata solo dallo Schleswig-Holstein.

Lo scarto, che ancor oggi, come ieri, sussiste, viene confermato anche ove si raffronti la imponibilità fiscale, in termini reali, delle singole zone.

Anche sotto questa ottica, Amburgo, Assia e Brema si trovano alla testa; mentre la Bassa Sassonia, lo Schleswig-Holstein e la Saar si trovano in coda.

Dalla capacità di imponibilità fiscale, calcolata *pro capite*, si possono desumere alcuni elementi di giudizio, circa la qualità delle infrastrutture. Una capacità di imponibilità fiscale elevata sta a testimoniare una dotazione relativamente buona, di attrezzature per i trasporti, la istruzione, le dotazioni sociali e culturali

Agli scarti nella produttività economica fa riscontro una differenziazione, in parte evidente, nella struttura dei salari e degli stipendi, nei singoli *Länder*.

Per il Baden-Württemberg, ad esempio, si è calcolato che le differenze nei salari e negli stipendi industriali sono rimasti praticamente immutate nel periodo dal 1957 al 1971, nelle singole zone del *Land*. Il reddito *pro capite* da lavoro dipendente, nell'ottobre 1971, è risultato in questo *Land*, nelle aree meno popolate, inferiore del 25 per cento, rispetto a quello nelle aree congestionate (nel 1957 lo scarto era del 23 per cento). E questa tendenza non è stata influenzata neppure da un processo di riduzione dello squilibrio nella occupa-

zione industriale (numero di occupati nell'industria, per 1.000 unità di popolazione residente). Si ritiene che ciò debba attribuirsi — fra l'altro — ai diversi ritmi di sviluppo, nei diversi settori, e a seconda delle diverse dimensioni aziendali.

Le mutazioni delle strutture produttive, e le differenziazioni nei livelli dei salari e degli stipendi, hanno provocato spostamenti relativamente modesti nella popolazione.

Nelle 24 grandi aree di addensamento vive oggi oltre la metà della popolazione, su una superficie stimata pari al 7 per cento della superficie totale della Repubblica Federale. Nelle grandi città e nelle zone nodali delle grandi aree di congestione la densità della popolazione ammonta, in parte, a oltre 4.000 abitanti per km. quadrato (mentre nella media della Repubblica Federale ammonta a 250 abitanti). Per contro nelle aree periferiche alle aree di congestione la densità della popolazione scende a valori sensibilmente inferiori. Nelle regioni rurali arretrate, che coprono circa un terzo della superficie della Repubblica Federale, essa si mantiene al di sotto di 100 abitanti per km. quadrato.

Le migrazioni, che si erano in passato verificate nella Repubblica Federale, dal Nord al Sud, risultano sensibilmente diminuite.

Nello Schleswig-Holstein, nella Bassa Sassonia, e nell'area di Berlino-Ovest, la quota percentuale della popolazione, sulla popolazione totale della Repubblica Federale, è diminuita solo di poco. Per contro, questa quota percentuale è aumentata nel Baden-Württemberg e nella Renania Nord-Westfalia.

Il *Land* della Renania Nord-Westfalia, con i suoi oltre 17 milioni di abitanti, è il *Land* più popoloso della Repubblica Federale. La sua quota percentuale di partecipazione sia al prodotto interno lordo, sia al giro di affari dell'industria, della R.F., ammonta al 30 per cento circa, in entrambi i casi.

Il *Land* con il maggior numero di addetti all'industria, in termini percentuali su 1.000 abitanti, rimane comunque il Baden-Württemberg: che precede la Renania Nord-Westfalia, e la regione della Saar.

Le differenze di struttura fra *Land* e *Land* si rendono particolarmente evi-

denti, qualora si esaminino i relativi apporti dei singoli settori produttivi al prodotto interno lordo, nei singoli *Länder*, in rapporto con le strutture dell'occupazione.

Nello Schleswig-Holstein e nella Bassa Sassonia, l'agricoltura reca un contributo alla formazione del prodotto interno lordo all'incirca doppio, rispetto alla media della Repubblica Federale. Nella Baviera, nella Bassa Sassonia e nella Renania-Palatinato, la quota della popolazione attiva addetta all'agricoltura raggiunge ancora il 14-15 per cento.

In correlazione al forte peso dell'agricoltura, nella Baviera e nella Renania-Palatinato si incontrano ancora quote relativamente alte di lavoratori indipendenti e coadiuvanti familiari.

Nelle circoscrizioni di Amburgo, Brema, Berlino-Ovest e Assia, per contro, la quota percentuale dei funzionari e degli impiegati risulta molto superiore alla media della Repubblica Federale.

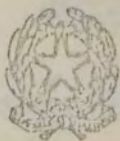
I lavoratori dipendenti sono al di sopra della media relativa alla Repubblica Federale, nei *Länder* di Renania Nord-Westfalia, Baden-Württemberg, Saar e area di Berlino-Ovest.

Nei *Länder* di Renania Nord-Westfalia, Baden-Württemberg e Saar, le attività produttive industriali partecipano alla formazione del prodotto interno lordo con una quota elevata (dal 66 al 60 per cento) in rapporto alla media della Repubblica Federale.

Per contro, nei *Länder* di Amburgo e Brema le attività del commercio e dei trasporti vi partecipano con una quota all'incirca doppia, in rapporto alla media della Repubblica Federale. Analogamente, per il Baden-Württemberg e per Berlino-Ovest, si osserva che il settore dei «servizi» ha un peso più che proporzionale.

Il Governo Federale ha stanziato — per lo sviluppo del potenziale economico nelle regioni a struttura economica debole — un ammontare di circa 3 miliardi di DM, nel contesto dei Bilanci dello Stato nel periodo dal 1951 al 1970, da destinarsi alle «aree periferiche» ed alle aree di sviluppo urbano. Questi aiuti sono stati — ad esempio — destinati alla incentivazione delle attività industriali; allo sviluppo dei trasporti; al miglioramento, in generale, delle infrastrutture comunali.

La «parte del leone» di tali stanziamenti è andata ai *Länder* di Bassa Sassonia, Baviera e Schleswig-Holstein (nella misura del 25 per cento circa, per ognuno dei tre *Länder*).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 9-9-72

INSODDISFAZIONE DELLE ACLI IN SVIZZERA PER IL C.C.I.E.

Abbiamo riportato nel giornale del 26 agosto un comunicato che pubblichiamo qui d'intanto, in merito alla nomina dei tre consultori degli Italiani all'Estero. Le ACLI in Svizzera, hanno appreso, in merito alla nomina dei tre consultori per la Svizzera:

«Le A.C.L.I. in Svizzera, appena conosciute le decisioni del Ministero degli Affari Esteri in merito alla nomina dei tre rappresentanti dell'emigrazione in Svizzera nel C.C.I.E. esprimono decisa sorpresa e insoddisfazione di fronte ad una scelta che ha volutamente ignorato il candidato delle ACLI, Claudio Calvaruso.

Infatti il Comitato Nazionale d'Intesa prima e le associazioni riunite in assemblea presso l'Ambasciata a Berna poi, avevano indicato con il massimo di voti il candidato delle ACLI, sia per la sua rappresentatività quantitativa che qualitativa.

Per questo l'aver scartato il candidato delle ACLI, sostenuto da 234 associazioni, non può che risalire ad una logica che salta completamente la scelta democratica delle associazioni, la loro stessa rappresentatività, il senso di una legge che, inutilmente, è stata modificata.

E' evidente allora una manipolazione sia in riferimento al

risultato numerico delle designazioni delle associazioni, che in riferimento ai criteri che stanno a base della valutazione sulla rappresentatività effettiva nell'emigrazione, che si rileva dagli iscritti, dall'attività, dalle iniziative, dai rapporti con la società

possono essere copertura reale di una tale decisione.

Le ACLI in Svizzera anche sul C.C.I.E. avevano sostenuto una posizione, nel C.N.I. e fuori, che portasse ad una convergenza che qualificasse la presenza di persone rappresentative dell'iniziativa delle associazioni che agiscono, quotidianamente, per la risoluzione dei veri problemi della condizione dei lavoratori emigrati.

Le ACLI continueranno ancora per trovare momenti di unità d'azione con tutte le forze disponibili, ma chiedono che, anche di fronte a queste decisioni inaccettabili, ci sia una presa di posizione precisa e solidale del Comitato D'Intesa e delle altre associazioni. Le ACLI rimangono, in ogni caso, oltre questo problema, oltre il prestigio nelle presenze istituzionali, in movimento di base di lavoratori che agirà ancora nell'emigrazione per far avanzare la risoluzione dei problemi gravi secondo una scelta democratica, contro ogni manipolazione verticistica, da qualsiasi parte essa venga.»

IL NUOVO C.C.I.E.

Tra gli esperti in materia di emigrazione è stato designato il signor Nestore DI MECLA, Direttore del Patronato ACLI.

italiana e svizzera, e tra le associazioni stesse dei lavoratori. Il diritto-dovere di «concordare designazioni comuni o quanto meno di larga convergenza» tra le associazioni, previsto dalla legge, che aveva dato un risultato preciso e chiaro, è stato ignorato per ragioni ancora non espresse e che difficilmente



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 9-9-72

Il ministro Tornetta nuovo Direttore Generale del- l'Emigrazione

Roma - In un precedente servizio il giornale aveva dato notizia della nomina dell'Ambasciatore Giorgio Smoquina a Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Affari Esteri in sostituzione dell'Ambasciatore Mario Pinna Ciconi, già destinato all'OCSE di Parigi. Lo scambio delle consegne avrebbe dovuto aver luogo in questo mese di settembre. Essendo stato però successivamente designato l'Ambasciatore Smoquina ad altro importante incarico, il Consiglio dei Ministri, nella sua ultima riunione, ha nominato Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali il Ministro plenipotenziario di prima classe Vincenzo Tornetta, già Ambasciatore d'Italia a Saigon e poi Vice Direttore Generale del Personale del Ministero degli Esteri.

Il nuovo Direttore Generale è nato a Piazza Armerina, in provincia di Enna, il 13 agosto del 1917.

Si è pure proceduto alla nomina a Vice Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministro Giovanni Falchi.

Al Ministro Tornetta, la cui esperienza viene posta al servizio dell'emigrazione italiana, ed al Ministro Falchi chiamato a collaborare strettamente con lui, il nostro giornale è lieto di porgere il suo saluto augurale.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno dal Giornale L'Espresso di Italia di: Bruxelles del: 9-9-72

PROPOSITO XENOFOBIA

OPINIONI

che è recentemente successo a Rotterdam, caccia al turco per due settimane, le gravi dimostrate dal governo e dalla municipalità stroncò le esplosioni xenofobe e razziste. Confronti dei lavoratori stranieri, ha messo ancora una volta in evidenza la vulnerabilità completa dei lavoratori che si affaccia all'estero, nei confronti di una prepotenza strumentalizzazione della quale sono. Ha avuto inoltre la conseguenza di aver nella opinione pubblica il crescere della razzia fino all'estremo, come la uccisione di Sergio, da Torino ed il grave ferimento di Giovanni Italiano durante i gravi fatti di Harlem.

Il delitti di Rotterdam non si trova giustificazione per il ritardo del governo municipalità in interventi che avrebbero sul nascere gli avvenimenti limitandone le conseguenze. Nulla giustifica il sorriso dei poliziotti sugli schermi televisivi, a pochi metri fanatici cittadini incendiano dei lavoratori stranieri e ne distruggono ed averli. Nulla giustifica le dichiarazioni alla televisione dall'assessore agli alloggi, il signor H.W. Jaitinghot, secondo il colpa di tutto è dei lavoratori stranieri, in caso turchi, che non conoscono le regole in Olanda e pretendono di applicare propri. Questo signor assessore, miserabile politica di un partito socialista che al trionfo anonimo in occasioni che dovrebbero vederlo in piena azione, per tema di veder la strategia elettorale in corso nel comitato pubblico notoriamente più razzista che mente o confessionalmente impegnato, non non conoscere lo stato di tensione perenne che la discriminazione costringa gli stranieri, chialti in luride pensioni in barba a tutti gli governativi, imprenditori e sindacali al o, così come non era certamente all'oscuro delafede di imbroglianti che vendono a prezzi catapecchie malamente tenute in piedi da arrugginiti, a stranieri presi per il collo da necessità, garantendo loro che il contratto di lavoro conferma loro il diritto di sfrattare immediatamente coloro che già vivono in quelle catapecchie. Nulla giustifica il tono rassegnato di signore e del sindaco Thomassen quando ad una voce che Rotterdam ed Amsterdam due vere città di sinistra, ma che non possiedono come tali in un paese che è tutto di

Nulla giustifica il comportamento della stampa, che a fianco dei grossi titoli riguardanti i fatti di Rotterdam, pubblica con altrettanta evidenza apprensive notizie sull'aumento della disoccupazione in Olanda e sottolinea che solo a Rotterdam vi sono 5051 turchi, ma che in realtà sono molti di più perché gli illegali non si contano. Nulla giustifica la farsa della seduta del consiglio comunale di Rotterdam di giovedì 17 agosto, quando veniva esaltato il comportamento della polizia e quando veniva data formale assicurazione che i danni patiti dai cittadini turchi sarebbero stati risarciti da questa o da quella istanza. Non dai veri colpevoli dunque, non da coloro che penetrati in case di proprietà altrui la hanno devastata saccheggiandola, ma da questa o da quella istanza. La scandalosa tolleranza nei confronti della furia xenofoba impressiona e mette paura. C'è la impunità per gli olandesi che distruggono le proprietà degli stranieri. Ma vi sono comunque un paio di cose che illuminano i retroscena di questa campagna xenofoba, ipocritamente e molto malamente mascherata da stomachevoli iniziative paternalistiche, come

quelle, tra l'altro, delle varie associazioni di beneficenza, molto deluse comunque perché non sono riuscite in nome della pace a portare i turchi fuori dalle loro case e a ospitarli in qualche «posto sicuro» per il rifiuto secco dei turchi a lasciare le proprie case disponibili ai saccheggiatori vista la tolleranza già dimostrata nei confronti di questi. O come i lirici appelli alla umanità da parte di qualche ministro proteso a giustificare in qualche modo la propria poltrona, o ancora come l'improvviso interesse di qualche componente della famiglia reale per le condizioni di vita dei lavoratori stranieri (ma tutte cose senza seguito, tutte cose che non decidono e non ricevono niente, ma che soddisfano l'opinione pubblica che considera lo straniero come una bestia da orlo, da utilizzare e da relegare poi quando riposa, in un posto che ingombri il meno possibile).

Cio' che dà luce ai retroscena è di natura politica, le prossime elezioni anzitutto. Il timore di tutti di inimicarsi anche una minima parte della opinione pubblica con prese di posizione decise a favore dei lavoratori stranieri e quindi, secondo la mentalità ottremodo nazionalista degli olandesi, a svantaggio se non a annullamento degli olandesi stessi. La corsa al governo è serrata, competitiva e nasconde sotto un'apparente normalità enormi interessi, ai quali nessuno vuol rinunciare. Le elezioni anticipate di novembre si preannunciano quanto mai incerte per tutti i partiti ed oggi come oggi, di pari con la coscienza che tutti i risultati sono possibili, vi è quella che tutti gli errori, tattici o strategici, anche i minimi, possono essere fatali.

In una Europa dove il lavoratore emigrante cerca appigli ove radicare una cultura europea alla quale crede come unica sociale soluzione dei suoi problemi e dove i suoi scopi sono protetti da accordi e regolamenti, la strumentalizzazione dei lavoratori stranieri in Olanda rappresenta il pugno nell'occhio, l'accecamento di una visione ed il penoso ritorno ad una realtà che evidenzia come accordi e regolamenti, sottoscritti con il sorriso sulle labbra, possano poi essere violentati con irresponsabile indifferenza a rischio, come si è visto, di tragiche conseguenze.

L'altra ragione che può illustrare i retroscena degli avvenimenti di Rotterdam è la costante tendenza di ogni sistema capitalista a disturbare ogni mezzo e senza esclusione di colpi la proliferazione e l'avanzata del movimento operaio.

L'Olanda è per molte ragioni un esempio come un governo abbia sempre cercato di separare i diritti dei lavoratori stranieri da quelli dei lavoratori olandesi, differenziandone arbitrariamente le necessità e le caratteristiche.

E' un esempio di come la partecipazione dei lavoratori stranieri alle iniziative sindacali è ridotta al rango di comprimari e mai investita una benché minima responsabilità anche per l'esistenza di infrastrutture a carattere assistenziale e si assumono la paternità di ogni iniziativa a favore dei lavoratori stranieri, iniziative fioche e avviate che non vanno oltre la gita o la protezione del fine settimana, ma che tranquillizzano l'interesse vago della nazione per i gastarbeiders. E' l'esempio di come, con la preparazione di un disegno legge che porterà alla limitazione dei lavoratori stranieri extra comunitari nella nazione, sia ancora la visione di un movimento operaio nazionale che si vanta di avere negli ultimi anni raggiunto notevoli obiettivi socio-politici di una presunta matrice socialista.

Giorgio MAURO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale Pole d'Italia di Bruxelles del: 9-9-72

DICHIARAZIONE DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DELLA CONFEDERAZIONE MONDIALE DEL LAVORO

(2) Politica dell'impiego e negoziati sociali a livello europeo

«La costruzione dell'Unione economica e monetaria deve essere una delle preoccupazioni essenziali del Vertice europeo».

Il movimento sindacale chiede ai governi degli Stati membri della Comunità allargata di rinunciare alle iniziative monetarie unilaterali, di prendere una buona volta le misure necessarie al controllo della trasferta dei capitali speculativi, di rafforzare la solidarietà economica e

monetaria della Comunità allargata e di porre la base di una moneta comune. Al riguardo, i lavoratori, che sono le prime vittime dei disordini economici e monetari, non saprebbero ormai sopportare oltre una mancanza di solidarietà europea.

Lo sviluppo dell'Unione economica e monetaria non mancherà di avere delle ripercussioni importanti e dirette sulle condizioni di vita e di lavoro dei lavoratori europei.

Così l'OE-CML ritiene fondamentale per i lavoratori il problema del contenuto sociale dell'Unione economica e monetaria da esporre in termini chiari in occasione del Vertice europeo.

Capi di Stato e di Governo dovranno prendere posizione per una vera e effettiva politica comunitaria dell'impiego capace di andare al di là del semplice coordinamento delle politiche

nazionali e capace di costituire non una risultante ma il motore dell'attività economica. Tale politica dovrebbe apportare delle soluzioni ai problemi dell'impiego e della formazione dei giovani e all'impiego delle donne, definire una politica migratoria non limitata ai lavoratori migranti comunitari, prevedere obiettivi e strumenti d'incitamento comunitario per correggere squilibri regionali e settoriali e proteggere l'ambiente. Inoltre, le condizioni di lavoro nei vari paesi della Comunità dovrebbero essere negoziate a livello comunitario. Tale negoziato, rivendicato dalle organizzazioni sindacali, dipende dalle organizzazioni sindacali e padronali. E' compito dei governi degli Stati membri pronunciarsi chiaramente al riguardo per situare le responsabilità dei bloccaggi sinora constatati e dare direttive alle istanze comunitarie».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

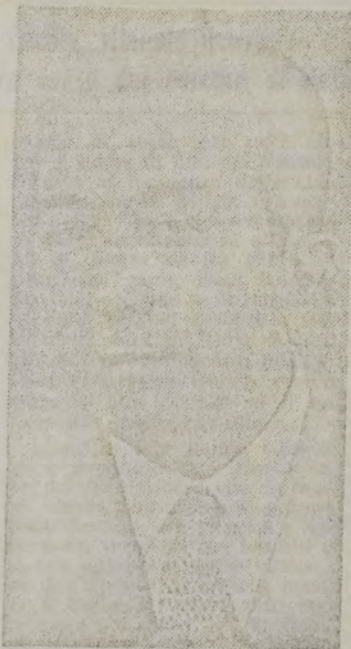
dal Giornale Sole d'Italia di Bruxelles del: 9-9-72

Per la nuova trasmissione radio « Qui Italia »

UN SALUTO DELL'ON. ANDREOTTI AGLI ITALIANI IN EUROPA

Roma, settembre. Dalle ore 19,30 di venerdì scorso primo settembre, gli italiani emigrati in Europa hanno la possibilità di sintonizzarsi su radio Lussemburgo, come abbiamo riferito nel numero scorso, per ascoltare quindici minuti di notizie italiane.

Il Presidente del Consiglio ha voluto che le trasmissioni della nuova emissione « Qui Italia » fossero aperte da un suo saluto agli italiani in Europa. « L'inizio di una nuova trasmissione radiofonica mi offre la gradita possibilità di rinnovare a voi, italiani all'estero — ha detto Andreotti — il saluto che il governo ha rivolto con particolare affetto al momento della sua prima presentazione in Parlamento ». Quindi Andreotti, dopo aver ricordato le difficoltà in cui si dibattono i connazionali all'estero a causa di situazioni non sempre favorevoli, ha sottolineato la grande importanza che



riveste il momento attuale per la costruzione europea e per la nascita del nuovo cittadino europeo.

Andreotti ha quindi sottolineato che la nuova emissione radiofonica è un passo avanti verso il soddisfacimento delle necessità dei connazionali emigrati ma « dovremmo fare ancora dei passi avanti — ha aggiunto — fino ad arrivare, senza che questo vi crei difficoltà in loco, all'esercizio del diritto di voto, perché voi contiate di più nel Parlamento e quindi nelle scelte e nelle responsabilità di tutta Italia ».

Secondo indiscrezioni attendibili l'accordo raggiunto tra la RAI e radio Lussemburgo verrebbe a costare duecento milioni di lire l'anno, una parte dei quali è a carico del nostro Ministero degli affari esteri che ha sollecitato e sostenuto l'importante iniziativa.

S.G.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ho dal Giornale Corriere della Sera di: Milano del: 8-IX-42

DOPO UN CONFLITTO A FUOCO NELLA CITTA' OLANDESE

Arrestati cinque italiani per una rapina ad Amsterdam

Fra i detenuti Franco De Cecilia, ritenuto il «capo» e sospettato per l'uccisione dell'agente a Roma - Era evaso dal carcere di Rebibbia nel gennaio scorso

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

L'Aia, 8 settembre.

La polizia di Amsterdam ha reso noto alcuni nominativi dei banditi implicati nell'assalto ad una filiale della Amro Bank di Amsterdam. Il capobanda è Franco De Cecilia, che qualche mese fa evase dal carcere di Rebibbia. Insieme a lui è stata arrestata la sua amica Renata Mirti. Altri complici pure in arresto sono: Roberto Salera di ventitré anni, Michele Cavallera di trentuno, Gaetano Vinciguerra di ventidue. Nelle mani della giustizia sono anche due tedesche, Angelika Wedel e una, altra indicata come Linga. La polizia ha rilasciato questi nomi con molta esitazione e si è rifiutata di dare quelli di altri italiani arrestati. Tale prudenza si deve al fatto che le ricerche sono in corso e non si ha ancora la sicurezza se tutte le persone in arresto facciano parte della pericolosa

banda. E' stato reso noto anche il nome di uno dei banditi, fuggito al momento della sparatoria con la polizia nel centro della città e che aveva preso parte direttamente all'assalto. Si tratta di un greco di trentadue anni, Ilias Raktas, che, secondo le informazioni della polizia, sarebbe vissuto molti anni in Italia. Alcuni giornali ne pubblicano oggi la fotografia aggiungendo che è sfuggito alla polizia ed è un elemento molto pericoloso.

L'assalto alla banca olandese è avvenuto due giorni fa. La polizia olandese, che da tempo teneva sott'occhio il gruppo degli italiani, era riuscita a sapere del progetto dei banditi e si era appostata nelle vicinanze dell'istituto di credito pronta a cogliere i malviventi con le mani nel sacco. Nel frattempo era giunto ad Amsterdam anche un funzionario della Mobile romana, Scali, per iden-

tificare i sospetti banditi e fornire notizie precise su di loro. Ma il gruppo dei malviventi, realizzato il «colpo», si era reso conto di essere caduto in una trappola, ed aveva tentato una disperata fuga su una macchina rubata. L'inseguimento si era concluso dopo un conflitto a fuoco e con l'arresto dei cinque italiani e delle due tedesche.

Frattanto è stata chiesta alle autorità olandesi l'estradizione di Franco De Cecilia, ma con ogni probabilità il bandito dovrà prima scontare alcune condanne per i reati commessi in Olanda, paese in cui si rifugiò dopo essere evaso da Rebibbia nel gennaio scorso. Il De Cecilia viene indicato come uno dei possibili autori della rapina di piazza Vittorio a Roma, in cui rimase ucciso l'appuntato di PS Antonio Cardilli.

D. V. Z.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

lo dal Giornale

Unità

di:

Donini

del:

2-18-42

La Federazione degli emigrati condanna i fatti di Monaco

La Presidenza della FILEF (Federazione Italiana dei lavoratori emigrati e famiglie) ha espresso il cordoglio «proprio e di tutti i suoi associati in Germania per il crudele spargimento di sangue che ha funestato i giochi olimpici» e «condanna l'azione terroristica che ne è stata l'origine e che ha offeso il sentimento degli sportivi e dei democratici in ogni paese, oltre ad aver nuociuto alla causa stessa del popolo palestinese e della libertà».

«Gli atti avventuristici, che oggettivamente si saldano con le manovre dei gruppi reazionari di destra — dice il documento della FILEF — vanno respinti con decisione, nell'interesse della pace, della libertà e della democrazia, nell'interesse reale delle classi lavoratrici».

La Presidenza della FILEF ricorda che il recente secondo Congresso di Francoforte «ha impegnato gli emigrati italiani a battersi contro il fascismo e contro l'estremismo avventuristico e a sviluppare tutti i collegamenti unitari tra le organizzazioni democratiche degli immigrati e di tutti i lavoratori, anche per far fallire i tentativi di limitare i diritti e le libertà popolari che vengono continuamente compiuti dalle forze di destra, e, nella situazione attuale, per impedire che i tragici fatti di Monaco siano strumentalizzati dai gruppi reazionari per colpire tutti indistintamente i lavoratori».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Uscito dal Giornale

Popolo

di

Roma

del:

2-18-72

Per la prima volta nella storia della Cina

Ammessi nelle scuole cinesi i figli dei diplomatici stranieri

Pechino, 8 settembre
I figli dei diplomatici stranieri sono ammessi da quest'anno a frequentare le scuole cinesi, per la prima volta nella storia della Repubblica popolare, anzi per la prima volta nella storia della Cina dato che in passato il problema praticamente neppure si poneva ed erano piuttosto i bambini cinesi a chiedere di essere ammessi nelle scuole organizzate dagli stranieri residenti in Cina. Si tratta dunque di un avvenimento importante. Questa, fra tutte le « aperture », è forse la più significativa.

Finora soltanto i figli degli esperti stranieri che lavorano per il governo cinese — e dunque bambini provenienti generalmente da famiglie ideologicamente « sicure » — potevano frequentare scuole locali. Adesso però la diffidenza è caduta sia dall'una sia dall'altra parte.

Le richieste giunte al « Service bureau », l'organismo che provvede ai servizi per gli stranieri, sono numerose soprattutto per i giardini d'infanzia. Bambini italiani, svedesi, norvegesi, latino-americani, asiatici e africani attendono che i responsabili, forse colti alla sprovvista da un numero così alto di domande di ammissione, provvedano alla sistemazione di tutti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

TV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

o dal Giornale

Popolo

di

Roma

del:

9-IX-72

Approvata la legge di adesione della Danimarca alla CEE

Copenaghen, 8 settembre

Il Parlamento danese ha approvato oggi con 141 voti a favore, 34 contrari e due astensioni la legge di adesione della Danimarca alla Comunità europea.

Tuttavia questa decisione dovrà essere sottoposta a referendum popolare il 2 ottobre prossimo.



Ministero degli Affari Esteri.

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

o dal Giornale

Secolo d'Italia

di

Roma

del:

18-IX-42

Ne siamo certi. Neanche gli orribili eventi di Monaco di Baviera debbono avere sensibilmente modificato gli orientamenti politici dell'on. Aldo Moro. In difetto di meglio, l'ex ministro degli Esteri va orgoglioso dei suoi macroscopici errori. Ne siamo certissimi. Il martirio degli atleti israeliani non è valso a scuotere Aldo Moro dalla sonnolenza abituale, che solo le pellicole western riescono talvolta, con le loro fanciullesche stupidaggini, a far dissolvere per alcuni minuti. Egli continuerà a sostenere che l'Italia ha l'obbligo morale di volgere sguardi carichi di affettuosa fiducia verso il mondo arabo. Consideriamoci fortunati. Aldo Moro non ha in questi giorni la pos-

sibilità di parlare, dalla Farnesina, a nome di tutti gli italiani, mandando così a ramengo la dignità della Nazione. L'ex ministro degli Esteri può soltanto riandare con il pensiero ai giorni non troppo remoti in cui volò a Tripoli a spese del contribuente, ansioso di lustrare le scarpe a quel fasullo coionnello Gheddafi che aveva appena espulso dalla Libia i nostri fratelli, dopo averli scientificamente depredati.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

dal Giornale

Globe

di

Roma

del:

9-IX-72

UN DOCUMENTO DEI 10 AMBASCIATORI

Politica regionale tre linee direttrici nella CEE

BRUXELLES, 8. — Notevoli progressi sono stati intanto realizzati dai rappresentanti permanenti dei sei paesi della CEE e dagli ambasciatori dei quattro paesi candidati nella preparazione del vertice dei Capi di Stato europei, in programma fra cinque settimane a Parigi e al cui ordine del giorno dovrebbero figurare tre problemi essenziali: unione economica e monetaria, le relazioni dell'Europa con i paesi terzi, il funzionamento delle istituzioni comunitarie.

Secondo nostre informazioni, i dieci ambasciatori avrebbero soprattutto discusso i problemi suscettibili di ottenere una larga adesione dei dieci paesi. Per il momento non c'è stata nessuna discussione specifica sul tema dell'intensificazione e approfondimento della cooperazione politica e si vedrà alla riunione di Roma dei ministri degli Affari Esteri se la Francia tornerà alla carica per la creazione a Parigi

di un segretariato per la cooperazione politica. Si è parlato molto invece di unione economica e monetaria per la quale esistono già impegnative risoluzioni a sei sul processo da seguire nei prossimi anni. Occorre tuttavia che anche i paesi candidati riconfermino questi impegni di grande portata e sulle grandi linee sembrano già esserci vaste aree di consenso. Non è escluso a questo proposito che il vertice, se ci sarà, fissi scadenze più imperative per il passaggio dalla prima alla seconda tappa e poi alla fase conclusiva dell'unione economica e monetaria.

Per quanto riguarda la politica regionale, il documento elaborato dai dieci ambasciatori, secondo quanto affermano gli ambienti CEE, rappresenta un passo in avanti per le tesi dell'Italia e dell'Irlanda i cui interessi sono praticamente identici a questa materia. È stato innanzitutto confermato l'impegno a creare un fondo di sviluppo regionale che aiuterebbe le imprese europee mediante bonifici di interesse a installarsi nelle regioni comunitarie sottosviluppate. L'istituzione di questo fondo rappresenterebbe il primo grosso passo della CEE in tema di politica regionale.

In secondo luogo, i dieci paesi della Comunità allargata si sarebbero messi d'accordo su una formula che pone chiaramente e esplicitamente l'obiettivo di proseguire ulteriormente la coordinazione delle politiche regionali nazionali onde evitare la concorrenza sfrenata.

Terzo punto: il documento messo a punto dai dieci ambasciatori, individua nel trasferimento territoriale delle imprese verso le aree di disoccupazione che nell'emigrazione della manodopera verso le zone industrializzate del Centro e del Nord Europa il principio fondamentale di una politica regionale comunitaria.

Se questi orientamenti saranno confermati nelle prossime riunioni ministeriali, l'Italia potrà ritenersi soddisfatta sul piano degli orientamenti generali della politica regionale comunitaria come parte integrante dell'unione economica e monetaria.

Il dibattito resta tuttavia aperto e difficile su tre problemi che, in fin dei conti, qualificheranno la portata reale della politica regionale CEE. Quanti saranno i mezzi finanziari impegnati e quale sarà la loro origine? A partire da quale data saranno usati? E quali saranno le regioni beneficiarie?

Italia e Irlanda, naturalmente, chiedono « molti soldi e subito ». L'Inghilterra ha un atteggiamento generalmente molto più prudente.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

101

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

giorno dal Giornale

Mattino

di:

Napoli

dal:

2-IX-42

Due milioni di stranieri risiedono illegalmente negli Stati Uniti

WASHINGTON, 8 settembre
Vi sono circa due milioni di
stranieri che risiedono illegal-
mente negli Stati Uniti, di cui
l'80 per cento sono di origine
messicana. Lo afferma un rap-
porto redatto, dopo un anno di
indagini, dalla Commissione giu-
stizia della Camera dei rappre-
sentanti.

Un membro della commissio-
ne, Peter Rodino (democratico
del New Jersey), ha affermato
che parte di essi lavora, parte
vive grazie agli assegni dell'as-
sistenza sociale. Nel complesso,
questo gruppo riuscirebbe ad in-
viare alle rispettive famiglie al-
l'estero un totale di un miliar-
do di dollari all'anno.

Rodino è il relatore di un
progetto di legge che imporreb-

be ammende fino ad un mas-
simo di mille dollari o ad un
anno di reclusione ai datori di
lavoro che impiegano personale
straniero non munito di rego-
lare visto.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI

UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI
DEL...9. SETTEMB. 1972

IN VISIONE. CONS. VALLE.....



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Taglio dal Giornale *Corriere degli Italiani* di *Lugano* del: *9-9-72*

Borsa nera di mano d'opera

Ultimi tempi, nel settore dell'emigrazione, sono stati caratterizzati da alcuni clamorosi scandali di traffici clandestini di lavoratori da un continente all'altro, da una nazione all'altra: qualcosa che ripugna al senso umano e sociale dell'individuo, perché vi si nasconde uno sfruttamento organizzato da parte di pochi uomini ai danni di molti altri.

Una borsa nera che frutta enormemente a chi non ha scrupoli e perciò una volta scoperta, viene repressa con sanzioni pesanti allo scopo di scoraggiare chiunque volesse mettersi in una simile avventura.

Sul mercato della mano d'opera, specialmente estera, esiste dell'altro: non appariscente, non sensazionale, ma non per questo meno immorale ed antisociale.

Una borsa nera dell'operaio sottratto da una ditta alla quale c'è una borsa nera dell'operaio ingaggiato illegalmente; c'è una borsa nera dell'operaio sovraccaricato intensamente.

Altri tre i fenomeni d'accaparramento dell'operaio sono quelli dei lavoratori di una scarsità di mano d'opera che, se da una parte è caratteristica inspiegabile del nostro tempo, dalla altra risulta condizionamento imposto da decreti ufficiali: fanno le spese comunque sono quasi sempre i lavoratori emigrati.

IL MERCATO DEI MIGLIORI

registra prima di tutto una lotta segreta e servata, senza apparenza di colpi, tra datori di lavoro: uno ruba operai all'altro, dopo un periodo di intenso spionaggio, usando del denaro di salario, a volte consistente, a volte banale. In genere si rubano i migliori, coloro che fanno gola a tutti per la preparazione professionale e il loro rendimento effettivo; però in alcuni casi la sottrazione dei meno qualificati si rivela un colpo ben riuscito, perché oggi sempre più difficilmente si trova gente disposta a svolgere lavori pesanti e poco retribuiti.

Per i datori di lavoro è una corsa a garantire i «propri interessi»; da parte degli operai è un prestarsi a scopo di lucro, forse senza misurare adeguatamente le nuove condizioni d'ambiente o di rischio cui si va incontro.

La situazione è comunque insana sotto ogni punto di vista: fatti se si paga di più è perché l'operaio vale di più (almeno siamo nella linea dello sfruttamento), se si aumentano indiscriminatamente i salari per assicurare l'avvenire della propria ditta è perché già si è trovata una rivalsa, e non si sa più sui costi dei prodotti da lanciare sul mercato... una situazione che mette a rischio la stabilità della domanda e dell'offerta, garanzia di sviluppo sano ed ordinato.

INGAGGIO ILLEGALE

Un altro aspetto della borsa nera della mano d'opera è l'ingaggio illegale di lavoratori: senza permesso di polizia, senza regolare contratto di lavoro e quindi senza nessuna garanzia sociale e previdenziale.

L'operaio che sta al gioco lo fa per sfuggire a situazioni di estrema necessità, quale la disoccupazione o la sottoccupazione; ma i rischi che si corrono sono elevatissimi socialmente e legalmente (ci si può trovare su una strada in caso di incidenti o colpiti da espulsione se scoperti...), mentre i datori di lavoro riescono sempre a cavarsela, magari con una multa che non sconfigge minimamente il loro pacchetto finanziario.

LAVORO STRAORDINARIO

Il terzo caso di borsa nera della mano d'opera si concretizza in un sovraccarico di lavoro per alcuni operai.

O per mancanza del necessario effettivo per far fronte agli impegni assunti, o per mancanza di spazio per incrementare il contingente lavorativo, o anche per un calcolato interesse fiscale non sono sporadici i casi di lavoratori sovraccaricati di orari straordinari a ritmo continuo o sottoposti a scadenze di produzione tali che li menomano fisicamente e psichicamente. E' uno sfruttamento immorale che getta le premesse di paurosi sbandamenti in campo sociale ed umano, creando quasi l'uomo-limone che si sprema fino alla ultima goccia e poi si butta via.

Andare a fondo di questo triplice aspetto della borsa nera di mano d'opera — che ha ramificazioni più vaste e profonde di quanto si possa immaginare — diventa scadenza irrinunciabile di autorità e sindacati da una parte, di enti ed associazioni di emigranti dall'altra.

La denuncia di questa triste e tipica piaga dell'emigrazione rientra nei nostri compiti di cronisti, come pure reclamare un riequilibrio della situazione immediato e a fondo.

A questa stregua infatti l'operaio sta diventando una merce che si compra e vende come qualsiasi altra, una merce di contrattazione che viene qualificata, utile finché rende e da eliminarsi quando si crede che non abbia più valore; una merce soggetta ad alti e bassi di gente senza scrupoli che guarda unicamente ad un interesse smoderato.

Ed è questo soprattutto che in nome della dignità dell'uomo non possiamo assolutamente permettere.

g.m.